

AUJOURD'HUI



Les deux rêves de Guy Nadon

À 37 ans, Guy Nadon réalise deux de ses rêves de jeunesse : jouer *Richard III* de Shakespeare sous la direction d'André Brassard (au Rideau-Vert) et diriger l'institution qui l'a amené à faire du théâtre, la Nouvelle Compagnie Théâtrale. **Page C - 1.**

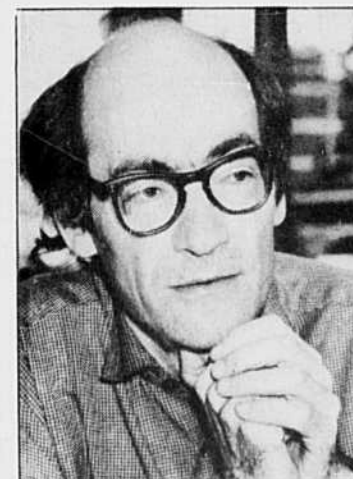


Weyerans fait l'éloge de la digression

En lice pour le Goncourt pour *Je suis écrivain*, François Weyerans a expliqué à Jean Royer que son roman fait l'éloge de la digression. Weyerans se fait un point d'honneur d'écrire des livres qui ne sont pas adaptables à la télévision. **Page D - 1**

Jacques Brossard viole les interdits

Il s'agit de savoir quels interdits violer, et quand le faire, confie Jacques Brossard en parlant de sa chronique de la Cité de Manokhsor, dont le profil imaginaire ressemble à une métaphore du Québec contemporain. *Les années d'apprentissage* vient de paraître chez Leméac. **D - 1**



Monsieur Hire

Le réalisateur Patrice Leconte a adapté pour le cinéma le célèbre roman de Georges Simenon, *Les fiançailles de M. Hire* qu'il a simplement intitulé *M. Hire* avec, dans les rôles titres, Michel Blanc et Sandrine Bonaire. Serge Truffaut a rencontré Leconte et Blanc lors de leurs passages dans la métropole. **Page C - 1.**

Les Bronfman au secours de BCDE

Les Bronfman de Toronto, par le biais de Carena, injectent plus de \$ 200 millions dans la société immobilière en difficulté. **Page B-1**

Gorbatchev met en garde la RFA contre toute tentative de réunification

BERLIN-EST (AFP) — Le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev a mis en garde l'Allemagne fédérale, hier à Berlin-Est, contre toute tentative de remettre en cause l'ordre territorial issu de l'après-guerre en Europe.

« Nous n'idéalisons pas » l'ordre européen, « mais jusqu'ici, c'est justement la reconnaissance des réalités de l'après-guerre qui a assuré la

paix en Europe », a souligné M. Gorbatchev dans un discours prononcé dans le Palais de la République à l'occasion du 40ème anniversaire de la RDA.

« En un mot, les réalités existantes sur le continent, y compris les frontières des États souverains comme composantes clés (de ces réalités), n'entravent pas le progrès dans les relations internationales », a-t-il dit

devant quelque 5.000 invités.

« On nous demande aujourd'hui sans cesse de prendre des mesures pour éliminer cette division », comme la suppression du Mur de Berlin et aujourd'hui il y a des voix qui s'élèvent en RFA pour réclamer le rétablissement de l'Allemagne dans ses frontières de 1937. « On se met même à rediscuter sur la Silésie

Voir page A-14: Gorbatchev



Le premier secrétaire du Parti socialiste unifié allemand Erich Honecker a accueilli hier le numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev à l'aéroport de Berlin-Est avec le traditionnel baiser.

Ray Hnatyshyn succède à Jeanne Sauvé au poste de gouverneur général du Canada

Pierre April
de la Presse Canadienne

OTTAWA — Le premier ministre Brian Mulroney a annoncé, hier aux Communes que le successeur de Mme Jeanne Sauvé au poste de Gouverneur général, sera l'ancien ministre conservateur Ramon (Ray) Hnatyshyn.

Cette candidature proposée par le chef du gouvernement canadien a immédiatement été acceptée par la Reine Elisabeth et le nouveau Gouverneur général, le 24 ième dans l'histoire du Canada, entrera en fonction au début de janvier prochain, au moment où Mme Sauvé prendra sa retraite et quittera Rideau Hall, résidence officielle du Gouverneur général à Ottawa.

M. Hnatyshyn, 55 ans, est né à Saskatoon et il est le fils de l'ancien Sénateur conservateur John Hnatyshyn et de Constance Pitts. Il est marié.

Voir page A-14: Hnatyshyn



Le prochain gouverneur général Ray Hnatyshyn et son épouse.

Le projet de loi sur l'avortement ne sera pas déposé avant la fin de l'automne

Maurice Godin
de notre bureau à Ottawa

APRÈS des semaines de débats au sein du cabinet Mulroney, le ministre de la Justice Doug Lewis n'a pas encore réussi à rallier ses collègues ministres autour d'une position commune sur la question de l'avortement.

Interrogé hier à la sortie de la Chambre des Communes, M. Lewis a admis ne pas avoir pris de décision et a dit être « encore en train de regarder les diverses façons d'aborder cette question pour obtenir le meilleur produit ».

Le ministre n'a pas voulu dire quand il sera en mesure de présenter

un projet de loi sur l'avortement devant le Parlement mais a ajouté qu'il avait certainement l'intention d'agir avant Noël prochain.

Depuis que le premier ministre Mulroney a promis, au lendemain de l'affaire Chantal Daigle, que le gouvernement conservateur légifèrera sur l'avortement cet automne, Doug Lewis cherche un compromis acceptable aux ministres du cabinet.

M. Lewis croit qu'il est possible d'obtenir un consensus sur une position qui se situe quelque part entre l'avortement sur demande au nom du droit de la femme et l'interdiction totale de l'avortement au nom du droit du foetus.

Il pense que les Canadiens se situent entre ces deux extrêmes et

« qu'il faut légiférer en gardant cela à l'esprit ».

Tout semble indiquer que la solution préconisée par le ministre de la Justice s'inspire des propos du juge de la Cour suprême Bertha Wilson dans le jugement Morgentaler et des positions adoptées par l'Association médicale canadienne et la Commission de réforme du droit.

Mme le juge Wilson avait demandé au gouvernement de légiférer pour interdire un avortement quel que part au cours du deuxième trimestre d'une grossesse. L'Association médicale canadienne pense que l'avortement ne concerne que la femme et son médecin jusqu'à la vingtième semaine de grossesse. En février dernier, la Commission de ré-

Bourassa présentera un conseil des ministres transformé

Bernard Descôteaux
de notre bureau de Québec

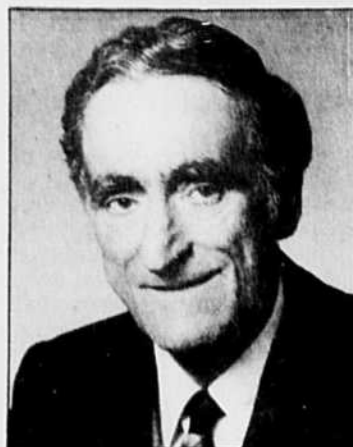
ROBERT BOURASSA présentera mercredi prochain aux Québécois un gouvernement métamorphosé, composé de près d'un tiers de nouvelles figures et des deux tiers d'anciens ministres auxquels il aura toutefois confié pour la plupart de nouvelles responsabilités et de nouveaux défis.

Rompant avec la prudence habituelle qui le caractérise en matière de remaniement, le premier ministre a en effet choisi de littéralement rebrasser toutes les cartes ministérielles pour ce nouveau cabinet auquel, espère-t-il, il n'aura au cours des quatre prochaines années que des retouches à apporter.

De retour depuis mercredi d'un congé en Floride où il est allé faire le bilan de l'élection, M. Bourassa a entrepris au cours des dernières heures de mettre des noms sur les 29 ou 30 fauteuils disponibles au Conseil des ministres. Rien n'est toutefois encore arrêté dans la mesure où certains postes sont plus difficiles à combler tels le ministère de la Santé et des Services sociaux qui est un peu la clé de voûte de la composition de ce cabinet.

Pour l'instant, M. Bourassa n'a arrêté en réalité que les grandes lignes de ce cabinet. Il a ainsi décidé tout d'abord qui des nouveaux venus et qui des députés d'arrière-banc de la cuvée 1985 aurait une promotion.

Les nouveaux venus seront choisis puisque cinq d'entre eux sont sur sa liste : Gérard Tremblay, Lucienne Robillard, Norm Cherry, Sam Elkas et Liza Frulac-Hébert. En fait, il s'agit des « candidats-vedettes » qu'il était allé chercher et qui tous recevront un siège ministériel. Cela ne laissera de la place qu'à deux ou trois « anciens » dont fort probablement Robert Middlemiss et



Claude Ryan : Il conserverait l'Éducation



Marc-Yvan Côté : leader parlementaire ?

Christos Sirros qui tous deux sont incontournables pour assurer une représentation aux anglophones et aux allophones dans le cabinet.

Une deuxième décision prise par le premier ministre consiste à garder autour de lui ce que dans son entourage on appelle les « intouchables » et qui sont en fait ses ministres séniors : Gérard-D. Levesque, Marc-Yvan Côté, Claude Ryan, Daniel Johnson et Gil Rémillard.

Voir page A-14: Bourassa

Le Parti communiste hongrois souhaite sa propre dissolution

d'après AP, AFP et Reuter

BUDAPEST — Le président du Parti socialiste ouvrier hongrois (communiste), Rezzo Nyers, a préconisé rien de moins qu'un hara-kiri aux délégués réunis depuis hier en congrès extraordinaire.

Il a en effet proposé que la formation politique se dissolve et soit remplacée par un Parti socialiste non communiste, en vue des élections pluralistes prévues pour le milieu de l'année prochaine. « Le rôle historique du PSOH est arrivé à sa fin », a déclaré Nyers devant les 1.276 délégués, lors de la séance d'ouverture du Congrès extraordinaire du Parti.

« Nous avons besoin d'un nouveau Parti socialiste qui soit un successeur et non une simple continuation du Parti communiste. Le nouveau

Parti ne doit pas être un Parti communiste », a-t-il ajouté pour bien se faire comprendre.

M. Nyers a de bonne chance d'être réélu à la tête du Parti renouvelé. En effet, une pétition en sa faveur a circulé toute la journée d'hier, marquée aussi par une tentative des conservateurs de limiter les dégâts, de leur point de vue.

Selon des rumeurs qui circulent à Budapest, cette pétition aurait déjà obtenu la signature de plus de 50 % des délégués.

La structure de la direction du Parti ne sera plus la même à l'issue du congrès, selon le projet de modification des statuts.

Actuellement, M. Nyers préside un directoire de quatre membres où fi-

Voir page A-14: Parti

le point de vue du gouvernement, le cabinet doit d'abord l'approuver et l'appuyer. Il ne saurait être question d'accorder la liberté de vote aux ministres et rompre la solidarité ministérielle. Et sur la question de l'avortement, les membres du cabinet Mulroney sont divisés.

Un coup d'oeil sur le vote libre de 1988 sur l'avortement suffit pour se rendre compte que des ministres ont voté pour des positions « extrêmes ». La position favorisant la liberté de choix en matière d'avortement a été appuyée par les ministres Doug Lewis, Barbara McDougall, Mary Collins, Pierre Cadieux et Gerry Wiener. À l'autre extrême, les ministres Don Mazankowski, Perrin Beatty,

Voir page A-14: Avortement

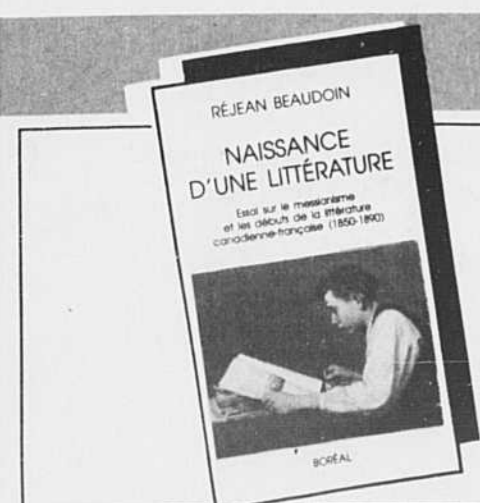
LE CHOIX BORÉAL

RÉJEAN BEAUDOIN

NAISSANCE D'UNE LITTÉRATURE

Un essai qui projette un éclairage nouveau et personnel sur les origines de notre littérature.

Vol. de 216 pages — 19,95\$



EN BREF...

On a retrouvé « Moïse »

BURNT RIVER, Ont. (PC) — Roch Thériault, ce leader d'une bizarre commune du Jugement dernier qui était recherché depuis deux mois par la police, a finalement été arrêté hier. Les policiers le traquaient depuis qu'une de ses disciples avait subi une grossière amputation du bras. Roch Thériault, qui est âgé de 42 ans et se fait appeler Moïse, a été capturé sans opposer de résistance, avec deux femmes, dans d'épais fourrés, non loin de leur retraite abandonnée, située à Burnt River, en Ontario. Deux bébés ont aussi été remis à la garde des policiers, a indiqué le sergent Tim Robbins, de la police ontarienne de la localité voisine de Cobocok. Thériault et une poignée d'adeptes s'étaient enfuis de la commune au mois d'août, après qu'une de ses disciples, Gabrielle Lavallée, eut été hospitalisée à la suite de l'amputation d'un bras. L'opération avait visiblement été effectuée de façon rudimentaire. Plus tôt dans la journée d'hier, la police avait aussi intercepté Jacques Giguère, un autre disciple de « Moïse ». Il a été accusé de voies de fait graves et de négligence criminelle causant des blessures, également en rapport avec l'amputation sommaire.

Le policier suicidé a laissé des notes

TORONTO (PC) — Le réseau CTV a dit avoir pris connaissance, hier, des deux notes laissées par l'inspecteur Ken Dowson, de la police de Winnipeg, qui s'est suicidé avec son arme de service, le mois dernier, à la veille de rendre témoignage à l'enquête sur la façon dont les autochtones sont traités par le système judiciaire au Manitoba. L'inspecteur Dowson, qui était responsable de l'enquête sur la mort du leader indien J.J. Harper, abattu par un policier, devait témoigner sur cette affaire devant la commission d'enquête. Dans l'une des notes, Dowson exprime des sentiments de culpabilité pour ne pas avoir fait relever les empreintes digitales sur le revolver qui a tué Harper. Il dit regretter, de plus, les difficultés qu'il a causées au service de police et à l'agent Robert Cross, impliqué dans la mort de Harper. La commission d'enquête, en fait, a exonéré l'agent Cross de tout blâme, mais a relevé plusieurs lacunes dans l'enquête de police.

Clarence le caribou se balade en ville

BUCHANS, Terre-Neuve (PC) — Clarence le caribou peut continuer de circuler en toute liberté à Buchans. Ainsi en a décidé la population de cette petite ville de Terre-Neuve, à la suite d'une consultation populaire décrétée par le conseil municipal. Clarence est apparu dans les rues de Buchans en 1987 et est devenu une véritable attraction touristique. Par contre, certains citoyens commencent à se plaindre des caprices de la « mascotte » de la ville qui, à l'occasion, se nourrit de fleurs et pille les jardins. Ne sachant trop s'il serait préférable de construire un enclos ou de ramener Clarence dans la nature, le conseil municipal a convenu de consulter ses 1,200 habitants. Bien que certains habitants aient dénoncé les « caprices » de Clarence, la vaste majorité est d'avis que le caribou ne pourrait survivre seul en forêt et qu'il est préférable de laisser l'animal errer librement dans les rues de la municipalité.

La bouteille transatlantique

FORT LAUDERDALE, Floride (AP) — Un Américain âgé de huit ans avait jeté une bouteille à la mer sur une plage de Floride, un jour de juillet 1984. Cinq ans plus tard, deux petites Britanniques viennent de lui écrire pour lui dire qu'elles avaient bien trouvé son message sur la plage de Penzance, dans le sud-ouest de l'Angleterre. « Salut Tommy ! Je ne sais pas si tu te souviens avoir mis une bouteille à la mer, mais nous venons de la trouver de l'autre côté de l'Atlantique », ont écrit les deux jeunes Anglaises, selon le quotidien *Sun-Sentinel* de Fort Lauderdale qui a publié la lettre.

Trois députés de l'est s'opposent au projet d'expansion du port de Montréal

Rolande Parent
de la Presse canadienne

TROIS DÉPUTÉS du Parti québécois de l'est de Montréal voient d'un mauvais oeil le projet d'expansion du Port de Montréal vers Contrecoeur, projet qui fera l'objet d'audiences publiques les 17, 18 et 19 octobre.

En conférence de presse, hier, les députés Michel Bourdon (Pointe-aux-Trembles), Louise Harel (Hochelaga-Maisonneuve) et André Boulerice (Sainte-Marie-Saint-Jacques) ont dénoncé ce « simulacre de consultation » au cours duquel seul deux endroits seront à l'étude, Contrecoeur et la Promenade Bellerive à l'extrême est de Montréal, près de la rue Mercier.

Les trois députés croient que les autorités du Port de Montréal sachent pertinemment que l'idée de développer des installations portuaires à la Promenade Bellerive fera l'unanimité contre elle et laissera le champ libre pour Contrecoeur.

Le député Bourdon estime que plusieurs autres endroits auraient pu

être proposés : les terrains de Gulf et Texaco, ceux de la Vickers ou encore des endroits non utilisés dans le Port de Montréal actuel.

Après l'octroi du contrat de frégates au Nouveau-Brunswick, la fermeture du chantier naval de la Vickers et celle de quatre raffineries, l'établissement de l'agence spatiale à Saint-Hubert, le démantèlement de Via Rail, la députée Harel est d'avis que la population de l'est de Montréal doit opposer immédiatement un refus catégorique au projet de démantèlement d'installations portuaires à Contrecoeur.

Pour le président local de l'Association internationale des débardeurs, Théo Beaudin, il importe de maximiser les installations sur l'île de Montréal en les réaménageant.

Surtout que ce débardeur met en doute les prévisions d'accroissement des activités du Port de Montréal à courts et à moyen terme. Il signale que les activités ont diminué de 8 % cette année.

Quant à André Boulerice, il profitera des audiences publiques pour réclamer que les autorités portuaires couvrent les tas de ferraille près du pont Jacques-Cartier qui constitue un triste paysage pour les résidents de ce secteur et les passants occasionnels.

Les députés ont fait parvenir un télégramme aux ministres de l'Environnement Lise Bacon (Québec) et Lucien Bouchard (Ottawa) et Benoît Bouchard, ministre fédéral des Transports, leur demandant d'élargir le mandat donnée aux membres

de la Commission d'évaluation environnementale.

Ils réclament l'examen d'autres sites, plus conformes aux intérêts de l'est de Montréal, notamment ceux situés sur le territoire de Montréal-Est.

En outre, ils demandent qu'une consultation soit menée sur l'impact pour l'est de Montréal de l'expansion des installations portuaires vers Contrecoeur.

Ils veulent éviter que les consultations ne servent qu'à entériner la décision des autorités portuaires de favoriser l'expansion du port à Contrecoeur.

« Nous ne disons pas jamais Contrecoeur, mais d'abord Montréal », a lancé Louise Harel.

La Guadeloupe ne se remettra pas de sitôt des ravages de Hugo

Clément Trudel

LA GUADELOUPE, fortement touchée par l'ouragan Hugo le mois dernier, aura longtemps besoin de sympathie pour se remettre sur pied. Robert Deumié, Guadeloupéen d'origine, revient tout juste de se rendre compte des dégâts à sa maison : le béton armé du rez-de-chaussée a cédé, la partie supérieure s'effondrant d'un bloc, les capteurs solaires, à proximité, étant mis hors d'état, mais la charpente du toit a tenu bon.

Cet ingénieur établi à Montréal s'est aussi préoccupé de savoir quels étaient les besoins pour l'ensemble de ses concitoyens. Il dit souhaiter que le Québec et le Canada s'activent pour aider à la reconstruction dans l'île antillaise qui aura à récupérer une clientèle touristique momentanément détournée vers d'autres lieux de villégiature.

Le secrétaire de la mairie de Sainte-Anne, M. Montout, a remis à R. Deumié, le 22 septembre, un mémo officiel énumérant les « besoins urgents » de ce coin fortement touché par Hugo : tronçonneuses (on ne compte plus les arbres couchés par l'ouragan), groupes électrogènes, citernes en plastique gonflable, car les gens n'ont pas toujours les contenants pour recueillir l'eau potable que des légionnaires sont chargés de distribuer ; il faut aussi de la chaux vive car, en dehors de Pointe-

à-Pitre, la capitale, les égouts sont le plus souvent inutilisables et l'on compte d'innombrables carcasses d'animaux en décomposition. Les matériaux de construction font également défaut : poutrelles d'acier galvanisé, clous, tôles, planches, cartelages (2x4, etc.) La situation est la même, ou pire, à Saint-François ou ailleurs dans Grande-Terre et sur le versant est de Basse-Terre.

Selon le quotidien France-Antilles, il y a un minimum de 35,000 sinistrés, soit 10 % de la population (Deumié croit que l'on pourrait facilement doubler ce chiffre). Le service téléphonique ne pourra être rétabli pour tous les abonnés de Guadeloupe qu'au début de 1990, selon le scénario le plus optimiste de France-Télécom.

Pour Robert Deumié, l'administration française est manifestement préoccupée de multiplier la présence de képis en Guadeloupe : policiers, militaires et légionnaires y sont largement mis à contribution depuis le passage de l'ouragan mais il doute que ce soit le canal le plus approprié pour aider ses concitoyens à devenir ou redevenir autonomes. Pour une population équivalant à celle de la ville de Québec, pense-t-il, il y a moyen de faire plus et mieux... si le but principal n'est pas de « contrôler » un territoire, d'empêcher que ne se développent des courants inquiétants chez les chômeurs (63 % de la population active) auxquels on suggère volontiers de s'envoler vers Pa-

ris !

Malgré ces bémols face à la situation qui se développe en Guadeloupe, Robert Deumié souhaite que Guadeloupe-Secours ait du succès (tél : 514-844-1600). Il s'agit d'un groupe formé récemment à Montréal pour acheminer des secours et qui a déjà l'appui des pharmacies Coudu et des caisses Desjardins (on y verra bientôt des affiches de promotion de Guadeloupe-Secours qui compte notamment parmi ses sympathisants Robert Charlebois — un récital de Charlebois sera donné au Spectrum, le 9 novembre, au profit de Guadeloupe-Secours et un autre est prévu, de Charlebois et d'un groupe d'artistes plus tard en novembre. Une soirée antillaise est en préparation. À ce stade initial de la campagne, Mme Nicole Manialin n'était pas en mesure, hier de chiffrer l'aide déjà recueillie par Guadeloupe-Secours qui rendra compte bientôt en conférence de presse des résultats atteints.

Pierre Deumié s'offre quant à lui pour transmettre tous matériaux et toutes sommes destinés à rebâtir (tél : 514-845-7932). La Guadeloupe est un pays dévasté autant que si la guerre y avait sévi, comme en témoigne la centaine de photographies qu'il a rapportées et qui montrent comment Hugo a tordu des pylones d'acier, catapultés des navires sur la terre ferme et aplati des bâtiments de béton, ne laissant heureusement que 5 morts dans son sillage !

Sus aux étiquettes unilingues

OTTAWA (PC) — Ottawa s'appête à tomber à bras raccourcis sur les manufacturiers américains qui inonderont le marché canadien de produits comportant des étiquettes unilingues anglaises, a appris CBC.

Selon le réseau anglais de Radio-Canada, le gouvernement effectuera des vérifications surprises à la frontière.

Le gouvernement espère cependant être en mesure d'effectuer ces vérifications sans embaucher de personnel supplémentaire.

« Nous allons accroître la surveillance aux postes frontières et dans les entrepôts, nous travaillerons également de concert avec les détaillants pour que ces produits n'atteignent pas les tablettes », a indiqué le ministre fédéral des Corporations Harvie Andre.

Les lois canadiennes stipulent que tous les produits doivent être étiquetés en anglais et en français, cependant plusieurs produits provenant des États-Unis sont étiquetés en anglais seulement.

POUR MIEUX VIVRE LONGTEMPS

La GÉRONTOLOGIE

À l'intention de toute personne qui veut réfléchir sur elle-même et sur son comportement face au vieillissement.

Pour trouver des moyens pratiques d'améliorer sa façon de vieillir et d'aider les autres à faire de même.

Ce nouveau cours a été rédigé par Jean-Gilles Bédard, spécialiste en gérontologie et conférencier réputé.

Un cours par correspondance sur les réalités biologiques, psychologiques, sociales et environnementales du vieillissement humain.

Un seul coût: 44 \$ incluant: les frais d'inscription le guide d'accueil les 15 cahiers

FORMULAIRE D'INSCRIPTION

Renseignements personnels

Nom de famille à la naissance _____ N° d'assurance sociale _____
 Prénom _____ Année _____ Mois _____ Jour _____ Sexe _____
 Date de naissance _____ F _____ M _____

Adresse actuelle _____
 Numéro _____ Rue _____ Appartement _____ Case post. _____ Ind. rég. _____ Téléphone au domicile _____
 Municipalité _____ Code postal _____ Ind. rég. _____ Téléphone au travail _____

Dernière année d'études réussies _____ En quelle année avez-vous terminé vos études? _____
 Primaire _____ Secondaire _____ Cégep _____ Univ. _____ Métier - Profession - Occupation _____

Desirez-vous faire corriger vos devoirs et ainsi recevoir une reconnaissance d'études du ministère de l'Éducation? OUI NON

RETOURNEZ CE FORMULAIRE AVEC VOTRE PAIEMENT À L'ADRESSE SUIVANTE

Gouvernement du Québec
 Ministère de l'Éducation
 Direction de la formation à distance
 600, rue Fullum (11^e étage)
 Montréal (Québec)
 H2K 4L1

PAYABLE À LA
 Direction de la formation à distance
 C/JOINT: MON CHEQUE
 MON MANDAT
 JE PRÉFÈRE UTILISER MA CARTE DE CRÉDIT

N° _____ DATE D'EXPIRATION _____

Québec

MAISONS D'ENSEIGNEMENTS

Pour renseignements:
 Christiane Legault

842-9645



Selwyn House School
 fondée en 1908



Selwyn House School est une institution privée anglophone qui accueille 530 garçons, de la 1^{re} à la 11^e année. Elle est réputée pour son excellent programme académique. De plus, elle possède:

- Excellent ratio maître/élèves
- Centre informatique
- Laboratoires scientifiques modernes
- Programmes d'arts et de musique
- Deux gymnases
- Gamme complète d'activités sportives et parascolaires
- Programme de français avancé

Les demandes d'admission pour septembre 1990 peuvent être envoyées dès maintenant.

EXAMENS D'ADMISSION

1^{re} - 4^e année: sur rendez-vous
 5^e - 10^e année: des examens auront lieu à l'école le samedi 25 novembre 1989 et samedi 7 avril 1990.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser à:

Directeur des admissions
 Selwyn House School
 95 Chemin Côte St. Antoine
 Westmount, QC H3Y 2H8
 (514) 931-9481

Permis No: 749789

L'Alliance des professeurs plaide pour une immigration francophone

Paul Cauchon

L'ALLIANCE des professeurs de Montréal prend résolument le parti d'une immigration francophone pour le Québec, une immigration où pour « renforcer le caractère distinct de la société québécoise » l'immigrant serait amené à partager les valeurs et les usages de la culture québécoise.

Et le gouvernement doit redéfinir les services d'accueil des jeunes immigrants dans le système scolaire, afin que ceux-ci puissent à la fois mieux apprendre la langue française, et à la fois procéder à une mise à jour de leurs connaissances scolaires, si nécessaire dans leur langue d'origine.

L'Alliance des professeurs réagissait ainsi à l'invitation lancée en juin dernier par le ministre québécois de l'Immigration, qui a invité plusieurs organismes à lui soumettre leurs points de vue sur les niveaux souhaitables d'immigration pour l'année 1990.

Cette consultation vient de se terminer, et dès que le ministre aura un nouveau titulaire, celui-ci ou

celle-ci aura à trancher cette question d'ici les Fêtes. Comme à chaque année, le ou la ministre indiquera publiquement le nombre souhaitable de nouveaux arrivants dont le Québec devrait se doter l'année suivante.

Le mémoire remis au ministre par l'Alliance illustre une tendance grandissante dans plusieurs milieux, puisqu'il insiste sur l'importance d'accorder à l'immigration francophone.

La question du nombre d'immigrants est importante, bien sûr, mais « le type d'immigrants apparaît aussi important sinon plus que leur nombre », explique Henry Egretaud, porte-parole de l'Alliance.

L'Alliance insiste pour que le Québec renforce sa personnalité culturelle et se dote d'une politique vigoureuse et sans équivoque, et « qu'il fasse en sorte que les personnes désirant s'installer au Québec en soient informées avant d'immigrer au Québec ».

L'Alliance rappelle que le Québec ouvre ses portes aux immigrants parce que cela répond à des impératifs humanitaires (« c'est la responsabilité des démocraties à haut niveau de vie ») et parce qu'il songe à son avenir (pallier à une natalité in-

suffisante, acquérir de la main d'oeuvre, augmenter le nombre de consommateurs).

Mais, ajoute-t-on, Québec est dans une situation particulière : il cherche aussi à protéger son avenir culturel et linguistique.

Dans le respect de sa tradition d'accueil, le gouvernement québécois devrait donc aussi conclure et mettre en oeuvre des ententes avec des pays francophones ou partiellement francophones, afin de faciliter l'établissement d'immigrants francophones, de préférence professionnellement qualifiés ou aisément qualifiables.

Dans le domaine des réfugiés, le gouvernement devrait accorder une attention toute spéciale aux francophones en situation de détresse — on donne comme exemple le cas du Liban, du Maghreb, des états d'Amérique latine ou du Sud-est asiatique.

L'Alliance recommande aussi que Québec régionalise ses services d'accueil pour faciliter l'installation des immigrants partout sur le territoire.

« Il serait plus logique, explique Henry Egretaud, qu'une famille paysanne puisse s'installer à la campagne, où elle peut faire profiter son expérience, que dans une grande ville où elle est condamnée à laver la vaisselle ou travailler en manufac-

ture ». Dans le système scolaire, l'Alliance des professeurs se préoccupe de ce que les classes d'accueil, qui devaient au départ initier les jeunes arrivants à la culture québécoise, soient devenus graduellement des classes de francisation accélérée.

« Une jeune doit avoir des chances égales, quelque que soit son origine, et il doit maîtriser la langue de communication correspondant à son niveau scolaire, rappelle l'Alliance.

L'organisme croit donc qu'un jeune devrait suivre des cours spécifiques de deux ou trois ans afin, non seulement d'apprendre parfaitement le français, mais aussi de parvenir parfaitement aux mêmes connaissances scolaires que les autres étudiants.

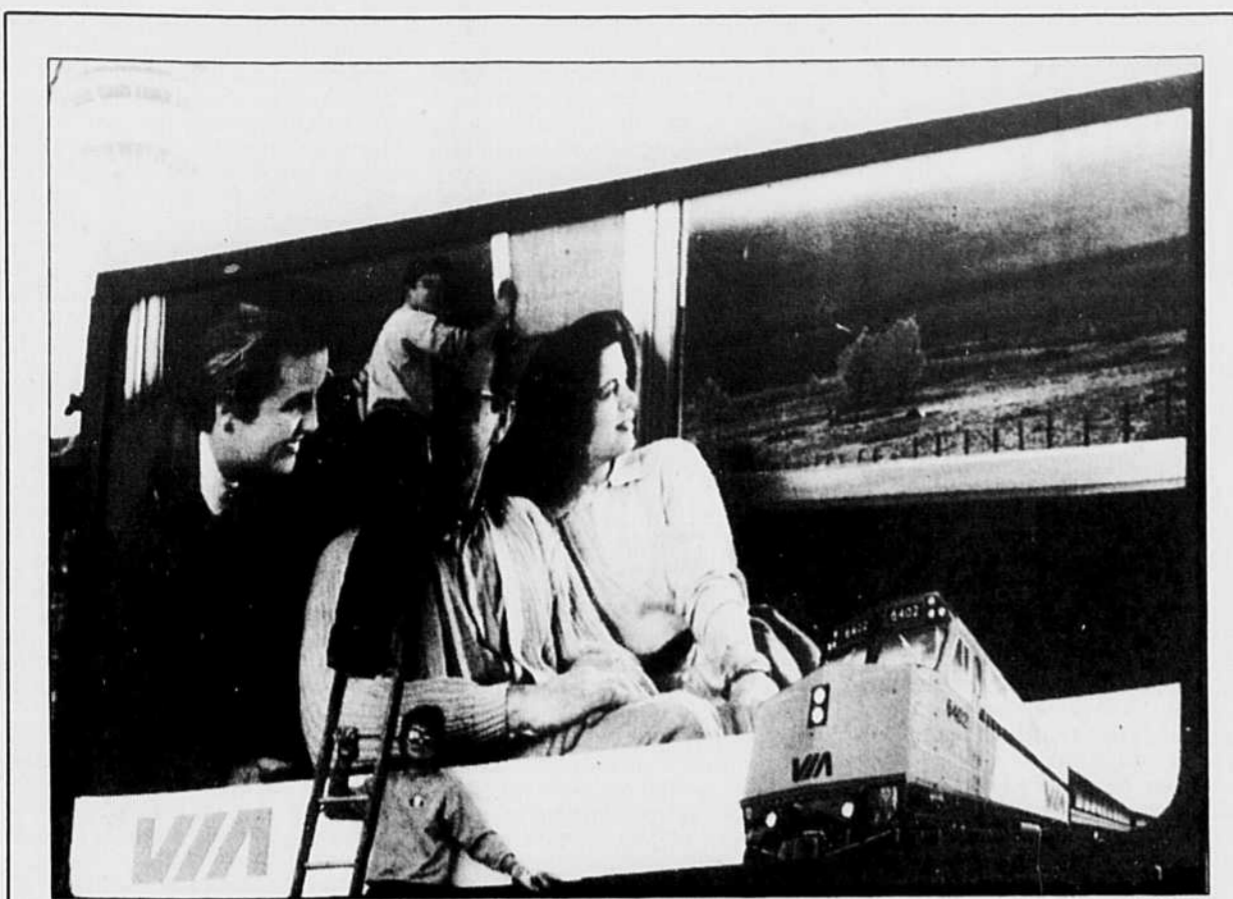


PHOTO CP

Vive le train... en affiche

James Salter (sur l'échelle) et Boris Gorjup posaient une affiche à Toronto sur les plaisirs du voyage en train, pendant que Benoît Bouchard annonçait à Ottawa la réduction de moitié du service de Via Rail.

Les familles s'inquiètent des politiques familiales

Paul Cauchon

UN SONDAGE réalisé auprès de 775 personnes vivant en couple indique que le principal besoin des familles actuelles consiste... en une politique favorable à la famille.

Ce sondage a été réalisé en février et mars dernier par une équipe de bénévoles du Service d'orientation des foyers, un organisme à but non-lucratif qui organise des rencontres pour couples dans le Canada français, et qui travaille en liaison avec l'archevêché de Montréal.

Ce groupe a contacté 580 répondants au Québec et 195 répondants au Nouveau-Brunswick francophone (70 % des répondants ne militaient pas dans l'organisme).

Appelées à identifier quel était le principal besoin des familles d'aujourd'hui, les personnes contactées ont répondu dans 61 % des cas « une politique favorable à la famille ». Cette réponse s'est retrouvée avant des besoins comme la stabilité, les loisirs, l'éducation, la sécurité financière.

Carole Comtois, porte-parole de l'organisme, ne se dit aucunement surprise de cette réponse. « Dans les discussions que nous avons eues avec nos groupes nous savions déjà que les familles ne se sentent pas valorisées, ne se sentent pas reconnues comme entité dans la société actuelle. On a l'impression que c'est chacun pour soi, au détriment de la valorisation sociale de la famille, de l'aide financière à lui accorder et des lois la favorisant ».

Interrogés également sur les principaux problèmes de la famille actuelle, les répondants ont signalé les difficultés de communication, autant entre conjoints qu'entre parents et enfants (dans 67 % des cas), les problèmes financiers (52 %), la confrontation des valeurs (42 %), l'instabilité de la famille (41 %).

Plus de 63 % des répondants avaient entre 6 et 20 ans de vie commune, qu'ils soient mariés ou non, et 91 % avaient des enfants. La majorité des répondants (62 %) étaient des femmes, et leur statut socio-professionnel recoupe le portrait du citoyen moyen.

Enseignants et commissions scolaires se livrent une guerre de communiqués

(LE DEVOIR) — Incapables de s'entendre à la table de négociation, les enseignants des commissions scolaires et leurs patrons ont entrepris cette semaine une guerre de communiqués, s'accusant mutuellement de bloquer les négociations tout en protestant de leur plus entière disponibilité.

Le dernier coup de fusil est parti hier de la Fédération des enseignants des commissions scolaires (CEQ). L'attitude patronale est « de la provocation pure et simple », a dit son président, M. Luc Savard. « Nous approchons dangereusement du blocage total. Rien ne va plus. Nos vis-à-vis patronaux fonctionnent par ultimatum et nous sommes d'accepter des reculs sur des questions importantes ».

M. Savard a traité les patrons de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, « de petits baronnets jaloux de leurs fiefs », et le ministre de l'Éducation, M. Claude Ryan, de « fantôme voulant passer à l'histoire ».

Pour sa part, le président de la Fédération des commissions scolaires, M. Guy d'Anjou, a, mercredi dernier,

accusé les enseignants de se traîner les pieds et les a invités à « mettre un ordre de priorité à leurs demandes ». Il s'était fait accusé la veille par la présidente la CEQ, Mme Pagé, de bloquer la négociation.

Pour l'heure, l'état de la négociation peut se résumer ainsi. Avant l'ajournement électoral, la partie patronale a proposé un cadre de règlement que, le 22 septembre, les enseignants ont globalement rejeté, même si certains éléments leur convenaient. Après l'élection, la négociation a piétiné puis, lundi dernier, les enseignants ont fait une « contre-proposition globale » qui aurait été qualifiée d'intéressante par la partie patronale.

Mais à la séance de mardi soir, a dit M. Savard, les négociateurs se

sont fait reprocher leurs déclarations aux journaux. Mercredi, on n'a pas vraiment négocié, vu la réunion au sommet entre le ministre Daniel Johnson et les Mmes Pagé et Simard. Jeudi, le patron a répondu à la proposition syndicale de lundi par une contreproposition qui a été à nouveau qualifiée hier « d'inacceptable et d'ultimatum » par M. Savard.

Sur le terrain, les enseignants se préparent à entreprendre des moyens de pressions administratifs au soutien de leur revendication avant de faire à nouveau le point vers le 20 octobre.

La police n'entend pas inculper Zorco

LA POLICE de la CUM n'a pas l'intention d'inculper de méfait l'architecte montréalais qui a admis avoir inventé une sordide histoire d'enlèvement pour justifier une fugue de 48 heures. Le lieutenant-détective Jean-Guy Bouchard a expliqué hier que cet homme éprouve des problèmes psychiatriques et qu'il est inutile d'en remettre. La disparition de M. Jozef Zorco, 30 ans, avait suscité beaucoup d'émotion en début de semaine, parce qu'il avait affirmé avoir été enlevé par deux faux-policiers, puis séquestré et agressé sexuellement par quatre hommes. Mais jeudi, il est finalement revenu sur sa première déclaration et a avoué aux policiers avoir inventé cette histoire pour justifier sa fugue. Dépressif, il a en fait erré pendant deux jours en se demandant s'il devait mettre fin à ses jours, a expliqué l'enquêteur Bouchard.

Divorces : une augmentation de 11 %

OTTAWA (PC) — Le nombre des divorces a grimpé d'environ 11 % entre 1986 et 1987 dans l'ensemble du Canada, passant de 78,160 à 86,985, révélait hier Statistique Canada.

Terre-Neuve a enregistré l'augmentation la plus marquée du nombre des divorces, qui est passé de 610 à 1,002, soit un bond considérable de plus de 60 %.

Le Manitoba et l'Île-du-Prince Édouard ont aussi connu des hausses substantielles du nombre des divorces, soit 29,3 % et 28,8 % respectivement.

Au Québec, les divorces ont été légèrement plus nombreux en 1987, 19,135 en 1987 contre 18,399 l'année précédente, ce qui représente une hausse de 5 %.

En Ontario, la proportion des couples qui ont divorcé a augmenté de 19,5 %.

L'Alberta est la seule province où le nombre des divorces a régressé pendant cette période. En 1987, 9,170 couples obtenaient un divorce contre 9,386 en 1986.

Pour les autres provinces, les divorces ont augmenté de 3,5 % au Nouveau-Écosse, de 14,8 % au Nouveau-Brunswick, de 14,9 % en Saskatchewan, de 4,7 % en Colombie-Britannique.

VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

17 ET 18 OCTOBRE 1989 À 19h30

par le ministère
légal de Saint-Hippolyte
Commissaire-Priseur
assisté de
L'Hon. Serge Joyal c.p.
Expert

Ozias Leduc

P.E. Borduas

Horatio Walker

R. DeRepentigny (Jauran)

ART CANADIEN — EUROPÉEN

Mardi le 17 octobre 1989 à 19h30

Pour les Oeuvres canadiennes:

G. ARCHAMBAULT, L. AYOTTE, L. BELAIN, L. BELLEFLEUR, S. BERNE, N. BOISVERT, J. BONET, P.E. BORDUAS, M. BOUCHARD, J.J. BOURGEOIS, A. BOURGEOIS, M. BOURGUIGNON, L. BRUNET, W. BRYMNER, P. CARON, L. CHARPENTIER, COLLINS, W. CORBEIL, E. CORMIER, M.G. CULLEN, C. DAUDELIN, F. DE BEAUCOURT MALÉPART, G. DELFOSSE, R. DE REPENTIGNY JAURAN, A.M. DESROSIERS-MATTE, J. DE TONNANCOUR, R. DUGUAY, G. DUHAMEL, A. DUMAS, M. DUSSAULT, J. DYNES, E. DYONNET, S. FABLO, A.S. FALARDEAU, M. FERRON, M.A. FORTIN, J.C. FRANCHÈRE, L. GADBOIS, C. A. GAGNON, R. GAGNON, T.H. GARSIDE, L. GERVAIS, G.E. GINGRAS, J. GIUNTA, N. GLADU, C. JOLLET, S. GUITÉ, J. HAMMOND, A. HÉBERT, P. HEYVAERT, N. HUDON, A.Y. JACKSON, D. JUNEAU, J. JUTRAS, A. LALIBERTÉ, R. LAVOIE, G. LECLERC, O. LEDUC, J. LE FÉBURE, J.P. LEMIEUX, S. LEMOYNE, C. LE SAUTEUR, J. LITTLE, P. LIVERNOIS, M. MALTAIS, H.J. MASSON, O.H. McAVOY, M. MERCIER, P.C. MERCIER, J.P. MOUSSEAU, S. OLIVIER, G. PAQUET, A. PELLAN, G. PERRON, L.P. PERRON, N. PÉTER, G. PETIT, G.E. PFEIFFER, A. PRÉVOST, H. RAINE, P. RENAUD, R. RICHARD, J.P. RIOPELLE, M. SAINT-ARNAUD, J. SAINT-CHARLES, A. SHERRIFF-SCOTT, H. SIMPKINS, R. SPARKUHL, P.H. SURREY, M.A. de Foy, SUZOR-CÔTÉ, M. TANOBÉ, F.B. TAYLOR, F. TOUPIN, A. VILLENEUVE, H. WALKER, etc...

Pour les Oeuvres internationales:

S. AKAGAWA, E. BERNARD, P. BRADDON, B. DOWLING, L. FEITO, A. HAMISKY, R. HARWOOD, L. HERBO, L. ICART, B. KADAR, F. KUPKA, A. MAIRE, V. PASMORE, H. PAULE, P. PICASSO, G. ROUAULT, Y. TABUCHI, J.J. VEYRASSAT, J. VILLON, R. WICKENDEN, etc...

MEUBLES — OBJETS D'ART — BIJOUX-ARMES — MANUSCRITS — AUTOGRAPHES

Mercredi le 18 octobre 1989 à 19h30

Collection de meubles et objets de décoration asiatiques, meubles et objets d'art de style ou d'époque, en particulier: Armoire en chêne d'époque Louis XV; Buffets d'époque victorienne; Bureau cylindre de style Louis XVI; Bonheur du jour de style Louis XV; Canapés victoriens; important Cabinet indochinois; Meubles à étageres, Japon 2ème partie XIXème; Salon de thé, Chine vers 1900; Jardinière Napoléon III; etc...

Manuscrits et Autographes: par Jacques Brel; Walt Disney, Lord Mountbatten; Napoléon Bonaparte; 10 des 12 Astronautes d'Appollo.

Bijoux: Bagues; bracelet; montre Rolex 18ct; montre Van Cleef & Arpels, Art-Déco.

Tapis chinois; Objets d'art: Nombreux vases; boîtes; objets de décoration en cloisonné, ivoire, pierre dure, porcelaine asiatique; lampe de Handel; lustres, pendules Art-Déco; sculptures répliques en bronze; Vase du début XVIIIème et Compagnie des Indes; vases en pâte de verre par Gallé, d'Argental; etc...

EXPOSITION

Vendredi le 13 octobre 1989 de 12h à 17h — Samedi le 14 octobre 1989 de 12h à 17h
Dimanche le 15 octobre 1989 de 12h à 17h — Lundi le 16 octobre 1989 de 12h à 21h

HÔTEL DES ENCANS DE MONTRÉAL

4521 boul. St-Laurent, Montréal, H2T 1R2
Fax: (514) 282-0342 Téléphone: (514) 849-2505

Collège de Bois-de-Boulogne

L'acquisition de soi-même

GÉRONTOLOGIE

900.15

ATTESTATION D'ÉTUDES COLLÉGIALES

STAGE D'INTERVENTION EN MILIEU GÉRONTOLOGIQUE

RENCONTRE D'INFORMATION

Samedi le 14 octobre
De 9h à 12h
Pavillon Ignace-Bourget
Local S-126

Renseignements:
Christiane Noisoux
332-3000, poste 347

10555, avenue de Bois-de-Boulogne
Montréal, Québec
332-3000

Collège de Bois-de-Boulogne

L'acquisition de soi-même

GÉRONTOLOGIE

L'activité en milieu gérontologique

(45 heures)

Ce cours est destiné aux adultes travaillant ou désirant travailler auprès des personnes âgées.

Thèmes abordés

L'activité, ses différentes formes et dimensions.
L'influence de l'activité aux plans psychologique et physique.
Les caractéristiques des différentes clientèles.
Les modes d'approche particuliers.
Les facteurs de motivation.
Les modalités d'un programme d'activités.
Les méthodes d'organisation et d'évaluation.

Les samedi et dimanche 14 et 15 octobre,
28 et 29 octobre,
18 et 19 décembre.

de 9 h à 17 h 30.

Coût: 45\$

Inscriptions: 332-3000 poste 313
Informations: 332-3000 poste 347

10555, avenue de Bois-de-Boulogne
Montréal, Québec H4N 1L4
332-3000

\$149

EXXA DUVET

550 PRÉSIDENT KENNEDY 843-6248
ST-JEAN: 1 PLACE DU MARCHÉ

30e congrès des AA de Montréal

L'alcoolisme s'accompagne souvent d'une dépendance aux autres drogues

Renée Rowan

ON VIENT de plus en plus jeunes aux Alcooliques anonymes (AA) et l'on y vient souvent avec un problème de double dépendance : l'alcool et les drogues.

Un sondage effectué en 1986, auprès de 7,000 membres des AA des États-Unis et du Canada, montre que 38 % des membres se sont aussi adonnés aux autres drogues.

Selon le même sondage, le pourcentage de jeunes (30 ans et moins) à l'intérieur du mouvement avaient alors atteint 21 % et confirmait la tendance à la hausse, depuis une dizaine d'années, de jeunes qui joignent les AA.

On ne dispose pas de statistiques pour le Québec seulement, mais ces constatations s'appliquent également ici, reconnaissent les porte-parole locaux du mouvement qui tient cette fin de semaine, au Palais des congrès, son 30e congrès AA de Montréal.

Il existe à Montréal quatre à cinq groupes AA constitués exclusivement de jeunes de moins de 35 ans et une vingtaine d'autres où les jeunes

sont en grand nombre, précise François J., un des organisateurs du congrès international des jeunes AA qui aura lieu à Montréal, du 12 au 15 avril prochain. On y attend entre 4,000 à 7,000 jeunes venus de partout à travers le monde, principalement de l'Amérique du nord. Au congrès de l'an dernier, à Salt Lake City, certains étaient venus de Russie.

La moyenne d'âge des jeunes AA est de 30 ans, mais il y en a, une minorité toutefois (3 % environ) qui ont moins de 20 ans. Il y a même des jeunes qui, à partir de 11 ans, commencent à fréquenter les rencontres des AA. C'est cependant l'exception.

Dans les débuts du mouvement, on pensait que les seuls candidats éligibles étaient les hommes et les femmes ayant perdu leur emploi, les « robineux » ayant détruit leur vie personnelle ou familiale ou qui s'étaient isolés complètement au point de devenir asociaux.

Aujourd'hui, constate-t-on aux AA, beaucoup de jeunes membres sont dans la vingtaine. Certains n'ont pas 20 ans. La plupart d'entre eux occupent encore un emploi et ont encore leur famille. Plusieurs n'ont jamais connu la prison ou les institutions psychiatriques. Mais ils ont eu un

avertissement de la catastrophe prochaine. Ils admettent qu'ils sont alcooliques et ils ne sont pas intéressés à laisser progresser leur alcoolisme jusqu'au désastre.

Tenter de cerner l'usage et l'abus d'alcool ou de drogues chez les jeunes à partir du nombre incroyable de rapports études, sondages et enquêtes consacrés à ce sujet au cours de la dernière décennie est quasi impossible pour diverses raisons.

« On avance des statistiques à la pellette sans toujours donner des chiffres fiables et faire les nuances qui s'imposent », dit Pierre Brisson, impliqué dans le domaine de la toxicomanie depuis une dizaine d'années. Il est chargé de cours au certificat de toxicomanie de l'Université de Montréal depuis sa fondation et enseigne également cette matière à l'Université de Sherbrooke. Il a dirigé le collectif qui a écrit le livre *L'usage des drogues et la toxicomanie* (Gaëtan Morin Éditeur).

« Le problème, dit-il, c'est que ces données ne permettent pas vraiment de préciser qui fait un usage abusif ou problématique d'alcool et de drogues. Il y a des distinctions à faire. »

Il y a plusieurs catégories d'utilisateurs et l'on ne peut tous les mettre sur un même pied. Ainsi, par exemple, il y a une distinction très nette à établir entre les *jeunes explorateurs* qui, par curiosité ou par besoin de conformisme et d'appartenance au groupe, s'adonnent à un moment ou un autre à la consommation de drogues, et le jeune usager abusif ou problématique qui, indépendamment de la fréquence de sa consommation, a tendance à consommer de grandes quantités de substance, ou encore à mélanger ensemble des quantités imposantes de diverses substances, note Pierre Brisson.

« Entre 5 et 15 % des usagers d'alcool ou de drogues deviennent des usagers abusifs ou problématiques

alors qu'une majorité réussit à contrôler sa consommation », dit-il. La consommation abusive repose sur des facteurs d'ordre personnel et social : ce sont des jeunes dont les problèmes d'adaptation peuvent être plus aigus, ou pour lesquels l'accès à des ressources alternatives est difficile, voire impossible.

L'ensemble des études sont quasi unanimes lorsqu'il s'agit d'énumérer, par ordre, les principales substances auxquelles s'adonnent les jeunes : d'abord l'alcool et la cigarette, suivis par le cannabis (marijuana et haschisch) qui sert d'initiation aux drogues de rues, et les drogues psychédéliques (LSD et PCP); viennent ensuite avec des pourcentages beaucoup plus réduits, les stimulants (dont la cocaïne), les sédatifs (tranquillisants et hypnotiques), les solvants et l'héroïne.

Au-delà des statistiques et des études, ce qui préoccupe bien davantage Pierre Brisson, c'est l'éducation et la prévention. Le gouvernement du Québec nommait, en 1988, dans chaque région administrative du Québec, un agent pour concevoir un programme cadre de prévention, programme qui doit être rendu public à l'occasion de la semaine nationale de prévention de l'alcoolisme et de la toxicomanie qui aura lieu entre le 19 et le 25 novembre prochain. M. Brisson est agent pour la région de Montréal métropolitain.

« La prévention ou la promotion de

la santé, notamment dans le domaine de l'alcool et des drogues, présente un véritable défi, dit-il. C'est quelque chose de coûteux, complexe et qui ne se fait pas à long terme. Cela constitue un investissement de fond dans l'amélioration de la qualité de vie ».

Le programme cadre de prévention qui sera annoncé bientôt s'adressera aux 8 à 24 ans. Au lieu de travailler sur la répression du trafic des drogues de rue (dont le taux de succès n'est que de 10 % environ), on a choisi une voie qui semble plus prometteuse, celle de travailler sur les individus et le milieu.

Sur les individus, en tentant de les mieux équiper, de les mieux outiller; sur le milieu, en améliorant leurs conditions de vie, leur environnement. « C'est de faire en sorte que la vie vaille la peine d'être vécue pour les gens, qu'ils soient moins tentés d'avoir recours à l'alcool et aux drogues pour se sentir mieux ou arriver à supporter les conditions difficiles de leur environnement », dit M. Brisson.

Il conclut sur l'importance, tant pour les parents que pour les enseignants ou le milieu adulte, de maintenir un contact satisfaisant avec le jeune, d'entretenir un climat permettant échanges et dialogue, sans contrainte et répression, de lui fournir des projets de vie intéressants et stimulants qu'il puisse mener à bien lui-même.

« Plus ça allait, moins j'avais de fun » — François

FRANÇOIS, 31 ans. Est venu aux AA à 19 ans. Il n'a jamais bu ni consommé de drogue depuis.

« J'ai commencé à boire à 14 ans. Ça commencé avec du cidre à bon marché, puis ça été la bière et très vite du fort. J'avais régulièrement un 26 onces caché dans mon casier à l'école : il y avait le double kick de boire et de ne pas me faire prendre par les surveillants. À 15 ans, j'ai commencé à prendre de la drogue. Je me suis fait poliment mettre hors de l'école au début du secondaire V : élève doué au primaire, je n'ai plus rien fait par la suite. C'était lié à des problèmes émotionnels. Tout ce qui m'intéressait, c'était de monter des pièces de théâtre. À 16 ans, j'avais déjà quitté l'école et la maison. J'étais rebelle à toute forme d'autorité. Un jour, ma mère m'a dit de prendre la porte si je n'étais pas content, ce que j'ai fait. Je me suis pendant longtemps imaginé qu'elle ne m'aimait pas, mais par la suite j'ai appris qu'elle pleurait souvent parce que j'étais des mois sans donner de nouvelles, sans téléphoner. Je ne revenais à la maison que quand je ne pouvais pas faire autrement. Ça été la ronde infernale des maisons de chambre et des *jobbines*. En six ans, j'ai occupé une soixantaine d'emplois différents. Je commence à peine à me stabiliser après un retour aux études. Ma mère m'avait déjà parlé des AA étant elle-même dans le mou-

vement. Mais ça n'accrochait pas. Au plus fort de ma consommation, je l'ai accompagnée à quelques reprises, mais je n'étais pas prêt. Je trouvais ça « naïveux ». Quand je n'avais plus d'argent pour manger, je me rendais aux *meetings* pour boire du café et manger des beignets. Peut-être qu'inconsciemment, je recherchais autre chose. Des gens s'occupaient de moi, me laissaient parler. Je sentais qu'ils m'écoutaient, mais toujours je rechutais. Plus ça allait, moins j'avais de fun quand je buvais ou prenais de la drogue. J'étais complètement déprimé. Je buvais mes paies en un jour ou deux. Je ne me laivais plus. Je ne voulais plus voir personne. J'étais agressif, batailleur. Je parlais seul, j'ai commencé à me dissocier de tout et de tous. Un soir que j'avais changé de logement avec un ami pour une nuit après avoir beaucoup consommé, j'ai mis le feu au salon avec une cigarette. Un pompier m'a dit que cinq minutes plus tard, ce n'était pas seulement une pièce qui flambait, mais tout un pâté de maisons. J'ai eu très peur. Le lendemain, j'ai fumé, j'ai bu, j'ai pleuré. Le soir de ce 9 mai 1978, je suis retourné chez les AA pour ma première réunion. Je n'ai jamais eu de rechute depuis, mais ça m'a pris entre un an et deux pour m'en sortir. Aujourd'hui, je suis très actif dans le mouvement et enfin je vis!

« Pour me faire accepter de la gang » — Johanne

JOHANNE, 30 ans. Membre des Alcooliques anonymes depuis six ans et demi, elle est sobre depuis cinq ans.

« J'ai eu mon premier contact avec l'alcool à neuf ans. Je me rappelle, c'était chez des voisins européens. On célébrait l'anniversaire de mon amie. Alors qu'elle n'a pris qu'un demi-verre de champagne, j'en ai bu deux et j'en aurai bu trois, quatre, cinq si j'avais pu. J'aimais ça... Dès cet âge, je mangeais et buvais plus que les autres : j'avais déjà un déséquilibre. À 11 ans, quand je suis entrée au secondaire, j'ai commencé à prendre de la drogue, un joint de temps à autre, puis, vers 13 ans, de la marijuana. Je n'étais pas consciente des dangers. D'après moi, prendre de la drogue, c'était normal pour me faire accepter de la gang. J'ai aussi commencé à boire de la bière socialement même si je n'en aimais pas le goût. Le problème est devenu plus grave, vers 20 ans, quand j'ai commencé à travailler sur la route comme représentante. Je prenais de la drogue tous les jours, je ne pouvais plus m'en passer. Je ne voulais pas que personne le sache, ni ma famille, ni mes amis. J'ai commencé à m'isoler de plus en plus; je vivais un grand sentiment de solitude intérieure. Je mélangeais alcool et drogues pour m'évader de mes angoisses, de mes craintes, de mon mal de vivre, de mes échecs affectifs (je passais d'une relation à l'autre). J'ai

tenté de m'en sortir en allant à l'étranger, mais ça été encore pire. Au retour, un jour où j'allais prendre un café avec un ami, il m'a dit qu'il devait me quitter pour se rendre à sa réunion des AA. Je lui ai demandé de l'accompagner. Le conférencier parlait de « petites voix intérieures ». J'ai accroché là-dessus : pour la première fois, je me suis rendue à l'évidence que mes problèmes n'étaient pas dans la bouteille ou la boucane, mais qu'ils étaient beaucoup plus à l'intérieur de moi. La première journée, je ne me suis pas identifiée comme étant alcoolique ou quelqu'un qui s'adonnait à l'alcool. Cela a pris un an et demi avant que je l'admette. Ma dernière cuite, je l'ai prise le 27 août 1984. Je m'en souviendrai toute ma vie. C'était un vendredi soir. Le dimanche matin, au *meeting*, je me suis placée près de la porte et à tout le monde qui entraient, je disais « Bonjour, j'ai bu vendredi ». C'était pour provoquer, mais inconsciemment c'était pour demander de l'aide. Une femme est venue et m'a offert d'aller prendre un café chez elle. Depuis ce jour-là, je suis sobre. Je suis allée en psychothérapie, ce qui m'a permis de régler bien des problèmes, de reprendre confiance en moi. Quand l'angoisse revient, je me demande de quoi j'ai peur, j'en parle car j'ai maintenant des gens avec qui partager. »

PARC JEANNE-MANCE

Champ libre à la Ville

Bernard Morrier

EN ATTENDANT que le tribunal se soit définitivement prononcé sur le fond du litige dans l'affaire du parc Jeanne-Mance, la Cour d'appel a décidé hier de suspendre une injonction interlocutoire provisoire, décrétée le 11 août dernier, puis renouvelée 10 jours plus tard par la Cour supérieure, pour enfin être suspendue sous certaines conditions le 1er septembre dernier par le juge Orville Frenette.

Toutefois, même si le juge Frenette, également de la Cour supérieure, avait rejeté la demande d'injonction permanente sur le fond, l'ordonnance d'injonction interlocutoire devait rester en vigueur, selon les dispositions du Code de procédure civile, jusqu'au jugement final en appel.

Cette décision, qui n'a pas eu l'heur de plaire à la Ville de Montréal, puisque celle-ci se voyait interdite d'installer une clôture fermée à clef autour d'un terrain de soccer dans le parc Jeanne-Mance, au pied du Mont-Royal, fut donc aussitôt remise en question devant la Cour d'appel. Et hier, le juge Jean-Louis Beaudoin, siégeant comme membre unique de ce plus haut tribunal québécois, dut, pour statuer une fois de plus sur la question, remonter à la première injonction provisoire, émise le 11 août dernier par le juge John Bishop, qui, à ce moment, avait accordé gain de cause à deux citoyens de la rue Jeanne-Mance (Béatrice MacGuire et Jean-Guy Trinquet), qui prétendaient être injustement privés de l'accès libre à un parc public, sans compter que, selon eux, la Ville changeait par la même occasion la vocation réelle de cette oasis de verdure.

Hier, faisant remarquer qu'il se trouvait devant l'hypothèse particulière où, nonobstant jugement final refusant l'injonction, celle-ci reste malgré tout en vigueur et non devant une décision où, en appel, on demande de réviser la justesse et la pertinence de l'exercice du pouvoir

discrétionnaire du juge de première instance (John Bishop), le juge Beaudoin a d'abord rappelé que la Cour d'appel avait déjà indiqué clairement dans des jugements antérieurs les tests auxquels celle-ci devait se soumettre devant une telle situation.

Selon le juge Beaudoin, il convient d'abord de vérifier si le jugement en cause comporte une faiblesse importante. Ce qu'il ne décèle pas à la lumière de la décision du juge Frenette. Quant au second test, qui touche la balance des inconvénients, il croit que celle-ci penche plutôt en faveur de la ville et il explique : « Si la clôture n'est pas installée, il est effectivement possible que la surface synthétique du sol soit endommagée et que la ville ne puisse alors faire valoir sa garantie contre celui qui a fourni et installé le revêtement ».

Le représentant du plus important tribunal québécois traite ensuite de la question du statu quo et il ne croit pas, là non plus, que le fait d'installer la clôture controversée puisse y changer quelque chose, puisqu'il existe déjà sur place une clôture temporaire.

Enfin, en suspendant l'injonction rendue le 11 août, le juge Beaudoin fait ressortir que, si jamais la Cour d'appel, en statuant sur le fond, décidait que la ville n'est pas justifiée d'interdire le libre accès au terrain du parc Jeanne-Mance, Mme MacGuire et M. Trinquet auront toujours la possibilité de se pourvoir pour faire démolir la clôture qui les incommodent.

Invité à commenter cette décision, l'avocat du couple de la rue Jeanne-Mance, Me Dominique Neuman, a opiné qu'il s'agit là d'une « petite victoire » pour la Ville, étant donné que rien ne bougera avant avril prochain, puisque les matchs de soccer ne reprendront qu'à ce moment. « Par ailleurs, dit-il, s'il est vrai que la ville a raison actuellement, il y a de fortes chances que les choses soient changées dans les prochains mois, suite au débat sur le fond que doit éventuellement entendre la Cour d'appel d'ici là ».

Un théologien français réclame de l'Église plus de souplesse envers les divorcés remariés

Marie Laurier

AUX YEUX d'un nombre de plus en plus grand de prêtres et de chrétiens engagés, l'attitude de l'Église envers les divorcés remariés apparaît d'une singularité intrangéance.

« Nous sommes nombreux à réclamer plus de souplesse à l'endroit de cette catégorie de chrétiens à qui l'on refuse les sacrements d'eucharistie et de pénitence », souligne Michel Legrain, de Paris, spécialiste des questions relatives au mariage et au divorce en tant que théologien et missionnaire. Prêtre de la congrégation missionnaire des Pères du Saint-Esprit, M. Legrain est l'invité de la Librairie des Éditions Paulines

et de la Fédération nationale des Services de préparation au mariage pour une tournée de conférences portant sur le mariage comme fait social et religieux. Il animait hier une rencontre sur le mariage et le divorce au Centre des Clercs de Saint-Viateur, au 7,400 boul. Saint-Laurent.

Auteur d'un livre qui vient de paraître aux Éditions Le Centurion, sous le titre *Les Divorcés remariés*, Michel Legrain sait bien qu'il va à contre-courant de la position officielle de l'Église romaine en revendiquant une plus grande souplesse à l'endroit des divorcés remariés, mais il estime ne pas devoir se taire pour autant. Ses études, sa formation de théologien et son enseignement à l'Institut catholique de Paris, en plus de son travail de missionnaire en Afrique l'amènent à plaider en faveur d'une plus grande ouverture de l'Église à l'endroit de baptisés qui ont connu un échec dans leur mariage et qui choisissent de se reprendre en contractant une autre union.

« Dans une société où la vie familiale éclate, où les bases mêmes du mariage comme institution sont remises en cause, on ne peut jouer à l'autruche et se cacher la tête dans le sable, faire comme si ces problèmes n'existaient pas, nous dit le théologien en entrevue. Loin de moi d'approuver le divorce mais il arrive que la rupture d'une union mal engagée soit davantage bénéfique tant pour les époux que pour les enfants. Dans notre contexte occidental actuel, le

primat donné à la personne et à son épanouissement laisse la priorité au conjugal sur le parental, à l'encontre d'une longue tradition. L'Église catholique elle-même en convient, elle qui a fini par admettre le mariage comme une profonde communauté de vie et d'amour, alors qu'elle n'admettait la procréation comme seul corollaire du mariage. » Selon Michel Legrain, l'Église devrait pousser encore plus loin sa compréhension et sa miséricorde, en tenant compte des mutations actuelles de la société : « Présentement elle tient un discours unique appelé à s'appliquer à des types culturels de couples et de familles contemporains aussi différents que le québécois de la ville et le zairois de la brousse... »

Dans l'exercice de son sacerdoce et comme confident des âmes, Michel Legrain sait pertinemment que ce n'est jamais de gaité de coeur que les gens en viennent à divorcer : « Il n'est que légitime qu'ils veuillent refaire leur vie et il n'est pas rare non plus que la seconde union soit la bonne », commente-t-il.

Cela étant posé, Michel Legrain voudrait que l'Église soit plus compréhensive et accueillante pour ceux et celles qui vivent cette situation, notamment envers ceux qui souffrent sincèrement de l'interdit des sacrements.

Michel Legrain a une vaste expérience non seulement en Europe de l'Ouest mais aussi en Afrique où il séjourne quelques mois tous les ans et



Michel Legrain

il a pu observer les différences culturelles et sociales dans ces continents, alors que l'attitude de l'Église reste la même pour tout le monde, modérée en quelque sorte sur une vision occidentale du mariage et de la sexualité.

La régulation de la vie du couple et de la famille, les règles du mariage sont en étroite dépendance des sociétés et des cultures, fait-il valoir dans son livre et ses conférences. Aussi, lorsque surviennent de brusques changements, règles, institutions et repères éthiques se trouvent ébranlés. D'où la nécessité de remettre ces valeurs traditionnelles en question et d'élargir le débat.

DÉCOUVREZ DE NOUVEAUX HORIZONS UNIVERSITAIRES

ALLEMAGNE (République fédérale), BRÉSIL, CHINE (République populaire), COLOMBIE, CORÉE (République), LOUISIANE, MEXIQUE, ROYAUME UNI, TUNISIE.

De nouveaux horizons universitaires s'offrent à vous grâce aux programmes de Bourses d'études à l'étranger administrés par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science avec la collaboration du ministère des Affaires internationales.

Si vous désirez vivre une expérience enrichissante de séjour à l'étranger sur le plan des études comme sur le plan personnel, alors, ces programmes sont peut-être pour vous. Pour savoir si vous êtes admissible et pour obtenir la brochure, veuillez vous adresser à la Direction de la coopération du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, 39, rue Saint-Louis, 3^e étage, Québec (Québec) G1R 3Z2, au numéro (418) 644-3235 ou au service responsable de votre université.

Calendrier de dépôt de votre candidature:	
Bourses Québec - RFA	13 octobre 1989
Bourses Québec - Brésil	20 octobre 1989
Bourses Québec - Corée	20 octobre 1989
Bourses Québec - Colombie	3 novembre 1989
Bourses Québec - Mexique	3 novembre 1989
Bourses Québec - Chine	17 novembre 1989
Bourses Québec - Tunisie	12 janvier 1990
Québec - Royaume-Uni	26 janvier 1990
Bourses Québec - Louisiane	2 février 1990

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science
Direction générale de l'enseignement et de la recherche universitaires

CARTES D'AFFAIRES

ROBIC, ROBIC & ASSOCIÉS

Fondée en 1892
Agents de brevets d'invention et de marques de commerce

1514, Docteur Penfield, Montréal, Canada, H3G 1X5

Fax: (514) 934-1246
Télex: 05-268656
Tél.: (514) 934-0272

HÔTEL DE VILLE

Ville de Montréal

ASSEMBLÉE DU CONSEIL

La prochaine assemblée du Conseil aura lieu le 23 octobre 1989, à 19 h.

L'hôtel de ville de Montréal est situé au 275, rue Notre-Dame Est (mêtro: Champ-de-Mars).

L'assemblée subséquente aura lieu le 27 novembre 1989.

ASSEMBLÉES PUBLIQUES - COMMISSIONS PERMANENTES DU CONSEIL

Jeuil 12 octobre • 19 h • Hôtel de ville, salle du Conseil
Commission: Développement économique
Thème: Projet de règlement sur les marchés publics (étude publique).

Mardi 17 octobre • 14 h • Hôtel de ville, salle du Conseil
Commission: Administration et Finances
Thèmes: Droits sur les divertissements, virage technologique et informatisation de l'administration, visites de services municipaux (adoption de rapports).

Mardi 17 octobre • 19 h 30 • Hôtel de ville, salle du Conseil
Commission: Aménagement, Habitation et Travaux publics
Thème: Qualité de l'air dans les immeubles ventilés mécaniquement. *Assemblée publique.*

Le 7 octobre 1989
Léon Laberge
greffier de la Ville

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Le plan Moubarak ne passe pas

Les ministres du Likoud au cabinet restreint refusent la négociation

d'après AFP et Reuter

JÉRUSALEM — Le cabinet restreint de Jérusalem a tranché : c'est non au projet Moubarak. Ce projet, comprenant des élections parmi les Palestiniens dans les territoires occupés, assorti de négociations avec l'État hébreu sur la cession de territoires en Cisjordanie et à Gaza, est renvoyé aux calendes grecques. Le Likoud (droite) a fait hier échec au projet des travaillistes (gauche), et l'égalité persistante (six à six) au cabinet, équivalait à un vote négatif. Cette décision risque d'exacerber à nouveau la crise entre les deux grandes formations, plus divisées que jamais, et de mettre en danger à terme la survie du gouvernement d'union nationale.

Les six ministres travaillistes du cabinet restreint avaient demandé un vote sur les propositions de paix égyptiennes et, avant tout, sur l'organisation d'une conférence préparatoire au Caire réunissant une délégation israélienne et palestinienne en vue d'examiner les modalités des élections dans les territoires occupés.

Les six ministres du Likoud, dont M. Yitzhak Shamir, le chef du gouvernement, ont fait bloc contre ces propositions. Aux termes des accords de coalition, ce match nul s'est traduit par un rejet de la proposition travailliste.

Les deux leaders travaillistes, MM. Shimon Pérès, ministre des Finances et Yitzhak Rabin, ministre de la Défense, se sont déclarés « très déçus » par le vote du cabinet. « Nous sommes dans une impasse totale », a estimé M. Pérès à la radio, en annonçant la réunion dans les tous prochains jours des instances dirigeantes de son parti.

M. Pérès a toutefois refusé d'indiquer s'il était favorable à une dissolution du gouvernement d'union nationale. « Nous examinons plusieurs possibilités », s'est-t-il contenté de déclarer.

Du côté du Likoud, M. David Levy, ministre de l'Habitat, s'est félicité de la décision du cabinet. « L'adoption des propositions égyptiennes et travaillistes aurait constitué un piège dont Israël n'aurait jamais pu se sortir, dans la mesure où l'OLP aurait désigné en coordination avec l'Égypte les membres de la délégation palestinienne », a estimé M. Levy. « Après ce vote, seule l'initiative de paix adoptée par le gouvernement israélien à la mi-mai reste valable », a-t-il affirmé.

M. Moshé Arens, ministre des Affaires étrangères (Likoud) a, pour sa part, informé le cabinet d'une proposition de M. James Baker, le secrétaire d'État américain, suggérant

que les États-Unis, l'Égypte et Israël se mettent d'accord sur la composition de la délégation palestinienne.

M. Levy ainsi que MM. Ariel Sharon et Yitzhak Modai, chefs de file de la tendance « dure » du Likoud, ont catégoriquement rejeté cette proposition et exigé qu'elle soit présentée au préalable par écrit avant d'être examinée. Selon la radio, M. Arens avait tenté en vain d'obtenir ce document pour la réunion de vendredi.

La proposition Baker, soulignent les commentateurs politiques, pourrait servir dans les prochaines semaines de plus petit commun dé-

nominator entre travaillistes et Likoud. Les quotidiens israéliens soulignent hier que M. Shamir cherche un compromis pour bénéficier d'un sursis jusqu'à la fin du voyage qu'il doit effectuer aux États-Unis, à la mi-novembre.

C'est en outre à cette époque qu'aurait lieu les élections à la puissance centrale syndicale Histadrout, qui compte 1,5 million de membres et constitue le fief traditionnel du parti travailliste. Ce scrutin, qui concernera un Israélien sur trois, aura valeur de test politique permettant aux deux grandes formations de mesurer leurs chances

en cas d'élections anticipées.

Avi Pazner, conseiller de Shamir pour la presse, a dit à Reuter que le président du Conseil étudiait en revanche « sérieusement » la proposition américaine. Des ministres travaillistes ont néanmoins déclaré qu'en rejetant la proposition égyptienne, le Likoud avait laissé passer une chance de faire avancer le projet israélien d'élections en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. « Je crois que l'initiative de paix du gouvernement d'Israël a subi aujourd'hui un grave revers », a déclaré Yitzhak Rabin, co-auteur avec Shamir du projet d'élections.

Deux agents de la Croix-Rouge enlevés au Liban

BEYROUTH (AFP) — Deux délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont été enlevés, hier, au Sud-Liban, et les responsables dans la région sont partagés entre l'hypothèse d'un rapt crapuleux et celle d'un lien avec l'affaire d'un Libanais chiite emprisonné en Suisse.

MM. Emmanuel Christen et Elio Erriquez, âgés chacun d'une trentaine d'années, ont été kidnappés à 7 h 45 locales, devant le centre orthopédique du CICR où ils travaillaient, dans la ville portuaire de Saïda, à une quarantaine de kilomètres au sud de Beyrouth.

Quatre hommes armés les ont forcés à descendre des deux Peugeot 504 du CICR à bord desquelles ils se trouvaient en compagnie d'un employé libanais. Les ravisseurs les ont embarqués de force dans une Mercedes 280 bleue, avant de décoller en trombe vers une destination inconnue.

Le chef de la milice sunnite qui contrôle Saïda, M. Moustapha Saad, s'est déchargé de toute responsabilité dans l'affaire en affirmant à la presse que le rapt a eu lieu « près d'un camp de réfugiés », mais s'est refusé à mettre en cause « une quelconque formation palestinienne ».

La région de Saïda abrite la plus forte concentration palestinienne du Liban (près de 200.000 personnes), et le rapt a eu lieu en bordure du camp d'Aïn el-Héloué, à proximité de vergers où la majorité des organisations palestiniennes maintiennent des positions.

« Il s'agit d'un rapt crapuleux, et non politique », a dit M. Saad. Mais le responsable au Liban du Fatah de M. Arafat, prépondérant dans cette région, M. Mouïne Chabayta, a déclaré à l'AFP qu'il considérait que la motivation de l'enlèvement était « politique ».

Pour M. Chabayta, comme pour le principal dirigeant intégriste sunnite pro-iranien de Saïda, cheikh Maher Hammoud, « les ravisseurs sont les mêmes que ceux de M. Peter Winkler ».

Également délégué du CICR, ce dernier avait été enlevé le 17 novembre 1988 dans la région de Saïda, à la veille de l'ouverture à Genève du procès d'un jeune Libanais chiite, Mohammad Hariri, qui avait détourné sur Genève en juillet 1987 un avion d'Air Afrique et tué un passager français.

L'enlèvement de M. Winkler n'a pas été revendiqué, mais l'otage avait affirmé dans un message au cours de sa détention, avoir été enlevé « en raison de sa nationalité suisse et affirmé que son gouvernement « sait ce que les ravisseurs veulent de lui ».

M. Winkler a été libéré un mois plus tard, « sans concessions de la Suisse » selon les responsables helvétiques, et M. Hariri a été condamné en février à la prison à perpétuité.

Les deux membres de la délégation permanente du CICR enlevés hier à Saïda sont des techniciens orthopédistes. Emmanuel Christen réside depuis 18 mois dans la ville et Elio Erriquez depuis six mois, selon leurs collaborateurs. Ce dernier était rentré de vacances mercredi.

« Ils étaient très actifs, enthousiastes et toujours de bonne humeur », a affirmé à l'AFP l'un de leurs patients. « Elio apprenait l'arabe, et parvenait à communiquer avec moi sans traducteur ».

Pour sa part, un médecin de Saïda a indiqué que les deux délégués « n'avaient pas peur, mais observaient strictement les consignes de sécurité du CICR. Je les ai souvent invités à dîner, mais ils refusaient pour cette raison ».



PHOTO AP

Encore des retrouvailles entre Allemands

Les retrouvailles se sont poursuivies hier en Allemagne de l'Ouest, où des fuyitifs de la RDA ont continué à arriver. La scène se passe cette fois à Hanovre, et ceux-là viennent de l'ambassade de Varsovie.

Pressions internationales sur le général Aoun

Sans le départ des Syriens, le leader chrétien ne veut pas discuter

TAEF (AFP) — Les grandes puissances occidentales et l'Irak ont été sollicités pour faire pression sur le général libanais Michel Aoun, dont les partisans bloquent tout consensus global sur le plan de paix arabe, discuté depuis une semaine à Taëf (Arabie Saoudite) par les députés li-

banais. Ainsi, les débats à huis clos en séance plénière ont été suspendus hier à Taëf, dans l'attente des résultats des démarches entreprises simultanément par Washington, Paris, Londres et Bagdad, a-t-on appris de sources parlementaires et diploma-

tiques concordantes. La rencontre est paralysée de facto par l'intransigeance des « durs » du camp chrétien, qui refusent jusqu'à présent de « parapher » le projet soumis à leur approbation par le triumvirat arabe sur le Liban (Arabie Saoudite, Algérie, Maroc), et qui selon eux « légalise et organise » la présence armée syrienne au Liban.

Face à ce blocage persistant, les chefs de la diplomatie saoudienne et algérienne, le prince Saoud al-Faycal et M. Ahmad Ghazali, ont rencontré jeudi à leur initiative, à Taëf, les ambassadeurs d'Irak, de France, de Grande-Bretagne, et le chargé d'affaires américain à Ryad.

Selon des sources diplomatiques arabes concordantes, il leur a été demandé d'« user de l'influence de leurs gouvernements auprès du général Aoun », chef du gouvernement de militaires chrétiens au Liban, qui exige un calendrier écrit d'un retrait total des 35.000 soldats de Damas déployés sur les deux tiers du Liban.

Quelques heures plus tard, Londres et Paris ont réaffirmé leur « soutien » à l'action du triumvirat, et « exhorté toutes les parties faire preuve de flexibilité », dans un communiqué commun publié par la chancellerie britannique à Ryad.

L'Irak est le principal pourvoyeur d'armes du général Aoun, qui avait proclamé le 14 mars la « guerre de libération contre l'occupant syrien ».

Le projet arabe préconise un simple « redéploiement » des troupes de Damas dans l'est du Liban, dans un délai de deux ans suivant le vote de réformes politiques. Le principe d'un rééquilibrage du pouvoir en faveur de la communauté musulmane a été globalement accepté à Taëf.

Le prince Saoud a multiplié depuis une semaine les rencontres en coulisses avec les élus du camp chrétien, auxquels il a clairement signifié que le texte du triumvirat, approuvé par la Syrie et fruit d'un laboratoire consensus international, n'est pas « négociable ».

MÊME EN ALLEMAGNE DE L'EST

La perestroïka est inévitable

PARIS (AP) — La perestroïka touchera tout le monde tôt ou tard, a déclaré hier Vadim Zagladine, conseiller spécial du président Gorbatchev, lors d'une conférence de presse à l'ambassade d'Union soviétique à Paris.

M. Zagladine a précisé à ce sujet : « Le monde change partout, à l'Est comme à l'Ouest. Pourquoi ? Pas seulement par la volonté des gens.

Mais aussi parce qu'il y a des nécessités de changer. Si le monde entier change, il y a en revanche des rythmes différents. Notre devoir est d'éviter les conséquences de changements qui peuvent nuire à tous. Nous vivons une période pleines de promesses mais qui recèle aussi des dangers énormes ».

À l'occasion du bilan du séjour d'une semaine de 300 Soviétiques en

France, délégation qu'il présidait à l'invitation de l'association France-URSS, M. Zagladine a aussi répondu — en compagnie d'autres spécialistes soviétiques — aux questions des journalistes sur la situation en Allemagne de l'Est et en URSS.

À propos de la fuite des Allemands de l'Est, Nikolai Portougalov, spécialiste des questions allemandes pour le Parti communiste soviétique, a estimé que la situation présente constituait « un sujet sérieux, anormal voire déstabilisateur ».

Pour ce responsable, l'édification de la maison commune permet d'entrevoir le jour prochain où « les frontières vont être ouvertes, les frontières, les portes aussi et où l'air circulera librement. C'est la seule issue ».

Une réflexion sur laquelle Vadim Zagladine a conclu de son côté par une boutade : « Il y aura de l'air libre à condition que l'on résolve les problèmes d'environnement ».

Arafat dément

PÉKIN (AFP) — M. Yasser Arafat a quitté la Chine hier à l'issue d'une visite officielle dont l'éclat a été terni par une querelle d'interprétation, l'OLP démentant que son chef se soit explicitement félicité de « l'écrasement » du Printemps de Pékin, contrairement aux propos que lui a prêtés l'agence officielle Chine Nouvelle.

Chine Nouvelle avait fait dire mercredi au dirigeant de l'OLP, accueilli en chef d'État à Pékin, qu'il avait été « heureux lorsque la Chine a écrasé la rébellion antigouvernementale ». Le visiteur palestinien s'exprimait au cours d'un banquet donné en son honneur au Palais du Peuple.

Un haut-dirigeant de l'OLP a déclaré par la suite que les déclarations de M. Arafat avaient été « interprétées », ajoutant que ce n'était pas la première fois que l'agence Chine Nouvelle attribuait au chef de l'OLP des déclarations qu'il n'avait jamais faites.

Anjou QUÉBEC
La boucherie, charcuterie et le traiteur c'est notre métier!
1025 rue Laurier ouest
272-4065 / 4086

Le temps froid nous ramène aussi de bien bonnes choses comme...
Notre fameuse choucroute cuite!

Nouvelle-Zélande

Australie

SOIRÉE D'INFORMATION
VOYAGES KIWY INTERNATIONAL, les SPÉCIALISTES en ce qui a trait au Pacifique Sud, vous invitent à merveilleuse présentation sur l'Australie et la Nouvelle Zélande. Donc, soyez de la parti le 16 octobre au Holiday Inn Crown Plaza à compter de 19 heures. De plus, Kiwy vous annoncera un forfait très spécial pour ses deux tournées de luxe dans le Pacifique Sud. Pour réserver appeler au 696-5364.

VOYAGES KIWY INTERNATIONAL

OASIS SANTÉ

Pohénégamook
SANTÉ PLEIN AIR

Un site enchanteur, la présence mystérieuse de quelque 750 chevreuils habitant le rivage, une approche holistique de la santé, une dynamique d'harmonie, un éco-milieu favorisant l'acquisition et le maintien d'habitudes et d'attitudes de vie saines, plein-air, détente, auto-santé, douceur d'un massage, enchantement d'un bain relaxant... Bref de vraies vacances!
1-800-463-1364

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

UN BESOIN GRANDISSANT

CERTIFICAT DE GÉRONTOLOGIE

Tout indiqué pour les intervenants et intervenantes impliqués dans le milieu, ce programme vous permettra d'approfondir vos connaissances en gérontologie.

Avec ce certificat vous pourrez accroître l'efficacité de vos interventions et réaliser votre projet en gérontologie.

DATE LIMITE D'ADMISSION:
Le 1^{er} novembre 1989

Annuaire et demande d'admission:
3335, chemin Queen Mary
Métro Côte-des-Neiges
Téléphone: 343-6090 ou
Extérieur: 1-800-363-8876

APPRENDRE POUR AGIR

LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE APRÈS 30 ANS DE CHANGEMENTS

COLLOQUE DE L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE
11, 12, 13 OCTOBRE 1989
AU MUSÉE DE LA CIVILISATION
85, RUE DALHOUSIE, QUÉBEC

Après trente ans de changements, est-il possible d'interpréter la société québécoise comme une totalité? D'une part, nous sommes partagés entre des clichés un peu usés, hérités de la « Révolution tranquille », d'autre part, la recherche s'éparille au gré des spécialités. Il semble urgent de renouveler la problématique d'ensemble.

Entre autres sujets au programme : les genres de vie, les mœurs, les rapports sociaux, le développement régional, les médias et la présence québécoise dans le monde.

Ce colloque est ouvert à tous sans aucun frais d'inscription.

Pour toute demande d'informations concernant ce colloque, veuillez communiquer avec :
Martin Ringuette
Tél. : (418) 643-4695

Institut québécois de recherche sur la culture
iqrc
1979

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Le Panama est remis au pas

Les États-Unis auraient raté « une chance en or », dit-on à Washington

PANAMA (AFP) — Les Panaméens ont repris le travail hier dans une atmosphère lourde des menaces du général Manuel Antonio Noriega, au moment où le chef de l'opposition était réfugié à la nunciature apostolique.

Pendant ce temps, un débat fait rage à Washington sur les responsabilités des États-Unis dans l'échec de ce coup d'État, qui aurait représenté, selon plusieurs, « une chance en or » pour le gouvernement américain.

Certains militaires américains auraient été au courant de l'entreprise, et auraient même joué un rôle dans la tentative de renverser le général. Mais les informations n'auraient pas correctement circulé jusqu'à la Maison-Blanche et jusqu'aux hauts gradés, au moment où la tentative de putsch était en cours, rapportait hier le *New York Times*.

Par ailleurs, M. Guillermo Endara, vainqueur des élections présidentielles annulées en mai dernier par le général Noriega, a trouvé asile dans la nuit de jeudi à hier à l'ambassade du Vatican, après avoir été malmené par la police secrète, a annoncé l'un de ses médecins, le Dr Pa-

blo Fletcher.

Les policiers armés et équipés de barres de fer s'étaient attaqués au local où M. Endara, en grève de la faim depuis le 20 septembre, avait donné dans la matinée une conférence de presse dénonçant le régime. Les agents de la police secrète l'ont frappé mais l'ont laissé partir dans un taxi, selon le Dr Fletcher.

Selon un diplomate occidental, si M. Endara n'a pas été arrêté, il le doit à l'intervention du nonce apostolique Sebastian Laboa et de l'ambassadeur d'Espagne Tomas Lozano auprès du président provisoire Francisco Rodriguez.

Le général Noriega, à l'en croire, n'a en pas pour autant fini de régler ses comptes avec ses adversaires. Il avait fait arrêter mercredi une trentaine d'officiers après le coup de force manqué de mardi contre son quartier général, qui a fait dix morts, selon un bilan officiel contesté par l'opposition.

Avant-hier, il a annoncé l'établissement de listes de fonctionnaires « traîtres » qui s'étaient réjouis en apprenant la fausse nouvelle de sa chute pour les licencier et les rem-

placer par des « patriotes ».

Dans un discours très violent, qui fait les manchettes des journaux d'hier, l'homme fort du Panama a demandé l'adoption de lois d'exception et promis « du plomb pour les ennemis, le bâton pour les indécis, et de l'argent pour les amis ».

Frappé par les sanctions économiques de Washington, qui cherche à faire lâcher le pouvoir au général Noriega depuis son inculpation pour trafic de drogue aux États-Unis en février 1988, le Panama se débat avec une crise économique et une inflation croissante.

Dans la rue, les Panaméens semblent résignés à la poursuite du règne du général. « Nous étions prêts mardi à nous saouler de joie, maintenant c'est fini », a déclaré un chauffeur de taxi.

Par ailleurs, le coup d'État raté a mis sur la sellette l'administration américaine, accusée par beaucoup au Congrès et ailleurs d'avoir raté une occasion en or de faire tomber la bête noire des États-Unis en Amérique Latine.

L'affaire a provoqué des remous au sein du gouvernement lui-même. Officiellement, la Maison-Blanche, le

Pentagone et le département d'État ont affirmé que les critiques venaient de « généraux en fauteuil », très forts après l'événement mais pas nécessairement pendant. Ils ont souligné que les informations sur la situation à Panama, dont a disposé Washington mardi, étaient trop incertaines et contradictoires pour prendre la décision d'aider les auteurs de la tentative.

Mais un haut fonctionnaire de la Maison-Blanche, parlant sous le couvert de l'anonymat, a reconnu jeudi que des erreurs avaient été commises. « Toute administration passe par ses mauvais moments d'une manière ou d'une autre et nous avons appris certaines choses à propos de notre fonctionnement, que nous devons améliorer », a-t-il dit.

Selon le *Washington Times* d'hier, le président George Bush et le secrétaire d'État James Baker reprocheraient au conseiller de la Maison-Blanche pour les affaires de sécurité Brent Scowcroft, et au chef de l'état-major interarmes Colin Powell, d'avoir cafoillé, notamment en ne leur disant pas qu'un contact avait été établi avec les rebelles.



Le général Noriega a promis « du plomb pour les ennemis, le bâton pour les indécis et de l'argent pour les amis ».

Dossier noir sur la torture en Algérie

ALGER (AFP) — Le « Comité national contre la torture » a publié à l'occasion du premier anniversaire des émeutes d'octobre 88 en Algérie, un « Cahier noir d'octobre » essentiellement composé de témoignages de victimes de la torture dans le pays.

Selon le comité, plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées et torturées au cours du mois d'octobre 88, certaines même avant le déclenchement des émeutes.

Les personnes torturées étaient soit des militants politiques d'opposition (communistes, islamistes, berbères, benbellistes, trotskystes, etc.), soit des manifestants, soit des passants ordinaires, soit enfin des gens avec lesquels une quelconque autorité avait un compte à régler.

Ce livre, édité et imprimé en Algérie sur les presses d'État de l'ENAG (Entreprise nationale des arts

graphiques), se veut d'abord un « hommage à ceux qui ont osé vaincre la peur et parler », le plus souvent nommé. Cette « terreur d'État », rarement pratiquée pour arracher des aveux, mais plutôt pour « décevrer un homme de ses convictions », a été « programmée et institutionnalisée », affirme le Comité contre la torture dans l'introduction de son cahier noir.

« Plus jamais ça », écrit le comité pour lequel les mots ne suffisent pas à décrire « l'horreur de ces méthodes féroces, bestiales, conjuguées à des procédés plus subtils ». Chaque « technique », ajoute-t-il, est étudiée, comparée, classifiée, dans un véritable « code de l'horreur », qu'il s'agisse de la « baignoire » ou de la « gé-gène » (torture par l'électricité). Le rapport, très détaillé, est un véritable catalogue de l'horreur.

La dissidence cubaine croupit en prison

LA HAVANE (AFP) — À l'exception des responsables du Comité cubain pour les droits de l'homme (CCDH), la plupart des dirigeants des multiples groupes de dissidents cubains qui s'étaient créés dans l'illégalité autour de la visite à Cuba, il y a un an, d'une mission de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, sont actuellement en prison.

Le plus connu d'entre eux, Elizardo Sanchez Santa Cruz, président de la Commission des droits de l'homme et de Réconciliation nationale, arrêté au début du mois d'août avec Hiran Ali Cobas Nunez (Parti des droits de l'homme-PDH) et Hubert Jerez Marino (Comité Marti pour les droits de l'homme), sera jugé au mois d'octobre pour diffusion de « fausses nouvelles contre la paix internationale ».

Elizardo Sanchez risque une condamnation de quatre ans de prison au cours d'un procès auquel, pour la première fois, la presse étrangère serait autorisée à assister, selon des

fonctionnaires cubains. Prévu pour le 11 octobre, le procès a été repoussé d'une semaine après l'hospitalisation d'Hiran Ali Cobas, selon des sources dissidentes.

Les trois responsables avaient estimé dans des déclarations à des organes de presse occidentaux que les droits de l'homme n'avaient pas été respectés dans le procès contre le général Arnaldo Ochoa, condamné à mort et fusillé en juillet dernier pour trafic de drogue.

Deux anciens secrétaires généraux du PDH purgent également des peines de prison, Tania Diaz Castro et Samuel Martinez Lara. Selon des sources dissidentes, Tania Diaz Castro, condamnée fin novembre der-

nier à un an de prison, se serait déclarée en grève de la faim lundi dernier après une fouille corporelle. Samuel Martinez Lara avait été arrêté alors qu'il s'appropriait début avril à organiser une manifestation de soutien à la politique soviétique de pérestroïka devant l'ambassade d'URSS lors de la visite à Cuba de Mikhaïl Gorbatchev.

Egalement membre du PDH, Roberto Bahamonde, le premier dissident à avoir tenté de se présenter comme candidat à des élections à Cuba, a été condamné en juin dernier à un an de prison « pour activités économiques illicites ».

Orlando Polo, le dirigeant du petit mouvement écologique Sendero

Verde, a été arrêté pour la deuxième fois en deux mois le 22 septembre, et selon un communiqué de son organisation, il aurait été transporté dans un hôpital psychiatrique de La Havane.

Carlos Noboa, fondateur du MID (Mouvement indépendant démocratique), arrêté cet été, serait également en grève de la faim, selon des sources dissidentes qui ont précisé que le 23 septembre dernier, cinq autres dissidents appartenant à un groupe « pro-amnistie », auraient également été mis en détention.

Sont toujours en prison, les responsables des groupes pro-Arte Libre, Armando Araya Garcia et Pablo Roberto « Pupo » Sanchez.

SELON UNE MISSION INTERNATIONALE EN HAÏTI Des développements « positifs » malgré une situation « préoccupante »

PORT-AU-PRINCE (AFP) — Une mission internationale de défense des droits de la personne s'est déclarée, hier à Port-au-Prince lors d'une conférence de presse, « préoccupée » par la situation des droits de la personne en Haïti tout en faisant état de certains développements « positifs ».

Cette mission, qui a visité la république des Caraïbes du 28 septembre au 6 octobre, a fait part de sa préoccupation devant les « actes répétés » de répression contre les organisations populaires, l'insécurité permanente et l'absence de poursuites judiciaires contre les auteurs des massacres qui ont eu lieu ces trois dernières années.

Elle a également déploré de n'avoir été autorisée à visiter ni la prison de la ville de Saint Marc (à 96 km

de la capitale) ni le pénitencier national de Port-au-Prince, comme elle l'avait demandé aux autorités, en raison des « rapports troublants » émanant de ces prisons et d'un appel qui lui avait été lancé par les détenus de ce dernier centre de détention.

Elle s'est cependant déclarée sensible à l'arrestation de certains membres des forces armées accusés d'actes graves d'insécurité, à la publication d'un calendrier électoral et à l'annonce de la création d'institutions de droits de la personne et d'assistance légale.

Elle a également indiqué que le président du gouvernement militaire, le général Prosper Avril, lui avait donné l'assurance que son gouvernement respectait le droit de parole, de réunion et de manifestation et que les atteintes à ces droits

étaient, selon lui, « le résultat d'actions prises au niveau local par certains chefs de section » (agents de police rurale).

Cette mission était composée des représentants d'Americas Watch et de la Coalition nationale pour les réfugiés haïtiens, basées à New York, de « Caribbean Rights » (Barbade) et de la Commission internationale des juristes de Genève.

Elle a rencontré au cours de son séjour outre le général Avril, le chef de l'armée par interim, le général Hérard Abraham, le chef de la police de Port-au-Prince, le colonel Henri-Robert Augustin, des responsables militaires de province, de partis, de l'église, d'organisations paysannes et syndicales et des victimes et témoins des violations des droits humains.

LE MALAISE SOCIAL S'ÉTEND EN FRANCE Les agriculteurs dans la ronde

PARIS (Reuter) — Les agriculteurs sont joints hier à la vague de contestation sociale, en manifestant partout en France pour protester contre la baisse de leur revenu, et surtout l'insuffisance des aides contre la sécheresse.

Barrages filtrants, « opérations es-

cargot » et manifestations ont marqué dans la plupart des départements la « journée nationale d'action » lancée à l'appel des deux principales organisations agricoles, la FNSEA et le CNJA. Le président de la FNSEA, Bernard Lacombe, s'est rendu sur le terrain, à Saverdun, aux

portes de l'Ardèche, pour lancer un appel au gouvernement dans la région où la sécheresse est la « plus profonde » et la « plus intense ».

Estimant que la campagne agricole 1990 est d'ores et déjà compromise par un fléau qui dépasse de loin la sécheresse de 1976, les agriculteurs reprochent au gouvernement sa lenteur dans le versement des indemnités. Ils lui demandent notamment d'accélérer le paiement des aides déjà débloquées par la Communauté européenne.

« Il faut que le gouvernement sache que s'il ne prend pas des mesures ponctuelles significatives maintenant, ce sont des milliers de familles qui sont en péril. Demain, la société française aura besoin de ses paysans partout, même dans les régions les plus difficiles », a lancé Lacombe. Le président de la FNSEA a ajouté que « les quelques mesures prises sont loin des besoins réels que l'on peut dégager sur l'ensemble du territoire », touché aux trois quarts par la sécheresse.

Le ministre de l'Agriculture, Henri Nallet, a réfuté les critiques des paysans, affirmant que le gouvernement avait « entendu le message » mais qu'il réclamait « un peu de temps ». Mais il a expliqué qu'il ne donnerait de l'argent qu'à ceux qui en ont « vraiment besoin », surtout les éleveurs, « ceux qui souffrent à l'heure actuelle ».

Nallet a expliqué à Radio Monte-Carlo qu'il s'efforçait de mettre sur pied un système très différent de « la bêtise de 1976 », lorsque les aides avaient été réparties sans distinction entre les agriculteurs. « Il faut de l'argent et il y aura de l'argent à ceux qui en ont besoin. Et de manière très transparente, pour que personne ne puisse accuser les agriculteurs de toucher des aides quand ils n'en ont pas besoin », a-t-il dit.

19 au 29 OCTOBRE

18^e ÉDITION

• RIALTO •
• PARALLÈLE •
• CINÉMATHÈQUE •
• GOETHE •

Le menu:

~

Les Cent Ans de
Cocteau
Centennial

•

Musique / Music
-Maria Callas,
Kataev, David Byrne...•

•

Théâtre / Theatre
-Sami Frey,
Duras, Doillon...•

•

Danse / Dance
-Pina Bausch,
Cummings...•

•

Mode / Fashion
-Gaultier,
Yamamoto, Alaïa...•

•

Des premières œuvres en haute définition.
New Works in High Definition...

•

De nouveaux auteurs de l'an 2000
à découvrir...
*New authors of the year 2000
to be discovered...*

•

• 25 PAYS PARTICIPANTS •
• 25 PARTICIPATING COUNTRIES •

FESTIVAL INTERNATIONAL DU NOUVEAU CINEMA ET DE LA VIDEO MONTREAL

Pré-vente / Advance Sales
14 au 19 octobre, de 10h à 18h
October 14th to 19th, from 10 a.m. to 6 p.m.

CINÉMATHÈQUE QUÉBÉCOISE
335 EST DE MAISONNEUVE (MÉTRO BERRI / UQAM)
TÉL.: 842-9763

Billets / Tickets: 5\$
Carnet de 10 billets /
Booklet of 10 tickets: 40\$
Carte cinéphile Card: 100\$
Catalogue: 5\$
Affiche / poster: 10\$

DEVENEZ CADRE SUPÉRIEUR

Il vous suffit de suivre le programme du diplôme en management (appliqué) de McGill sans pour autant interrompre vos activités professionnelles.

Des professeurs et des spécialistes de gestion ainsi que des cadres d'entreprises vous enseigneront les techniques et théories de la gestion moderne pour vous permettre d'accéder à un poste de cadre supérieur. En suivant des études à temps partiel qui vous prendront au moins 10 heures par semaine, ce qui inclut les cours et les heures de préparation, vous devriez être en mesure d'obtenir ce diplôme de classe internationale en l'espace de deux ans.

Déjà diplômé(e) du 1er cycle universitaire, vous choisirez au moins 5 cours parmi un ensemble de 10 cours de tronc commun couvrant les domaines suivants: économie et finance, systèmes intégrés de gestion et marketing, théorie comptable, psychologie et politique industrielles et méthodes quantitatives. Par ailleurs, vous pouvez choisir 5 cours au choix parmi un groupe de 11. Les droits s'élèvent à 72 \$ par cours.

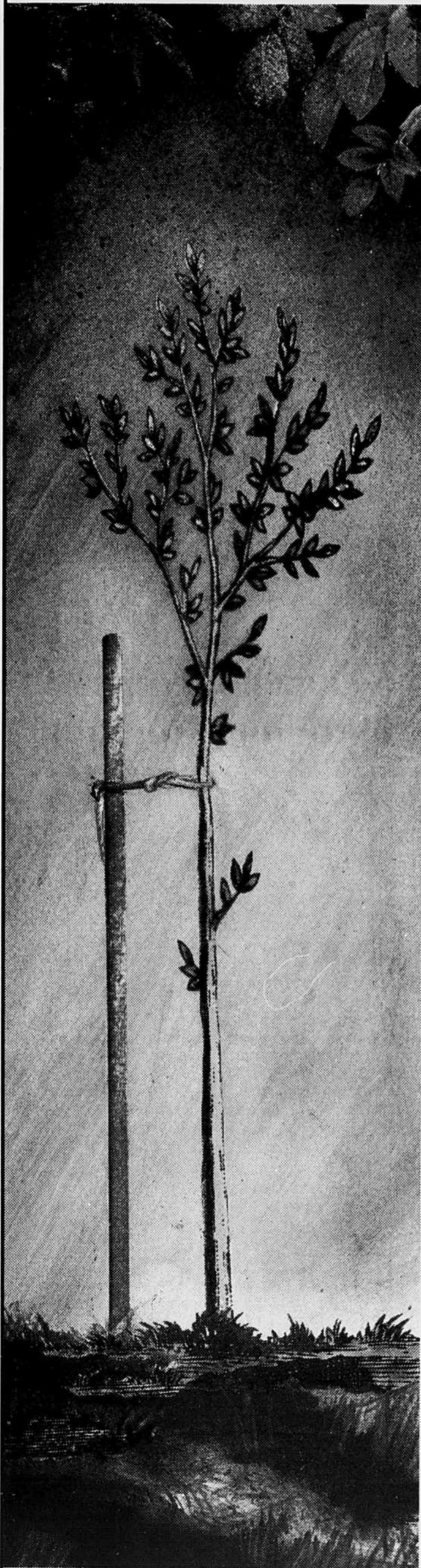
Faites votre demande d'admission avant le 31 octobre pour être déclaré admissible au trimestre d'hiver qui débute le 8 janvier 1990.

Pour de plus amples renseignements ou pour un entretien avec un conseiller pédagogique du département d'études de 2e cycle en management téléphones-nous au 398-6170.

McGill Centre d'éducation permanente

L'endroit parfait pour vous perfectionner.

LES PREMIÈRES ANNÉES SONT SOUVENT LES PLUS FRAGILES



METTRE un jeune arbre en terre, c'est lui trouver un tuteur et le protéger adéquatement contre les rigueurs de ses premiers hivers.

METTRE un enfant au monde, c'est aussi le protéger davantage pendant ses premières années où il est le plus vulnérable. Parmi les nombreuses formes possibles d'implication communautaire, McDonald's, par l'intermédiaire des Oeuvres de bienfaisance pour enfants Ronald McDonald du Canada, s'est donnée une cause prioritaire : porter secours aux enfants et aux familles des enfants qui sont les plus fragiles.

LES Oeuvres de bienfaisance pour enfants Ronald McDonald du Canada offrent du financement aux initiatives venant directement en aide aux enfants atteints de cancer ou d'autres maladies graves.

L'ACTIVITÉ la plus notable des Oeuvres de bienfaisance Ronald McDonald, c'est la création et le financement de 11 Manoirs à travers le Canada dont ceux de Montréal et de Québec. Les Manoirs Ronald McDonald permettent aux parents de rester auprès de leur enfant durant leur période d'hospitalisation.

L'ORGANISME appuie aussi d'autres programmes dans le domaine de la recherche médicale et des soins de santé ; il aide financièrement des centres de réadaptation et des camps de jour spécialisés, ainsi que des programmes d'éducation pour les jeunes.

D'UNE certaine façon, plusieurs d'entre vous sont liés à cette implication commu-

nautaire, car si les Oeuvres de bienfaisance pour enfants Ronald McDonald peuvent distribuer chaque année plus de deux millions de dollars, c'est grâce à votre participation au Grand McDon et à d'autres activités du genre organisées par McDonald's.

L'IMPLICATION communautaire et sociale de McDonald's est bien sûr beaucoup plus large. Pour l'entreprise, être en affaires, c'est s'engager à donner en retour à la communauté. Mais une implication valable et significative requiert qu'on privilégie une cause. McDonald's s'est alors tournée vers les plus jeunes, un choix qui fait vite l'unanimité.

« Nous nous faisons
un point d'honneur
d'appuyer nos
communautés comme
elles nous appuient. »

RAY KROC
FONDATEUR
DE McDONALD'S



CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Les postes sont offerts également aux hommes et aux femmes.

DIRECTEUR COMMERCIAL OU DIRECTRICE COMMERCIALE

Nous sommes à la recherche de la personne capable de prendre en main notre équipe de vente.

Son leadership naturel en fait un chef d'équipe, un motivateur et un novateur.

Sa connaissance du merchandising de vente au détail et sa formation universitaire en administration des affaires ou en gestion des arts seront des atouts certains.

Gestionnaire complet, il devra être capable de former lui-même son équipe.

Faire parvenir curriculum vitae et lettre manuscrite à:

Dossier 1446,
Le Devoir,
C.P. 6033 succ. Place d'Armes,
Montréal (Québec) H2Y 3S6.



VILLE D'ANJOU

CHEF DE LA DIVISION DES REVENUS SERVICE DES FINANCES

La Ville d'Anjou est à la recherche d'une personne pour sa division des revenus au Service des finances.

Le ou la titulaire supervisera la préparation et la mise à jour des rôles d'évaluation, de valeur locative, de perception de taxes, d'autres revenus y incluant les travaux pertinents.

Le ou la titulaire est bilingue; possède un diplôme universitaire en sciences comptables; a au moins trois (3) années d'expérience dans le domaine de la perception des revenus, de préférence dans le secteur municipal, à un poste avec responsabilité de diriger le personnel.

Les personnes intéressées à postuler doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 21 octobre 1989 à:

M. Fernand Poiré, o.m.a.,
Directeur général
Hôtel de Ville d'Anjou
7701, boul. L.-H.-Lafontaine
Anjou, Qc H1K 4B9



UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
Faculté d'administration

DOYEN

Un comité de candidature a été élu par un collège électoral, constitué selon les Statuts de l'Université, en vue de la nomination d'un doyen à la Faculté d'administration.

Toute personne intéressée à présenter sa candidature est priée de faire parvenir son curriculum vitae à:

M. Roger Deveault, président
Comité de candidature
Faculté d'administration
Université de Sherbrooke
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1
Téléphone: 819/821-7313

Toute candidature doit être soumise avant le 28 octobre 1989.

N.B. — L'Université de Sherbrooke respecte le principe de l'équité en matière d'emploi.



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

PROFESSEUR ÉCOLE DE PSYCHOLOGIE

L'École de Psychologie de l'Université d'Ottawa a un poste de professeur à combler à compter du 1er juillet 1990 dans le domaine des méthodes quantitatives. L'École est en train de consolider ce domaine. Le(la) candidat(e) devrait pouvoir enseigner des cours de statistiques et de mesure aux premier et troisième cycles et développer un programme de recherche dans le domaine quantitatif.

Le poste est au niveau de professeur adjoint; des candidatures exceptionnelles au niveau de professeur agrégé pourront être considérées.

Les qualifications minimales sont le doctorat en psychologie, une bonne maîtrise du français et de l'anglais, et un très bon potentiel en recherche. Le salaire minimum de l'année en cours au niveau de professeur adjoint est de \$34,780, et à celui de professeur agrégé de \$42,181. Les candidatures devraient être soumises avant le 1er décembre 1989.

Adresser une lettre accompagnée d'un curriculum vitae, du nom et de l'adresse de trois répondants, ainsi que de tirés à part de deux publications récentes ou de tout autre document constituant une contribution académique au: Dr Pierre Baron, Directeur, École de Psychologie, Université d'Ottawa, Ottawa, Ontario, Canada, K1N 6N5.

Conformément aux règlements de l'immigration canadienne, cette annonce s'adresse aux citoyens canadiens et aux immigrants reçus.



Sciences de l'agriculture
et de l'alimentation

Dans le cadre d'un projet d'appui au Centre Ivoirien de recherches économiques et sociales (CIREs) subventionné par l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI), la Faculté requiert les services d'un(e) enseignant(e)

ENDROIT: Centre Ivoirien de Recherches Économiques et Sociales (CIREs)

LIEU: Abidjan, Républiques de la Côte d'Ivoire

DURÉE DU CONTRAT: 2 ans

LANGUE DE TRAVAIL: Français

QUALIFICATIONS REQUISES

Le(la) candidat(e) doit posséder un doctorat en économie rurale ou en économie ainsi que plusieurs années d'expérience dans l'enseignement et la recherche l'habilitant à encadrer des étudiants(es) de troisième cycle. De plus, il(elle) devra posséder une bonne connaissance des problèmes économiques reliés à l'agriculture tropicale.

Il(elle) aura comme tâche de:

- 1) dispenser un cours (seul(e) ou en coopération avec un(e) enseignant(e) ivoirien(ne));
- 2) encadrer des étudiants inscrits au doctorat de troisième cycle;
- 3) faire de la recherche en collaboration avec des nationaux dans le cadre du programme de recherche de l'Unité de recherche en économie rurale du CIREs;
- 4) participer activement à la vie scientifique de cette unité de recherche

CONDITIONS D'EMPLOI

Le(la) candidat(e) sera engagé(e) sur une base contractuelle selon les politiques salariales en vigueur à l'Université Laval. De plus, diverses indemnités de séjour à l'étranger seront versées en conformité avec les normes de l'ACDI.

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae accompagné de trois (3) lettres de référence d'ici le 23 octobre 1989, à:

M. Marc J. Trudel, doyen ou
M. Gérard Ghersi, directeur du projet CIREs

Université Laval
Faculté des Sciences de l'Agriculture
et de l'Alimentation
Département d'économie rurale
Pavillon Paul-Comtois, bureau 4320
Québec (Québec) G1K 7P4
Tél.: (418) 656-2068
Télécopieur: (418) 656-2296



Collège de Rosemont

6400, 16ème avenue, Montréal, Qué. H1X 2S9

Directrice générale ou directeur général

MANDATS SPÉCIFIQUES:

— Veiller à la gestion courante du collège telle que prévue à la Loi des collèges et au règlement de régie interne du collège.

— Promouvoir et prendre les mesures nécessaires à la réalisation du plan d'action pour les années 90.

EXIGENCES DU POSTE:

- Connaissances:**
- Du monde de l'enseignement
 - Du milieu collégial
 - Du domaine des activités d'un établissement d'enseignement
 - En pédagogie, en administration et en développement organisationnel
- Expérience:**
- Dix (10) années d'expérience dont cinq (5) dans un poste de cadre.
- Formation:**
- Diplôme de 2e cycle universitaire et de préférence formation en administration et en pédagogie.

Toute équivalence dans l'expérience et la formation sera considérée.

SALAIRE:

Tel que prévu au décret régissant les conditions de travail des directrices générales et directeur généraux.

Un curriculum vitae doit parvenir avant 16h30 le 27 octobre 1989.

Collège de Rosemont
Service du personnel
Concours "Directrice générale ou directeur général"
6400, 16e avenue
Montréal (Québec)
H1X 2S9

Traducteur(trice) de l'anglais au français 38 800 \$ — 45 800 \$

Utilisez vos aptitudes bilingues dans ce poste avec le ministère des Services gouvernementaux. Vous traduirez, avec un minimum de révision et surtout à l'intention de la population franco-ontarienne, des textes à divers niveaux de complexité portant sur différents domaines, y compris les finances, l'économie et les assurances. Lieu de travail: Toronto.

Exigences: Expérience prouvée en traduction financière de l'anglais au français, dans des postes à responsabilité croissante; bonne maîtrise de l'anglais; niveau supérieur de français parlé et écrit; sens aigu du service à la clientèle; bonnes aptitudes aux relations interpersonnelles; capacité de travailler sous pression en respectant des délais, sensibilité au contexte franco-ontarien.

Votre demande/curriculum vitae, en français ou en anglais et en anglais, doit nous parvenir, d'ici le 30 octobre 1989, à: Dossier GS-369/89, Ministère des Services gouvernementaux, Direction des ressources humaines, 8e étage, Édifice Ferguson, Queen's Park, Toronto (Ontario) M7A 1N3.



Fonction publique
Ontario

Pour l'équité d'emploi



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

LA SECTION DE COMMON LAW DE LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA

invite les candidatures pour les postes suivants:
(entrée en fonctions: le 1er juillet 1990)

POSTES D'ENSEIGNEMENT

Pour l'enseignement de la common law en français.

Compétences requises:

- Un diplôme de LL.B. et un diplôme d'études supérieures en droit ou son équivalent.
- Très bonne maîtrise de la langue française.

Nature des postes:

Postes réguliers donnant droit à la permanence en conformité avec les dispositions de la convention collective.

Salaire:

À déterminer, selon les compétences et l'expérience.

POSTE DE DOYEN ASSOCIÉ

Pour assumer la direction du programme français de common law.

Fonctions:

Travailler au développement du programme de common law en langue française (programme d'études, recrutement de professeur(e)s, définition des normes de compétence, évaluation des besoins et planification pour l'avenir, encouragement à la publication en langue française, conférences, etc.), représenter les intérêts du corps professoral et de la communauté étudiante d'expression française auprès des différents comités de la Section et de l'Université, veiller aux relations publiques avec la profession et la communauté et à la promotion du programme à l'extérieur de l'université.

Compétences requises:

- Mêmes exigences que pour un poste d'enseignement régulier
- Expérience dans l'enseignement du droit
- Recherches et publication
- Expérience administrative, un atout.

Salaire:

À déterminer, selon les compétences et l'expérience.

Veillez faire parvenir votre candidature et votre curriculum vitae d'ici le 30 octobre 1989 à:

M. Donald McRae, doyen
Section de Common Law
Faculté de droit
Université d'Ottawa
57, rue Louis Pasteur
Ottawa (Ontario) K1N 6N5

L'UNIVERSITÉ A UNE POLITIQUE D'ÉGALITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI



Hydro-Québec

Division Recrutement
75, boul. René Lévesque ouest
Montréal (Québec)
H2Z 1A4

INGÉNIEUR TECHNOLOGIE DU BÉTON

(Poste également ouvert aux femmes
et aux hommes)

Concours : 27270D

Fonctions:

— Fournir l'expertise et l'assistance technique dans le domaine de la technologie du béton soit pour la réalisation de projets de centrales, barrages et autres structures en béton, soit lors de projets de réfections et modifications de ces installations.

— Établir les programmes d'études et d'investigation des ouvrages existants en béton, exécuter les études, évaluer l'état des structures et recommander les actions à prendre.

— Évaluer la qualité du béton in-situ, analyser son comportement, proposer des méthodes et produits de prévention ou de réparation.

— Déterminer des méthodes de mesures et d'investigations pour les structures en béton.

— Fournir les encadrements relatifs à la qualité de béton, ses composants, sa mise en place, son évaluation.

— Exécuter les études concernant la technologie du béton, préparer et proposer des sujets de recherche et de développement applicables aux ouvrages d'Hydro-Québec.

Exigences:

— Détenir une maîtrise en sciences appliquées en structure ou en matériaux avec une option en béton.

— Être membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec (O.I.Q.).

— Avoir plus de 10 années d'expérience dans le domaine de la technologie du béton.

— Avoir fait des recherches dans le domaine du béton.

— Être reconnu à l'échelle provinciale et / ou dans son milieu de travail comme une autorité dans le domaine du béton.

— Être prêt à se déplacer souvent en province.

— Parler et écrire suffisamment l'anglais pour fins de communication avec les experts.

— Avoir de la langue française une connaissance appropriée à cette fonction.

Lieu de travail: Montréal

N.B.: Le curriculum vitae des personnes intéressées doit être accompagné d'un formulaire d'offre de services d'Hydro-Québec dûment rempli et parvenir à nos bureaux, au plus tard, le vendredi 27 octobre 1989. On pourra obtenir le formulaire d'offre par retour du courrier en appelant au (514) 289-2157.

VICE-RECTEUR(TRICE) À L'ADMINISTRATION ET AUX FINANCES

L'Université du Québec à Chicoutimi est une université à vocation générale créée par le gouvernement du Québec il y a 20 ans dans le cadre du réseau de l'Université du Québec. L'Université offre 70 programmes de 1er cycle à plus de 7 000 étudiants à temps complet et partiel dans les secteurs suivants: (Arts et lettres, Informatique-mathématique, Sciences appliquées, Sciences économiques et administratives, Sciences de l'éducation, Sciences fondamentales, Sciences humaines, Sciences religieuses). Suite au développement et à la consolidation des études de 1er cycle, l'Université a instauré 16 programmes de maîtrise et de doctorat dans ces mêmes secteurs, ainsi que des projets de recherche qui mettent à contribution les efforts et la concertation de nombreux chercheurs intégrés à des équipes disciplinaires et multidisciplinaires.

Sous la responsabilité du recteur, le(la) vice-recteur(trice) à l'administration et aux finances:

a) assiste le recteur dans tous les aspects de la gestion financière et administrative de l'Université;

b) assure la coordination des secteurs relatifs à la finance, au personnel, à la planification physique, à l'informatique, aux terrains et bâtiments, à l'approvisionnement et aux activités et aménagements sportifs

c) avise tout organisme sur tous les aspects de la gestion financière et administrative de l'Université;

d) a la garde des biens meubles et immeubles de l'Université;

e) prépare chaque année le budget et le rapport financier de l'Université;

f) accomplit toute autre tâche qui lui est confiée par le recteur ou par le Conseil d'administration.

Le(la) candidat(e) doit posséder des compétences supérieures en gestion financière et administrative et faire état d'une formation et d'une expérience pertinentes.

La durée du mandat est de cinq (5) ans. La personne choisie devrait entrer en fonction le plus tôt possible.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent parvenir avant 17 heures, le 30 octobre 1989, au bureau de:

Madame Michèle Gauthier
Secrétaire générale
Université du Québec à Chicoutimi
555, boulevard de l'Université
Chicoutimi (Québec)
G7H 2B1



Université du Québec à Chicoutimi

CULTURE ET SOCIÉTÉ

Les Stones donneront un deuxième concert au Stade

Berge Truffaut

C'EST confirmé. Les Rolling Stones donneront un deuxième show au Stade olympique le 13 décembre prochain. Les billets seront mis en vente le 12 octobre à tous les comptoirs Ticketron à compter de 10 h.

Ainsi donc, les « vieux du stade », qui poursuivent actuellement la plus importante tournée nord-américaine de leur histoire, ont donné leur accord cette semaine pour l'addition d'une dizaine de supplémentaires au cours de ce périple musical intitulé *Steel Wheels*. Outre Montréal, les seules villes où cette bande de lascars se produiront plus d'une fois sont : New York, Boston, Los Angeles, Détroit, Oakland, Miami, Toronto, Vancouver et Chicago.

Au bureau de Donald K. Donald, le promoteur des shows montréalais, le responsable du marketing, Sylvie Brunetta, a estimé que les 68.000 billets devraient se vendre assez rapidement. « Quand on a constaté que les billets du spectacle du 14 décem-

bre étaient partis en moins de 24 heures, on savait que la demande était assez forte pour une autre représentation ».

Cela dit, Montréal va se singulariser des autres villes nord-américaines par la concentration sans équivalent de « gros shows », de « très gros shows » qui y seront présentés en l'espace d'une semaine. En effet, les 8, 9 et 10 décembre le plus grand nom du jazz, soit Miles Davis, donnera autant de spectacles au Spectrum de Montréal, le 9 décembre Paul McCartney sera au Forum, alors que les 13 et 14 décembre les plus célèbres des « rock and roll » seront au Stade olympique.

Si on considère que chaque personne présente à un de ces spectacles dépensera \$ 10 au strict minimum, d'indiquer André Ménard vice-président du Festival de jazz et directeur général du Spectrum, les retombées économiques propres à ces douze heures de musique atteindront les \$ 2 millions.

Paradoxalement, cette concentration de spectacles, « unique dans les

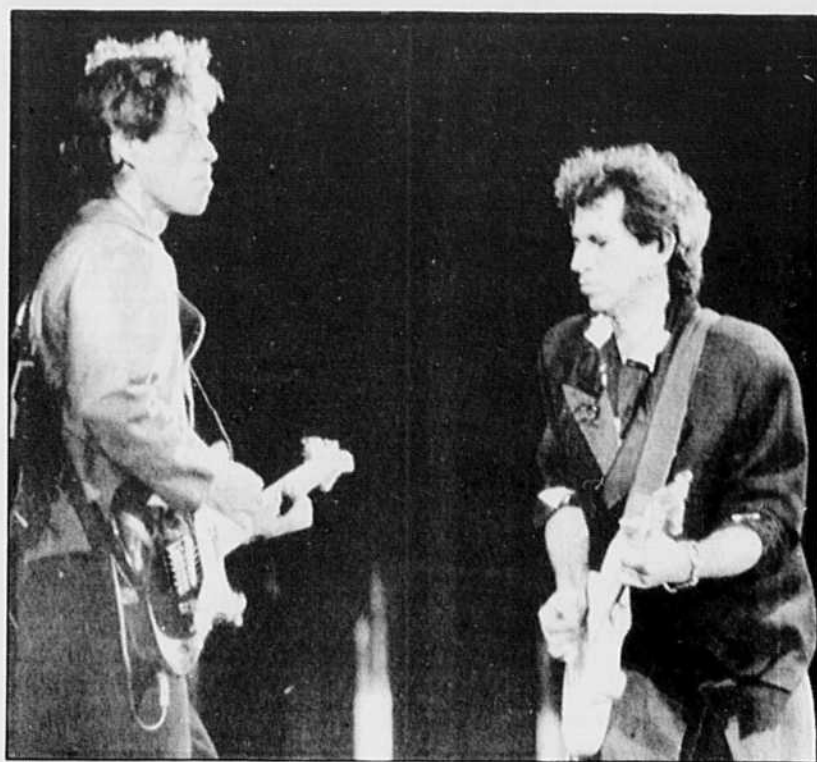


PHOTO AP
Mick Jagger (à gauche) et Keith Richards, des Rolling Stones, à Philadelphie début septembre.

annales du « showbiz » montréalais au cours des vingt dernières années » de dire André Ménard, se tiendra alors que commencera ce qui est considéré comme étant la morte saison

dans le monde du spectacle. En effet, selon ce producteur, « du début de décembre à la fin du mois de février, le dollar culturel fond comme neige au soleil ».

Félix Leclerc décoré

QUÉBEC (PC) — Félix Leclerc vient d'être décoré à titre posthume du grade de chevalier de l'Ordre de la pléiade, distinction honorifique remise par l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française (AIPLF), a-t-on annoncé hier.

Le président de l'Assemblée nationale du Québec et vice-président international de l'AIPLF, M. Pierre Lorrain, a remis les insignes de l'Ordre à l'épouse de Félix Leclerc, Mme Gaétane Morin-Leclerc, lors d'une cérémonie qui s'est déroulée mardi dernier dans les salons de la prési-

dence, à Québec.

M. Lorrain a déclaré que l'AIPLF voulait ainsi souligner la contribution exemplaire de Félix Leclerc à la cause de la francophonie et son implication comme porte-parole du Québec pour la cause de la culture française à travers le monde.

L'AIPLF est l'organisation interparlementaire de la francophonie. Elle regroupe 38 sections réparties dans 33 pays d'Afrique, d'Europe, d'Amérique et d'Asie. Son siège est à Paris.

Livres en solde à Québec

UN GRAND solde de livres et de productions aura lieu les 14 et 15 octobre au Musée du Québec. Plus de 15 ouvrages seront mis en vente pour moins de \$ 10. Parmi ceux-ci, men-

tionnons *Les Villes de Québec* par France Gagnon-Pratte et *À la découverte du patrimoine avec Gérard Morisset*. Cet événement est organisé par *Les Amis du musée*.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Les postes sont offerts également aux hommes et aux femmes.

Poste de professeur-e en didactique des mathématiques

L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue annonce l'ouverture d'un poste de professeur-e régulier-ère en éducation, en didactique des mathématiques.

Nature du travail

Le ou la titulaire du poste coordonne les activités d'enseignement et de recherche, de services à la collectivité et d'administration pédagogique.

Exigences

La personne recherchée possède une formation appropriée et une expérience pertinente en vue de contribuer au développement professionnel des futurs maîtres, des maîtres en exercice et d'autres agents-tes éducatifs-ives. Elle possède une expérience de l'enseignement universitaire et une préparation appropriée en vue de la formation des maîtres au préscolaire et au primaire en didactique des mathématiques. Elle pourra contribuer à d'autres aspects de la formation des maîtres. Le ou la candidat-e possède un doctorat en éducation.

Traitement

Les conditions de travail sont régies par la convention collective en vigueur.

Conformément aux exigences relatives à l'immigration au Canada, ce poste est offert aux citoyen-ne-s canadien-ne-s et aux résident-e-s permanent-e-s du Canada.

Prière de faire parvenir votre candidature accompagnée d'un curriculum vitae et des pièces justificatives, avant le 20 octobre 1989. Les dossiers incomplets ne seront pas considérés.

Charles Bergeron, Directeur du département d'éducation
42, rue Mgr Rhéaume Est, C.P. 700
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5E4
Tél.: (819) 762-0971

Université du Québec
en Abitibi-Témiscamingue

HÔPITAL SUBURBY ALGOMA PSYCHOMÉTRICIEN(NE) — PLEIN TEMPS

Le service des Cliniques communautaires cherche des individus possédant les qualifications suivantes:

1. M.A. en Psychologie.
2. Vaste expérience en matière d'administration et d'interprétation de tests psychologiques aux enfants.
3. Vaste formation en matière de thérapie individuelle et familiale, surtout chez les enfants.
4. Capacité d'enseigner, de former et de consulter d'autres professionnels.
5. Intérêt et aptitude à travailler avec d'autres agences et pourvoyeurs de services dans les milieux ruraux.
6. Le bilinguisme (français et anglais) est essentiel.

PRIÈRE DE FAIRE DEMANDE PAR ÉCRIT ET DE SOUMETTRE UN CURRICULUM VITAE MIS À JOUR A:



Mme Madeleine Meandro
Administrative adjointe
SERVICES AU PERSONNEL
HÔPITAL SUBURBY ALGOMA
680, rue Promenade Sudbury,
Ontario P3E 1X3

DATE DE FERMETURE: le 30 octobre 1989.

centre des arts visuels

DIRECTEUR(TRICE)

Sous l'autorité du Conseil d'administration le directeur est responsable de l'administration et du fonctionnement du Centre c'est-à-dire de:

- ses programmes de formation
- sa galerie d'art
- sa boutique

Qualifications:

- connaissance du milieu des arts visuels
- diplôme universitaire de premier cycle ou équivalent
- expérience de gestion
- capacité d'animer et de motiver une équipe multidisciplinaire
- habileté dans les relations interpersonnelles
- bilingue

Rémunération: de 25 000 \$ à 35 000 \$ selon scolarité et expérience.
Faire parvenir votre curriculum vitae au plus tard le 19 octobre 1989 au:

Directeur
Centre des arts visuels
3500, avenue Victoria
Montréal, Québec
H3Z 2N4

Orthophoniste Temps partiel 60 %

La Commission Scolaire Baldwin-Cartier recherche un-e orthophoniste qui doit être membre de la corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec.

Les personnes intéressées doivent venir compléter une demande d'emploi avant le mercredi 11 octobre 1989 à 16 heures à :

BALDWIN
CARTIER

10, BOULEVARD DES SOURCES
POINTE CLAIRE (QUÉBEC) H9S 5K8
(514) 697-6320

La Commission scolaire sousscit aux divers programmes d'égalité des chances dans l'emploi.

Coordonnateur de projet de recherche Coordonnatrice de projet de recherche (sur fonds de recherche)

Groupe de recherche sur les aspects sociaux de la prévention et santé et sécurité du travail

Description sommaire des fonctions:

- À l'intérieur d'une équipe de recherche et sous la direction particulière de 2 chercheurs, le coordonnateur ou la coordonnatrice
- assure un support méthodologique en ce qui a trait aux méthodes de cueillette et d'analyse des données
- conçoit et développe des projets de recherche sociale
- assure le suivi des projets auprès de diverses clientèles
- organise des activités scientifiques
- assiste à l'édition des publications

Durée de l'emploi:

un minimum de 3 ans

Qualifications requises:

- Un 2e cycle universitaire en sociologie ou autres sciences sociales (3e cycle un atout)
- Un minimum de 3 années d'expérience en recherche.

Salaires: De 26 894,00 à 48 821,00 \$ selon l'expérience.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae avant le 20 octobre 1989, 17 heures au: Groupe de recherche sur les aspects sociaux de la prévention a/s Mme Jocelyne Ostiguy-Boivin C.P. 6128, Succursale A Montréal (Québec) H3C 3J7

Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, cette annonce s'adresse aux citoyens canadiens et aux résidents permanents

Professeur à plein temps

Le Département de science politique de la Faculté des arts et des sciences cherche un professeur de relations internationales.

Fonctions: Enseignement aux trois cycles; recherche et encadrement des étudiants.

Exigences: Doctorat en science politique ou l'équivalent; aptitude à l'enseignement. La préférence sera accordée aux candidats qui combinent une formation en théories et méthodes des relations internationales et qui sont spécialisés dans les relations extérieures des États-Unis.

Traitement: Selon la convention collective.

Entrée en fonction: Le 1er juin 1990.

Les candidats doivent acheminer leur curriculum vitae, une copie de leur diplôme, des exemplaires de leurs publications et trois lettres de recommandation avant le 15 décembre 1989 à: M. Denis Monière Directeur Département de science politique Université de Montréal C.P. 6128, succursale A Montréal (Québec) H3C 3J7

Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, cette annonce s'adresse aux citoyens canadiens et aux résidents permanents. Ce poste est offert aux femmes et aux hommes.

LA VILLE DE MONTRÉAL-NORD REQUIERT LES SERVICES D'UN(E) INGÉNIEUR(E)

Cette personne assistera le directeur des Travaux publics en participant à la gestion du personnel et des travaux, à la préparation de devis, à la surveillance des travaux exécutés en régie ou par contrat tels que le déneigement et la cueillette des ordures, aux contrôles qualitatifs et quantitatifs.

Elle doit posséder des aptitudes pour la communication écrite ou orale avec les citoyens et les membres de divers comités. Elle doit aussi participer à l'administration du service, au contrôle budgétaire et à l'analyse des coûts.

Elle doit être membre de l'Ordre des Ingénieurs du Québec et posséder une expérience pertinente. Le traitement sera en fonction des qualifications de la personne choisie (poste cadre intermédiaire).

Toute personne intéressée doit faire parvenir son curriculum vitae au plus tard le 20 octobre à:

Division du Personnel
Ville de Montréal-Nord,
4255, place de l'Hôtel-de-Ville,
Montréal-Nord, H1M 1S4

DANS LA VENTE: REPRÉSENTANT(E) BILINGUE DE PRODUITS MÉDICAUX

Nous sommes une compagnie d'instruments médicaux (spécialités diverses) qui se développe très rapidement. Nous sommes à la recherche d'un ou d'une représentante de vente pour nos produits: Médecine d'urgence, Gastro-entérologie, Endoscopie, Obstétrique & Gynécologie. Nous demandons 3 à 5 ans d'expérience dans la vente d'items médicaux ou bien dans l'environnement hospitalier.

Situé à Montréal, vous voyageerez à travers la province de Québec, la vallée d'Ottawa, aussi bien que Cornwall-Kingston. Un 30% des déplacements se fera en dehors de Montréal. Vous ferez partie d'une équipe bien entraînée où le 9 à 5 est loin d'être satisfaisant. Vous deviendrez un spécialiste visant des résultats progressifs dans un milieu très compétitif.

Nous offrons une rémunération au-dessus de la moyenne pour la personne qualifiée, des bénéfices marginaux, la voiture et les dépenses.

Envoyez votre résumé au:

DÉPARTEMENT DU PERSONNEL
COOK (CANADA) INC.
111 SANDIFORD DRIVE
STOUFFVILLE, ONTARIO
L4A 7X5

Ville de Montréal

CHARGÉ(E) DU PROTOCOLE ET DE L'ACCUEIL
Service de la planification et concertation
45 245 \$ - 55 318 \$
Concours no: 30141A

NATURE DE L'EMPLOI: Sous la direction générale du chef du protocole et de l'accueil, la personne titulaire du poste coordonne les activités d'accueil des citoyens et citoyennes ainsi que des touristes désirant visiter l'hôtel de ville; à cet effet, sélectionne les guides et bénévoles et coordonne leurs activités. Elle assure la formation à l'accueil des agents de sécurité affectés à l'hôtel de ville ainsi que des bénévoles. Elle coordonne la tenue des activités protocolaires impliquant les membres du Comité exécutif, les autres membres du Conseil municipal et le Secrétaire général. Elle conseille les services demandeurs sur l'ensemble du déroulement des réceptions à organiser, participe avec eux à l'élaboration du plan de préparation de l'activité et procède aux évaluations post-événementielles. Elle gère l'utilisation des salles de réception de l'hôtel de ville, transige avec ses fournisseurs de biens et de services dans le cadre d'activités protocolaires et maintient à jour une banque de données à cet effet. Elle conçoit le matériel promotionnel pour l'ensemble des activités à l'intérieur des normes établies par le chef du protocole et de l'accueil; représente ou remplace celui-ci au besoin.

CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ: Détenir un diplôme universitaire de premier cycle (Bacc.) en sciences administratives, politiques, juridiques ou autre discipline appropriée. Posséder au moins quatre (4) années d'expérience dans les domaines de l'accueil de personnalités ou de groupes locaux et étrangers, des questions protocolaires, des relations publiques ainsi que dans l'organisation et la coordination de tels projets ou événements importants.

Autres qualités recherchées: maîtrise du français parlé et écrit et de l'anglais; la connaissance d'une troisième langue serait un atout. Très bonne connaissance de Montréal; bonne connaissance des milieux protocolaires, gouvernementaux, culturels, d'affaires et autres. Initiative, autonomie, dynamisme, disponibilité et bonne culture générale.

DATE LIMITE D'INSCRIPTION: le 20 octobre 1989.

Les personnes intéressées à prendre part à ce concours doivent s'inscrire en remplissant le questionnaire de demande d'emploi que l'on peut se procurer au Service des affaires corporatives - ressources humaines, ainsi que dans les bureaux Accès-Montréal, les bibliothèques et les maisons de la Culture de la Ville de Montréal et en le retournant au Service des affaires corporatives - ressources humaines, 500, place d'Armes, 13e étage, Montréal H2Y 3W9, accompagné des certificats requis. Le Service des affaires corporatives - ressources humaines se réserve le droit de refuser toute demande d'inscription à un concours ainsi que tout document soumis après la date de fermeture, inscrire le numéro de concours sur la demande d'emploi.

Compte tenu des programmes d'accès à l'égalité, certains postes pourraient être réservés pour les membres des groupes-cibles.

LES ANNONCES CLASSEES 286-1200

INDEX DES REGROUPEMENTS DES RUBRIQUES
100-199 Immobilier - Résidentiel
200-299 Immobilier - Commercial
300-399 Marchandises diverses
400-499 Offres d'emploi
500-599 Services
600-699 Véhicules automobiles
900-999 Avis

LES ANNONCES CLASSEES DU DEVOIR
Du lundi au vendredi de 8h30 à 16h00
Pour modifier, annuler ou placer votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.
Pour placer votre annonce par la poste: C.P. 6033, succ. Place d'Armes, Mtl, H2Y 3S6
NOUS ACCEPTONS
PAR TELEPHONE 286-1200

125 Chalets à louer
NOMINIQUE Chalet 4 chambres à coucher, plage privée, 500 pi. Semaine ou fin de semaine: (819)275-2774.
PRÈS DU MONT-TREMBLANT 2cc. d'ivan-flit, beau point de vue, paisible. Tout équipé. 425-2945.
RÉGION CANTONS DE L'EST 10 min. Mont Orford, 3cc. tout équipé, mois ou saison. 676-3902.
ST-ALPHONSE-DE-RODRIGUE Lac Vert, beaux bungalows, 3 chambres, foyer, cave, toutes commodités, 49 mil. de Mtl, 6 mois, \$3.500. 1-883-1367.
ST-DONAT Coquet 4cc. tout équipé, très propre. Semaine ou fin de semaine: 738-6824, (819)424-3624.
ST-DONAT, Lac Archambault, 2 chambres, meublé, équiné, nov. à mai, \$3.500 + chauffage. 737-7636.
SUTTON: 3cc. foyer, lav/séch., lave-vaisselle, \$3.900. Du 1er nov. au 15 avril. 878-8959.
VAL DAVID 4cc ou 5cc. Saison d'hiver ou à l'année. (514)256-1469, (819)322-1799.

149 Terrains à vendre
BARRÉS, prêts à construire. Minimum 7.000 pi. ca.
L. DOLBEC 430-4870 - 430-7169
16-10-89
149 Terrains à vendre
LAC NATUREL SITE UNIQUE POUR BAIGNADE ET CONSTRUCTION D'UN DOMAINE PRIVÉ ET ISOLÉ. Au bord du LAC MOLSON 850 x 250 plus 60 acres en montagne et forêt mature, avec chemin privé - Aussi accès au Lac l'Archipel, St-Hippolyte, 50 min. Mtl. \$330.000. 486-9997 - 1-563-1993 10-10-89

251 Bureaux à louer
EXCEPTIONNEL BUREAU À LOUER
1er ÉTAGE
• VIEUX-MONTRÉAL, RUE ST-JACQUES
• ENTièrement AMÉNAGÉ EN JUIN 89
• 3000 PIEDS CARRÉS
• DISPONIBLE IMMÉDIATEMENT
• ASCENSEUR
• 3 ÉTAGES SEULEMENT
M. VANIER (514) 845-6635 10-10-89

101 Propriétés à vendre
Montreal Trust
PRÈS DE QUÉBEC
10-10-89

101 Propriétés à vendre
MAGNIFIQUE PROPRIÉTÉ Située entre le Lac Brome et Sutton. Constr. récente, de lux. Terr. boisé, endroit très paisible. Décoration imm. irrésistible. A voir absolument! \$349.000. Acheteur sérieux seul. 598-5655, 659-0260.

101 Propriétés à vendre
MAISON HISTORIQUE 1838 en excellent état. Canadienne en pierre, 3 étages, 1000 p.c. de terrain. St-Patrice, en bordure du lac des Deux-Montagnes. Site magnifique. Accès à Marina privée, tennis. 1-258-4304.
MIRABEL ST-HERMAS Maison pierre, 15 ans, ent. rén. 12 pces, garage, triple, 1 1/2 arpent, site magnifique. Prix à discuter. 1-258-3781.

121 Condos à louer
DORVAL
Condos neufs, 3x, 4x, 5x, béton, air climatisé, ascenseur, 2 b/bains, stationnement, 1 mois gratuit. 631-3486
PENTHOUSE UNIQUE
6 pièces, piscine, sauna et foyer, privés en PH. \$1.300, 4x en béton. 672-8505.
SANCTUAIRE DU MONT-ROYAL Grand 5x, \$2.200/mois avec garage. Jour: 524-0500. Soir: 581-9961

129 Chalets à vendre
LAC DES PILES
30 min. de Trois-Rivières, chalet suisse hivernal avec foyer en pierre, meublé, 3 chambres, bord du lac, terrasse, patio et out, bateau 115 p.c., \$129.000, 819-538-3314. 819-538-3247.
ORFORD - BORD DE LAC
5 min., ski, golf, Magog, 3cc. c. 2 cuisines, foyer, 514-759-0687

149 Terrains à vendre
ST-LIN, Laurentides, 20 minutes du Pont Pie IX, 3.100.000 pied carré, zoné résidentiel, boisé, \$0,19 le pied carré, négociable. Élia: 432-9008, après 20h.
ST-PAULIN (MAURICIE)
Terrain bord de rivière, 300 pi. façade x 135 \$7.000. nég. 1-819-268-2418
STE-ADELE Paroisse, vestige de montagne, terrain de prestige, investissement, \$0,50/pi.ca. 514-668-3434.

160 App. et log. à louer
ROSEMONT, 5645 Laford, 3x chauffé, frais peint, 2 balcons, \$395. 1 mois gratuit. 728-4248.
SALABERRY, près Gouin, 1 mois gratuit, beaux 1. foyer, près bord de l'eau, 5 min. du métro. 447-1448, 336-8967 ou 336-7497.
SHERBROOKE, 950 Est. près métro, 5x rén. 2 chambres, lav/séch., stationnement ext., non-chauffé, \$850, 621-2945, 621-7960.
SHERBROOKE-EST: Près du métro. Grand 3x, élect., entrées, \$355. 728-9924

251 Bureaux à louer
BUREAUX PROFESSIONNELS, 4 pièces fermées, s'attente, réception, 1555 Est. Laurier, Mme Meunier, 467-1530, 521-2103.
LAURIER: Près St-Urbain. Bureau entier 1100 pi. ca., entièrement rénové. Libre immédiatement. 692-8882 - 670-6065

259 Espaces commerciaux à louer
7130 ST-LAURENT
Près Jean-Talon. Local semi-commercial, 2,175 p.c. avec sous-sol. Poss. option d'achat. 701-7628, 387-3960.
BELANGER 3163, magasin à louer, libre, 1 mois gratuit, 725-4833, 641-1729, 641-1371.

101 Propriétés à vendre
A BEALLAC
St-Catixte, face au lac, 2 droits de passage. Cottage moderne 5x, pierre, s/bain, s/sol, combustion lente, douche, ch. froide, pisc. artésien, 96.000 pi. ca. garage, patio, arbres adultes. Vente par proprio. 1-882-2745

101 Propriétés à vendre
CARTIERVILLE, grand split détaché, garage, 4 chambres, vivoir, 25 min. centre-ville par train, rén. '88, cuisine en stratifié, thermopane, plancher bois, fenêtres françaises, alarme, aspirateur central, 11840 DE TRACY 336-6249.
CENTRE-EST: Cottage 2 1/2 ans, 7x, salle à manger, 3cc., 1 1/2 b/bains, s/sol, garage, terrain, ext. 598-1280

101 Propriétés à vendre
MONT-ROLLAND, face à Ste-Adèle, const. '88, qualité sup., plein-pied, 84 pi. façade, vue spectaculaire sur Ste-Adèle et monts avoisinants, 3cc. s-pieds, saunas, 3 s/bains compl., 2 foyers, b/our, sauna, garage, grand patio, très ensoleillé, une visite s'impose. \$235.000. 1-229-4234, cell. 386-6979.
N.D.G. Triplex réaménagé en 2 log., rénovations exceptionnelles. Doit être vu \$329.000, nég., 481-8970.

122 Condos à vendre
A.C.D.N. Près métro à toutes commodités, 4x, 3790 Côte Ste-Catherine #14, 1.100 p.c. + garage int. \$89.000. Aussi: 4x, 4355 St-Kevin #12. 87.000. Visite libre dim., 14h à 16h30. Autre visite: 342-0500, 376-1401.
AHUNTSIC secteur André-Grasset, 2 niveaux, 2 chambres, garage, tout terrasse, \$117.000. 382-5847.
ANJOU 4x, 1200 pi. ca., stat. int. incl. neuf, ach. en juil. '89, laisserais à prix réduit ou financement à bas taux ou en location, par proprio. 593-5583 de 9h à 17h, de 9h30 à 9h30, 430-7176.

137 Maisons de campagne à louer
CANTONS DE L'EST, Knowlton. Maison entièrement rénovée, 8 pièces, 3cc., près pentes ski, \$1.200/mois, chaudi. incl. nov. - 1er mai. Jour: 879-1338. Fin sem.: 1-243-0578
MAISON CONFORTABLE: Site exceptionnel, à 1 heure de Mtl. (sous-location). 424-4588, après 17h.
SUR UNE FERME, 45 min. à l'ouest de Mtl., grande maison meublée, décor antique, site paisible, pour 6 mois, \$850/mois tout inclus. 514-784-3562.

160 App. et log. à louer
3x - U. de M. très propre, demi sous-sol, éclairé, poêle à bois, lav/séch., chauffé. \$340. 523-4123, 677-3425.
A AHUNTSIC, bas de duplex 4x, cour, stat., élect., entrée lav./séch., 727-3305, laisser message.
A BON PRIX, sect. nord, 4x, électrique, sortie lav./séch., plancher bois franc, trait. peint. 388-2504, 324-9282.

171 Hôtel à louer
WEST ISLAND
Condo 4x, tout fourni, disponible Style hôtel, 3 mois et plus. \$960/mois. M. Guy, 493-3570.
BAS DUPLICATION grand 5x, patio, cour, 3277 Desmarceaux, près bus, parc, élect. \$555. 722-2520.
ANJOU, grand 7x, 3 ch., 2 s/bains, 2 étages, foyer, garage. Libre 1er oct. \$960/mois. M. Guy, 493-3570.

259 Espaces commerciaux à louer
RUE SHERBROOKE
Partage bureau avec cie communications, 1.400 pi. ca., climatisé, 3 stationnements inclus, peut inclure: Tél. FAX, photocopieur et ameublement. 596-1440.
ST-DENIS: Sud de Métropolitain. Bas triplex, garage, stationnement 3 autos, complètement loué. \$1.100. Appeler 644-2595

259 Espaces commerciaux à louer
ESPACES À LOUER (VILLE-EMARD)
Disponibles pour bureaux, boutiques et magasins.
6373 à 6379, boul. Monk (près Jolicoeur)
2500 pi² au r.c. 2500 pi² au s.s.
Occupation novembre 1989
Pour renseignements 872-1555
Société d'habitation et de développement de Montréal

101 Propriétés à vendre
A ST-SAUVEUR parcours, cause: transfert. Superbe canadienne en montagne, 28 X 46, nov. '87, terr. 51.216 pi. ca. Par prop. 1-227-7291.

101 Propriétés à vendre
GRAND LAC BROMPTON
Maison de prestige, Terrain 84.400 pi. ca., 5 chambres, 4 1/2 s/b., 6 garages + boat house + pour hydratation et bateau, piscine creusée, foyer, énorme patio, façade lac 265 pi. Construction 3 ans. \$685.000. 1(819)823-2804.
JOLIETTE
Résolution d'avant-garde, cette maison luxueuse de brique blanche s'impose par l'originalité de ses angles, salon, cuisine, salle à manger à aire ouverte avec un foyer au centre de ces 3 pièces, voila une caractéristique de plus en plus recherchée. 755-3069

101 Propriétés à vendre
MAGNIFIQUE: Style Suisse, bord lac, près Rawdon. Planchers céramique, foyer, paysager. \$85.000. 834-4756 155.000. 674-0172

141 Maisons de campagne à vendre
Lac Memphremagog, Superbe cottage, 3cc., 2 s/b., foyer, s/s fini, vue panoramique sur le lac, terr. paysager de 14 de 30.000 p.c., 103 p. de façade sur eau, tout meublé à int./ext. prix évaluation professionnelle: 475 000 \$. Réduite: 425 000 \$. Aubaîne à ne pas manquer. Très beaux meubles de l'Estrie Ctr. Raymond St-Cyr: (819) 822-3205, (819) 589-7680

141 Maisons de campagne à vendre
Lac Memphremagog, Superbe cottage, 3cc., 2 s/b., foyer, s/s fini, vue panoramique sur le lac, terr. paysager de 14 de 30.000 p.c., 103 p. de façade sur eau, tout meublé à int./ext. prix évaluation professionnelle: 475 000 \$. Réduite: 425 000 \$. Aubaîne à ne pas manquer. Très beaux meubles de l'Estrie Ctr. Raymond St-Cyr: (819) 822-3205, (819) 589-7680

141 Maisons de campagne à vendre
Lac Memphremagog, Superbe cottage, 3cc., 2 s/b., foyer, s/s fini, vue panoramique sur le lac, terr. paysager de 14 de 30.000 p.c., 103 p. de façade sur eau, tout meublé à int./ext. prix évaluation professionnelle: 475 000 \$. Réduite: 425 000 \$. Aubaîne à ne pas manquer. Très beaux meubles de l'Estrie Ctr. Raymond St-Cyr: (819) 822-3205, (819) 589-7680

141 Maisons de campagne à vendre
Lac Memphremagog, Superbe cottage, 3cc., 2 s/b., foyer, s/s fini, vue panoramique sur le lac, terr. paysager de 14 de 30.000 p.c., 103 p. de façade sur eau, tout meublé à int./ext. prix évaluation professionnelle: 475 000 \$. Réduite: 425 000 \$. Aubaîne à ne pas manquer. Très beaux meubles de l'Estrie Ctr. Raymond St-Cyr: (819) 822-3205, (819) 589-7680

141 Maisons de campagne à vendre
Lac Memphremagog, Superbe cottage, 3cc., 2 s/b., foyer, s/s fini, vue panoramique sur le lac, terr. paysager de 14 de 30.000 p.c., 103 p. de façade sur eau, tout meublé à int./ext. prix évaluation professionnelle: 475 000 \$. Réduite: 425 000 \$. Aubaîne à ne pas manquer. Très beaux meubles de l'Estrie Ctr. Raymond St-Cyr: (819) 822-3205, (819) 589-7680

141 Maisons de campagne à vendre
Lac Memphremagog, Superbe cottage, 3cc., 2 s/b., foyer, s/s fini, vue panoramique sur le lac, terr. paysager de 14 de 30.000 p.c., 103 p. de façade sur eau, tout meublé à int./ext. prix évaluation professionnelle: 475 000 \$. Réduite: 425 000 \$. Aubaîne à ne pas manquer. Très beaux meubles de l'Estrie Ctr. Raymond St-Cyr: (819) 822-3205, (819) 589-7680

101 Propriétés à vendre
WESTMOUNT ADJ.
MANOIR HISTORIQUE EN PIERRE
Sur terrain très privé de 14,943 pi. ca. Boisées ouvrières authentiques, plâtre ornemental, chandeliers de cristal, salon 33 pi, salle à manger 20 pi., suite des maîtres 29 pi., bibliothèque exceptionnelle, solarium, piste de danse en ardoise, bar, cave à vin, garage double, patio, clôture ornemental. \$1,3 millions 489-9695 10-10-89

101 Propriétés à vendre
MAGNIFIQUE: Style Suisse, bord lac, près Rawdon. Planchers céramique, foyer, paysager. \$85.000. 834-4756 155.000. 674-0172

101 Propriétés à vendre
MAGNIFIQUE: Style Suisse, bord lac, près Rawdon. Planchers céramique, foyer, paysager. \$85.000. 834-4756 155.000. 674-0172

101 Propriétés à vendre
MAGNIFIQUE: Style Suisse, bord lac, près Rawdon. Planchers céramique, foyer, paysager. \$85.000. 834-4756 155.000. 674-0172

101 Propriétés à vendre
MAGNIFIQUE: Style Suisse, bord lac, près Rawdon. Planchers céramique, foyer, paysager. \$85.000. 834-4756 155.000. 674-0172

101 Propriétés à vendre
MAGNIFIQUE: Style Suisse, bord lac, près Rawdon. Planchers céramique, foyer, paysager. \$85.000. 834-4756 155.000. 674-0172

101 Propriétés à vendre
MAGNIFIQUE: Style Suisse, bord lac, près Rawdon. Planchers céramique, foyer, paysager. \$85.000. 834-4756 155.000. 674-0172

101 Propriétés à vendre
MAGNIFIQUE: Style Suisse, bord lac, près Rawdon. Planchers céramique, foyer, paysager. \$85.000. 834-4756 155.000. 674-0172

101 Propriétés à vendre
MAGNIFIQUE: Style Suisse, bord lac, près Rawdon. Planchers céramique, foyer, paysager. \$85.000. 834-4756 155.000. 674-0172

LES MOTS CROISES
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
Horizontalement
1 - Qui tient de la bête.
2 - Personne bavarde.
3 - Lac de l'Amérique du Nord.
4 - Terrain pour les courses de chevaux.
5 - Relative au raisin.
6 - Ce que doit faire un acteur.
7 - Argile rouge.
8 - Dit en criant.
9 - Argile rouge.
10 - Dit en criant.
11 - Seul.
12 - Fleuve de l'U.R.S.S.
13 - Voile à l'avant d'un navire.
14 - Éméché.
15 - Antimoine.
16 - Postérieur.
17 - Recopier.
18 - Saison.
19 - Terme de tennis.
20 - Orient.

105 Propriétés à louer
ORFORD Maison spacieuse, à deux pas de la station de ski. 4cc., foyer, Salon ou mois. Magog: 819-843-7672

145 Terres, fermes à vendre
BELLE TERRE EN CULTURE: de 72 arpents, avec possibilité éventuelle de développement. Sur la route 138, près Donnacona. 1-418-285-1394

149 Terrains à vendre
BORD DE L'EAU !!!
À 10 min. de St-Sauveur, très beau terrain en pointe de 50.000 pi. ca. avec arbres matures, plus de 2000 pieds de façade sur le lac avec bateau à moteur, très belle vue, très ensoleillé, \$50.000. Informations: Sylvain 1-224-7766, 984-7978.

149 Terrains à vendre
BORD DE L'EAU !!!
À 10 min. de St-Sauveur, très beau terrain en pointe de 50.000 pi. ca. avec arbres matures, plus de 2000 pieds de façade sur le lac avec bateau à moteur, très belle vue, très ensoleillé, \$50.000. Informations: Sylvain 1-224-7766, 984-7978.

105 Propriétés à louer
ORFORD Maison spacieuse, à deux pas de la station de ski. 4cc., foyer, Salon ou mois. Magog: 819-843-7672

105 Propriétés à louer
ORFORD Maison spacieuse, à deux pas de la station de ski. 4cc., foyer, Salon ou mois. Magog: 819-843-7672

105 Propriétés à louer
ORFORD Maison spacieuse, à deux pas de la station de ski. 4cc., foyer, Salon ou mois. Magog: 819-843-7672

105 Propriétés à louer
ORFORD Maison spacieuse, à deux pas de la station de ski. 4cc., foyer, Salon ou mois. Magog: 819-843-7672

105 Propriétés à louer
ORFORD Maison spacieuse, à deux pas de la station de ski. 4cc., foyer, Salon ou mois. Magog: 819-843-7672

105 Propriétés à louer
ORFORD Maison spacieuse, à deux pas de la station de ski. 4cc., foyer, Salon ou mois. Magog: 819-843-7672

105 Propriétés à louer
ORFORD Maison spacieuse, à deux pas de la station de ski. 4cc., foyer, Salon ou mois. Magog: 819-843-7672

105 Propriétés à louer
ORFORD Maison spacieuse, à deux pas de la station de ski. 4cc., foyer, Salon ou mois. Magog: 819-843-7672

105 Propriétés à louer
ORFORD Maison spacieuse, à deux pas de la station de ski. 4cc., foyer, Salon ou mois. Magog: 819-843-7672

105 Propriétés à louer
ORFORD Maison spacieuse, à deux pas de la station de ski. 4cc., foyer, Salon ou mois. Magog: 819-843-7672

LA METEO
Accu-Weather® prédictions météorologiques jusqu'à midi, le 7 octobre y compris les hautes et basses températures pour les villes.
Probabilité de précipitations: 60%. Demain: nuageux avec éclaircies et possibilité d'averses.
Trois-Rivières, Drummondville, Québec, Estrie, Beauport: nuageux avec quelques averses. Max.: 11. Probabilité de précipitations: 60%. Demain: nuageux avec éclaircies et possibilité d'averses.
Lac St-Jean, Saguenay, La Tuque, réserve faunique des Laurentides: nuageux avec quelques averses de pluie ou de neige fondante. Max.: 6. Vents modérés par moments. Probabilité de précipitations: 60%. Demain: nuageux avec éclaircies et averses dispersées de pluie ou de neige fondante.
Charlevoix, Rivière-du-Loup, Rimouski, Matapédia: nuageux avec un peu de pluie ou de brume. Brumex. Max.: 10. Probabilité de précipitations: 70%. Demain: nuageux avec éclaircies et possibilité d'averses.
St-Etienne-de-Monts, parc de la Gaspésie, Gaspé, parc Forillon: pluie ou brume passagère. Brumex. Max.: 11. Probabilité de précipitations: 90%. Demain: nuageux avec possibilité d'averses.
Baie-Comeau: pluie ou brume passagère. Brumex par endroits. Max.: 8. Probabilité de précipitations: 90%. Demain: nuageux avec quelques averses.
Sept-Îles: pluie ou brume passagère. Brumex. Max.: 8. Probabilité de précipitations: 90% pour cent. Demain: nuageux avec quelques averses.
Basse-Côte-Nord, Anticosti, secteur de Natashquan et à l'ouest: pluie ou brume passagère. Brumex par endroits. Max.: 8. Probabilité de précipitations: 90%. Demain: nuageux avec quelques averses.
Secteur à l'est de Natashquan: pluie ou brume passagère débutant en matinée. Max.: 8. Probabilité de précipitations: 90%. Demain: nuageux avec quelques averses.
Ottawa, Hull, Cornwall: nuageux avec quelques averses en matinée. Des éclaircies en après-midi. Max.: 9.

LES ANNONCES CLASSEES 286-1200

268 Espaces industriels à louer
LOCAUX entre 1.000 et 4.000 pi. ca. A Rosemont, sur Masson coin Des Érables. Selon loyer idéal concepteurs, designers, créateurs, P.M.E. 525-2275.

MTL-EST, coin Ontario-Viau, 7.500 pi. ca., incluant bureau, chauffage électrique, taxes municipales, taxes scolaires et denier, libre Raymond 259-3771.

269 Propriétés commerciales
PARC INDUSTRIEL de Mascouche, 15 min. de MTL, 10 min. de Laval. Nouvelle construction, 20.000 pi. ca., sur terrain de 56.000 pi. ca., incluant bureaux, 3 portes 14 X 14 niveau sol et 3 quais de déchargement. Hauteur libre 18½ pi., possibilité de subdiviser. Appelez Maçon 629-3523.

TERREBONNE, 1650 ch. Gascon, bâtisse commerciale neuve, entièrement climatisée, 7.500 pi. ca., terrain 25.000 pi. ca., sur rue très achalandée, revenu garanti, parfait investissement. G. Lemay, 621-6909.

269 Propriétés commerciales
À VENDRE
 Immeuble à vocation industrielle de 11 000 pi. ca., électricité 550, terrain environ 30 000 pi. ca., à 15 km. de Joliette.
 Pour information: Claude Lépine (514) 839-7211

270 Terrains commerciaux
STE-JULIE 53.000 pi. ca., commercial. Paul Lavoie. Re/Max immobilière cr. 386-8341.

275 Locaux à louer
275 EST ST-ZOTIQUE entre St-Denis/St-Laurent env. 1300 pi. ca., 271-6654

BUREAU/MAGASIN 750 p.c. + sous-sol, petit centre d'achats. 8021 Blaise pascal, R.D.P. 643-1303, 321-1887.

TERREBONNE, bureau + local commercial neufs, climatisés, tapis, 2.100 pi. ca., sur rue très achalandée, \$12.200/m. G. Lemay, 621-6909.

VERDUN 741 DE L'ÉGLISE 1.500 pi. ca., plusieurs autres possibilités, faut voir! Libre imm. 761-7357.

275 Locaux à louer
LANGELIER/JARRY \$11/pi. ca. + dépenses d'opération. À sous-locer: bureau 3369 pi. ca., dans immeuble moderne. Services complets, grand stationnement gratuit. Ascenseur. Accès métropolitain facile. Mobilier disponible.
328-2722, poste 14

275 Locaux à louer
MAGASIN À LOUER
 • 2.200 pi. ca.
 • \$40. négociable, frais inclus
 • Coin Simpson et Sherbrooke Ouest
M. SANTINI
514-931-2313

283 Commerces à vendre
ÉCOLE DE CONDUITE
 Appelez Maria 272-1296

A PARENT - RESTAURANT: 54 places, club vidéo, des souvenirs, loto-Québec. Cause fatigante. Bon chiffre d'affaires. Inf. Denise, 819-667-2305. Intéressé seulement.

RESTAURANT fine cuisine italienne, bien situé, bonne clientèle, prix \$120.000, financement disponible. Rocco 383-4659

283 Commerces à vendre
RESTAURANT
 Réputé et fréquenté, au coeur de la zone de villégiature de la rivière Rideau. Quatre-saisons propriétaire se retire. 130 sièges plus patio 20 sièges. Vente \$900.000. Prix \$825.000, incluant terrain, bâtiment et équipement. Intéressera les investisseurs de \$300.000 minimum. Excellent potentiel de croissance. Particuliers seulement. S.V.P. John: (613) 267-3372.

283 Commerces à vendre
BASSES LAURENTIDES RESTAURANT
 CONCEPT TRÈS ORIGINAL. Location stratégique, restauration rapide, de qualité, décoration professionnelle, potentiel excellent, chiffre d'affaires prévu 1989 \$400.000. Jean-Pierre Paradis, System-A, 1-514-562-7966, soir: 1-514-533-6162.

BELLE BOUTIQUE de mode féminine, NOUVEAU ST-DENIS, très bien établie, cause départ pour l'étranger. Communiquez entre 10h et 18h, du lundi au samedi, au 845-5338.

BOUTIQUE À ST-SAUVEUR Village, avec clientèle établie, vêtements de marques renommées pour hommes et femmes, cause Déménagement (1) 227-2494, 227-2346.

DÉPANNEUR avec maison, au bord de l'eau, Banlieue ouest de Montréal. Chiffre d'affaires \$500.000. 453-0472.

DÉPANNEUR à Laval, bien situé, chiffre d'affaires: \$400.000/an. Plus val-deuse. \$75.000. 669-7847.

FLEURISTE
 Duvernay-Laval, très bonne affaire. Doit vendre. 662-3993.

MAGASIN d'alimentation naturelle, département d'eau et refroidisseur. Bon chiffre d'affaires. Très bien situé dans centre commercial.
515-3704.

SUPER AUBAINE À VENDRE
 Hôtel au Fil de l'Eau, 12 unités de motel, restaurant, bar, plage privées, région St-Gabriel de Brandon.
 514-884-5748

351 Ameublements
A VENDRE: FAUTEUIL, DIVAN
 Entrée 19h et 19h.
 733-9877

AVIS AUX CONSOMMATEURS
 Meubles de manufacture à prix de gros. 351-7078. A. Tessier L.M.E.

365 Equip. de commerce
EQUIPEMENT DE TAILLEUR À VENDRE
 272-1877

375 Instruments de musique
PIANO DROIT 48 pouces, Young Shang, noyer, état neuf, \$2.900. 289-3600, 653-0948.

PIANO DROIT WILLIAMS: Modèle ancien, en très bonne condition. \$850, négociable. 271-9676

PIANO DROIT Wurlitzer. Bonne condition. Prix à discuter. 521-6877.

PIANO KAWAI 43", modèle CE-10N, acajou lustré, \$3.995, 323-0335. *****

PIANOS HEINTZMAN NEUF
 Prix réguliers \$6.250. Pour seulement \$3.800.
 Pianos neufs Heintzman Prix réguliers \$5.400. Pour seulement \$2.900.
 Spécial jusqu'au 11 octobre
AMANTY MUSIC, 311 BEAUBIEN-EST 274-5413

385 Lingerie, Fourures
MANTEAU DE FOURRURE
 % castor long poil, 10 ans. 526-1744

390 Livres
LAROUSSE HISTOIRE UNIVERSELLE de l'art, ed. 1990, 10 vols, aussi encyc. et dict. 695-6688.

391 Antiquités
MARCHÉ AUX PUCES
STE-GENEVIÈVE. Intérieur et extérieur. Ouvert tous les dimanches de 9h à 17h. Plus de 60 vendeurs de bijoux, antiquités, meubles, bibelots... de tout!
 15674 boul. Gouin Ouest, Pierrefonds. 629-1890, 626-4436.

391 Antiquités
ACHAT à prix élevé. Acheteurs gravures, tableaux anciens, bijoux or, argent, tapis, laques, statues bronze et marbre. Successions complètes. Antiquités Guy 2325, Guy, 835-3600.

395 Oeuvres d'art
ACHÈTE AUJOURD'HUI: Oeuvres d'art. Tableaux, gravures, bronzes, statuts, ivoire, verre, porcelaine, meubles antiques et règlements de succession. Rapide et discret. Service de 24 heures assuré. V.G.C. INC. 735-4286.

397 Animaux
MANÈGE INTÉRIEUR/EXTÉRIEUR
 Pension pour chevaux. Service personnel. Ecurie neuve, club house. Sortie 39 de l'autoroute 15. 1-514-436-2089

UN AMI
 Caniche, Schnauzer, Basset hound, Chow-Chow, Berger allemand, Scotties, Huski sybérien, Bichon trisé, Lhasa Apso. Chats persans.
CENTRE D'ANIMAUX NATURE
 353-7611, 7500 Hallés d'Anjou

399 Divers
TAPIS
 Au prix du manufacturier. 4 magasins pour vous servir. Grand Montréal, Laval, St-Bruno.
 Demandez Jean-Paul: 597-2226, 521-1050
TAPIS PREMIER CHOIX

407 Offres d'emploi
ASS. CULTURELLE à la recherche de 4 pers éligibles à l'art. 25 ou 38. 4 postes offerts: Agent(e) de communications, adjoint(e) administratif, graphiste, secrétaire. Salaire \$500/sem. Si intéressé faire parvenir à AGACM, 1435 Bleury, #806, MtL, H3A 2H7.

407 Offres d'emploi
UNE CARRIÈRE dans la vente. On vous offre entraînement professionnel. Vente par rendez-vous. La représentation d'une prestigieuse compagnie. Pas d'exp. néc. Si + de \$700/sem. vous paraît raisonnable alors tél. pour interview à: Mme Kramer: 744-4878.

407 Offres d'emploi
VOUS AIMEZ LES ENFANTS? Sommes à la recherche de Pères Noël, animateurs, pour les mois de nov. et déc. Régions de Rosemère, Duvernay, Rockland, Longueuil et Bécoté. S.V.P. contactez le 499-0146.

451 Postes cadres, et professionnels
COMPTABLES
 Offres d'emplois exceptionnelles
 Si vous êtes à la recherche d'une position exceptionnelle dans le secteur public ou corporatif, nous pouvons vous aider. Etude des dossiers confidentiels.
 Faire parvenir C.V. à: **GULMAN ET ASSOCIÉS**
 1538 Sherbrooke ouest, suite 203
 Montréal, Qc, H3G 1L5
 Tél: 934-4879

407 Offres d'emploi
LE DEVOIR postes disponibles
TÉLÉMARKETING
 Plusieurs postes en télémarketing sont présentement disponibles, de jour et de soir, à temps plein ou partiel. Nous offrons d'excellentes conditions de travail et assurons votre formation.
HORAIRES VARIABLES
 De jour ou de soir
 Exigences: Facilité d'expression, bonne diction, bilinguisme.
 Communiquez avec **Marie-Claude Gaudet** au 844-7531 entre 9h00 et 17h00

407 Offres d'emploi
391 Antiquités
MARCHÉ AUX PUCES
STE-GENEVIÈVE. Intérieur et extérieur. Ouvert tous les dimanches de 9h à 17h. Plus de 60 vendeurs de bijoux, antiquités, meubles, bibelots... de tout!
 15674 boul. Gouin Ouest, Pierrefonds. 629-1890, 626-4436.

407 Offres d'emploi
407 Offres d'emploi
SECRETÉAIRE
 La Fédération de associations de professeurs des universités du Québec est à la recherche d'une personne dynamique, flexible, responsable et autonome.
FONCTIONS:
 • Voir à la préparation et au suivi de certaines réunions.
 • assister aux réunions et rédiger les procès-verbaux dans les délais
 • collaborer aux autres activités du secrétariat
QUALIFICATIONS:
 • expérience minimale de 7 ans en secrétariat
 • technique d'écriture rapide
 • excellente maîtrise du Word Perfect
 • bilinguisme un atout
TRAITEMENT: selon la convention collective en vigueur.
 Veuillez faire parvenir votre C.V. avant le 16 octobre 1989 à **J. Trudeau, C.P. 956, Succ. Place du Parc, MtL H2W 2N1.**

467 Hospitalier, santé, médical
MAISON-PENSION PERSONNES AGÉES
 Autonomes et semi-autonomes, à Deux-Montagnes, atmosphère chaleureuse, syst. d'appel, service remarquable, endroit très agréable. 472-5227, après 8h: 472-1330.

471 Personnel de bureau
SECRETÉAIRE SERVICE AUX AGENTS
 • Bonne maîtrise du français et de l'anglais
 • Aptitude pour suivre un programme de formation en assurance-vie.
 • Capacité d'organisation et initiative.
 • Expérience pertinente s'avère un atout.
GRUPE LA MUTUELLE VILLE ST-LAURENT
748-6796

510 Cours
ETUDIANTE FINISSANTE: Éducation. Diagnostic des difficultés d'apprentissage. Math - Franc. et offre cours de rééducation. 281-8236, soir.

ANGLAIS COURS PRIVÉS, professeur diplômé, immersion, \$45 pour 2 heures. 481-9474.

ANGLAIS
 POUR CEUX QUI VEULENT PRATIQUER LA LANGUE INTERNATIONALE DES AFFAIRES. PETIT GROUPE. MIDI OU SOIR. DES SEPT. ANIMATEUR AMÉRICAIN. 596-1819.

CONVERSATION anglaise. Cours individuels ou petits groupes, conçus pour francophones. Jacques Leroux: 844-3700.

510 Cours
COURS DE PIANO
 Adultes et enfants
 Diplômes reconnus M.E.
 Enfants 4-6 ans.
 Privé ou semi-privé
 Méthode dynamique
 Formation musicale complète
 Professeur expérimenté
387-4490

COURS DE RADIO
 Animation - Pub - Info - Diction Narration - Demo - Mise en onde. C.F.T.R. - 843-4321

COURS DE VIOLON, par professionnel expérimenté. Enfants, adultes. Prix raisonnables. 484-8118.

FRANCAIS-PHYSIQUE-MATHS
 Cours à tous les niveaux. Professeur qualifié. 277-2990.

PROFESSEUR diplômé donnerait des cours en espagnol, écrits, soit par tél. 527-3590.

551 Déménagement
A BAS PRIX! Appelez PIERRE. Déménagement en tous genres. Estimation gratuite. 937-9491.

GILLES JOUIN TRANSPORT INC
 Déménagement de tous genres, spécialité: appareils électriques. Assurance complète. 253-4374.

559 Entretien, réparations, rénovations
RÉPARATIONS DE CHEMINÉE
 Pose + rejointement, brique, pierre, estimation 24h. 325-6973.

567 Lavage, nettoyage
SERVICE D'ENTRETIEN MALO ENR
 Lavage de vitres (hauteur), murs, tapis, peinture, démolition. Net. général, comm. /rés. 20 ans d'exp. 447-0675.

575 Garderies, gardiennes
AVONS BESOIN éducatrices diplômées en garderie ou équivalence, au moins 6 mois d'expérience. Envoyez C.V. au 6950 Ronsard, Anjou, H1J 1Y5, 355-4777.

FINLANDAISE: 18 ans, cherche travail pour apprendre le français. Dans la famille et prendrais soin enfants. 1-517-653-2598

GARDERIE en milieu familial (ateliers éducatifs). Groupe de 5 enfants, 3-5ans. 256-1901.

577 Astrologie, ésotérisme
ANALYSE PERSONNELLE
 Médium: cartes et tarots.
 Louise: 933-9790.

578 Santé
LABORATOIRE dentaire cherche technicien avec expérience en couronnes et ponts. POSSIBILITE D'ASSOCIATION. 728-5352.

578 Santé
MASSOTHÉRAPIE, chinois, européen, douleur, relaxation, sportif. 3 Ave. Cornwall, V.M.R. 738-7917.

MAUX DE DOS?
 Alignement postural, respiration. Claire Tréncia: 526-1681

ODOSSÉE 1001 ENR. Agence de placement en soins infirmiers. Besoin urgent de 100 infirmier(ère)s avec expérience en soins intensifs pour hôpitaux et centres d'accueil. 477-5703, de 9h à 21h, 7 jours/7.

PROGRAMME DE NUTRITION ÉQUILIBRÉ
KILOS EN TROP? ÉNERGIE EN MOINS? FATIGUE DE SURMONTER?
 Aimeriez-vous changer votre apparence physique ainsi que votre poids et avoir quand même de l'énergie? Appelez-moi, je vous donnerai tous les détails et vous raconterai mes aventures personnelles de succès. Stéphane Massé, 388-5446.

588 Tenue de livre déclaration d'impôt
COMPTABILITÉ INFORMATISÉE Tenue de livres, service de payé, états financiers et travail général de bureau, cueillette et livraison si désiré. Références sur demande. Contactez: Suzanne 656-3717.

INFORMATISEZ votre comptabilité système complet incluant ordinateur, logiciels, formation, procédure. \$2.200 + 324-7231.

589 Traitement de texte
 *** ÉTUDIANTS ***
 Traitement de texte.
 Petits tarifs. 287-5659

TRAITEMENT DE TEXTES transcription, correction, C.V. Tarifs spéciaux aux étudiants. 622-4125.

590 Préparation de curriculum vitae
PAR UN PROFESSIONNEL
 - Informatique Olivetti
 Métro Laurier. 843-7189

591 Occasions d'affaires
AVONS CLIENTS pour investissement garanti. Rendement annuel jusqu'à 20%. 875-5625.

INVESTISSEMENT
 Réseau machines distributrices déjà établi. Région Québec, Montréal, Trois-Rivières. Autres territoires disponibles. Mise de fonds nécessaire entre \$20.000 et \$30.000. Possibilité de financement. Soir (418) 849-8148. Jour: (514) 844-0823. Fresh N'V.P. de Mandé Jean.

PARTENAIRES DANS IMMEUBLES À REVENUS
 Bien situé, gens très intéressés, offre bonne gestion, moins de 1% de vacance.
 Info. M. Roy 443-3636

591 Occasions d'affaires
NOUVEAU S-EAUS
 Eau embouteillée. Marché illimité. Nous avons inventé un "kit" pour que vos clients fabriquent eux-mêmes leur eau embouteillée à un coût aussi bas que 2¢ le gallon. Les clients potentiels sont ceux qui achètent déjà de l'eau embouteillée. Soyez les premiers à distribuer cette invention sans précédent. Profits à niveaux multiples jusqu'à 62%. Pour distributeur sérieux seulement. Investissement sûr et très raisonnable. Pour envoi seulement, contactez, entre 9h et 17h, du lundi au vendredi, M. Parizé, directeur du marketing au: 956-0710.

695 Automob. à vendre
AUDI 90, 89: 25.000km. 31 mois de garantie. \$26.000. 393-1383 - 465-0899

BMW 320i 1978, aut., 105.000 km, freins, suspension, silencieux neufs, toit ouvrant, \$3.800. 667-2685.

695 Automob. à vendre
RELAXE EN PORSCHE TURBO 86
 (22.000 km)
VALEUR À NEUF
 125.000.00 \$
 621-8496
VENTE RAPIDE

695 Automob. à vendre
AUDI 88, turbo, Quattro, 22.000 km, carte Audi janvier 91, 5 vit. Exotique et très rapide! 497-6795 de 9h à 17h.

695 Automob. à vendre
695 Automob. à vendre
695 Automob. à vendre

695 Automob. à vendre
695 Automob. à vendre
695 Automob. à vendre

695 Automob. à vendre
695 Automob. à vendre
695 Automob. à vendre

695 Automob. à vendre
695 Automob. à vendre
695 Automob. à vendre

695 Automob. à vendre
695 Automob. à vendre
695 Automob. à vendre

695 Automob. à vendre
JETTA CARAT '86, gris foncé, 76.000 km, air, siège chauffant, toit ouvrant, vitre élect., 4 pneus d'hiver neufs, cruse, prix \$10.900. 933-7650

695 Automob. à vendre
MERCEDES BENTZ 3000 '77, couleur bleu-ver, 220.000 km
 819-357-7622

695 Automob. à vendre
OLDS Sierra, 83, très propre, air climatisé, radio cassette stéréo, tout équipé. Prix négociable. 388-5050.

PONTIAC TEMPEST LE '89, blanche, tout équipée, garantie complète, \$14.900. 659-2065.

RENAULT MÉDAILLON '88, 5 vit., 21.000 km, très bon état, prix à discuter. 342-0410.

TOYOTA SUPRA '85, aut., 63.000 km, tout équipée, excellente condition, 482-7911 ou 486-3955.

TRIUMPH TR6 '74, blanche, excel. mécanique. Venez voir! Faites votre offre! 625-0348 ou 435-3924.

VOLVO 740 Station, turbo, 1987, 101.000 km. \$19.500. 665-0870.

REMERCIEMENTS
 Elisabeth Bigras, Daniel Bigras et Jean-François Bigras remercient tous les parents, amis et collègues qui leurs ont témoigné sympathie et affection à l'occasion du décès de Julien Bigras, le 13 juin 1989.

M. Maurice Cardinal
 Est décédé à Chicoutimi le 5 octobre 89 à l'âge de 62 ans et 10 mois. M. Maurice Cardinal époux de dame Irène Lamarche demeurant au 583 Pèrre Lacasse, Chicoutimi. La dépouille mortelle est exposée au salon Aubin 273 Ave du Séminaire jusqu'à 22.00 heures samedi le 7 octobre et à la résidence funéraire Alfred Dallaire 5805 rue Boileau Montréal à compter de dimanche, les funérailles auront lieu lundi 14.00 en l'église Notre-Dame des Victoires et l'inhumation au cimetière de la Côte des Neiges.

Il laisse dans le deuil ses enfants: Christiane (Philippe Guillois), Jacques (Marlene Gagnon), Ses frères et sœurs: Feu Gérard (Paulette Furon), Marcel (Rita Clermont), Roland, Fleurette (Louis Beaudoin), Yvon (Suzanne Synott). Ses beaux frères et belles sœurs: Lucien Lamarche (Marcel Fournier), Anita Lamarche (Fernando Bélanger), Aline Lamarche (Guy Laflamme), ainsi que 3 petits enfants: Michel, Augustin, Raphaële.

M. Cardinal a consacré 40 ans de sa vie à l'hôpital de Chicoutimi donc près de 20 ans à titre de Directeur Général, il assure la présidence de l'Association des hôpitaux du Québec 1976-1980. Il recevait en 1988 le prix du conseil des hôpitaux de Montréal pour sa contribution apportée au réseau Québécois de la santé.

Vu l'implication de M. Cardinal pour l'hôpital de Chicoutimi faire parvenir vos dons à la fondation de l'hôpital de Chicoutimi. Direction funéraire Maison Aubin

EXPRIMEZ VOS CONDOLÉANCES PAR UN DON AUX OEUVRES DU CARDINAL LÉGER.
 Vous aiderez aussi les plus pauvres de la terre.
 Envoyez votre don directement au Cardinal ou utilisez les cartes disponibles dans les maisons funéraires.
 Nous enverrons à la famille éplorée votre message de sympathie.

Fondation Jules et Paul-Émile Léger
 130, ave de l'Épée
 Outremont H2V 3T2

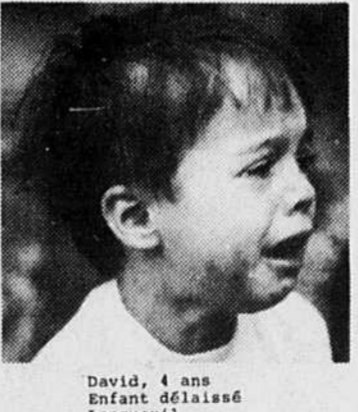
AVEZ-VOUS 2 MINUTES?
C'EST LE TEMPS QUE CELA PREND POUR FAIRE PARAÎTRE UNE ANNONCE DANS LES ANNONCES CLASSÉES DU DEVOIR

286-1200

Cette femme travaille pour Centraide. Voici ses patrons.



Clémence, 40 ans
Bénévole
Pointe-aux-Trembles



David, 4 ans
Enfant délaissé
Longueuil



Shelagh, 22 ans
Trisomie 21
Beaconsfield



Alice, 82 ans
Abandonnée
Est de l'île



Joanne, 43 ans
Femme battue
Ville Mont-Royal



Centraide

Donnez. Il n'y a pas d'autre façon d'agir.

Pour donner un sens au 350e

Refaire une ville et en rassembler les communautés

CHAT ÉCHAUDÉ craint l'eau froide. Prudent comme un éléphant, le maire Jean Doré a tenu à annoncer les couleurs avant même de songer au contenu des fêtes qui souligneront le 350^e anniversaire de la fondation de Montréal. Des fêtes modestes ? Un euphémisme pour chasser le serait-ce que l'évocation des projets que suscitait l'imaginaire légendaire de l'ancien maire. On reviendra en temps et lieu sur les comptes de boutique, sur les budgets et devis.

À deux ans de cet anniversaire, c'est l'objectif, c'est le sens de cette entreprise qui doit retenir l'attention avant toute autre considération. Économiser les sous ? D'accord. Mais avant tout imaginer des formes, des projets où Montréal deviendra synonyme de rassemblement harmonieux de l'actuelle mosaïque éclatée.

1992 sera l'année d'une foule d'anniversaires. Au moment où l'Amérique rappellera sa découverte par Colomb, l'Europe mettra en place les structures qui projettent le Vieux continent dans un nouveau millénaire. À Montréal, une ville et une population commémoreront d'abord l'arrivée de Sieur de Maisonneuve. Mais ces fêtes devraient, à l'image de ce qui se déroulera de l'autre côté de l'Atlantique, servir de moteur à la relance d'une ville qui, hier encore, avait droit au titre de métropole.

Il serait trop facile de reprendre les refrains sur le déclin de Montréal en regard de Toronto et de plusieurs autres villes du continent. Il est impérieux de mettre l'épaule à la roue avec intelligence, espoir et détermination. Au lieu de fêter pour fêter, avec les risques de maux de tête et de lendemains stériles qu'on peut imaginer, cette halte dans le temps devrait viser des objectifs prioritaires : achever de dessiner un tissu urbain en mal d'harmonie, et re-souder des communautés qui hésitent à partager un même avenir.

À l'opposé de certaines villes de la côte est, comme Portland, ou de la côte ouest, comme Seattle, Montréal n'a plus de centre qui symbolise et concrétise tout à la fois un passé et un art de vivre contemporain. Le Vieux-Montréal demeure un projet inachevé. L'aménagement du Vieux Port continue de traîner en longueur. En un mot, le cœur historique de Montréal n'est même pas le chantier qui permettrait espoirs et ambitions. Montréal accuse un retard désolant en regard d'autres villes qui ont entrepris et, dans certains cas, réussi, la revitalisation de leurs quartiers his-

toriques.

Il faut cesser de se gargariser de mots et de projets. Le retard est là, qui se creuse de mois en mois. Des projets d'aménagement, des schémas, des esquisses, les bureaux et officines en ont accumulé de quoi garnir un éventuel musée des rêves ratés. Des fonds ont déjà été dégagés par les gouvernements, mais on se contente de voir l'inflation gruger inexorablement la valeur de ces sommes. Et on continue d'imaginer concours, appels d'offres plus ou moins emberlificotés et autres inventions du genre.

À moins que de vouloir s'enfoncer dans la banalité, il est temps de se retrousser les manches, de trancher dans le vif et de redonner vie et sens à ce quartier rétréci à une seule vocation folklorique et touristique.

Mais Montréal est aussi une ville qui, autour d'une souche francophone, a vu se greffer au fil des ans une kyrielle de communautés ethniques. L'histoire de Montréal, c'est aussi la chronique des arrivées de ces groupes d'immigrants qui écrivaient, à leur façon, des pages d'histoire très largement européenne. On vient à peine de redécouvrir, aux portes de la métropole, les vieilles communautés amérindiennes. Les perspectives s'élargissent depuis un quart de siècle, mais le sens de l'entreprise n'a guère changé. Surtout, ces communautés n'ont pas encore imaginé le pacte qui lierait leur destin à un projet commun.

Montréal s'est structurée sur des rêves et des drames : c'est le trait commun à tous ceux qui ont débarqué sur les rives de l'île, compagnons de Maisonneuve, soldats de régiments de France ou d'Angleterre, paysans d'Irlande ou Juifs d'Europe centrale, Italiens, Espagnols... Il faut imaginer des initiatives où tous ces Montréalais pourront redécouvrir le poids et la signification de ces apports respectifs. L'Histoire favorise ce type de célébrations. L'Histoire doit rapprocher ces « communautés » qui n'ont pas encore réussi à vraiment mettre en commun apports et héritages.

Célébrer trois siècles et demi d'histoire, la démarche ferait sourire en Europe. Ici, elle s'assimile à une chance importante, mais rare. C'est l'occasion de relancer un projet de vouloir vivre collectif. C'est le moment de redonner à Montréal un cœur sans quoi la notion de ville est chimère.

— PAUL-ANDRÉ COMEAU

Le Nobel de la paix au Dalai-lama

Le chef tibétain montre à l'humanité la voie du respect mutuel

EN DONNANT cette année au Dalai-lama le prix Nobel de la paix, le comité suédois n'a pas seulement souligné la philosophie non-violente du chef bouddhiste en exil. Il a aussi appuyé ses efforts en faveur d'un règlement pacifique des conflits.

Pékin, mécontent de la décision, devra compter avec l'autorité accrue ainsi donnée au chef tibétain. Le dalai-lama, inquiet pour son peuple durement brimé par l'armée et menacé par l'immigration chinoise, a proposé une solution qui n'a pas été agréée, mais qui reste valable.

Le Dalai-lama ne demande plus l'indépendance complète du Tibet ni le départ des Chinois, mais le respect des droits de son peuple, dans une association où la Chine conserverait la haute main en matière de politique étrangère et de défense. Il renoncera à son rôle politique, laissant un régime démocratique prendre la place d'une tradition théocratique.

Malheureusement, la démocratie n'a pas grand faveur ces temps-ci à Pékin !

Le malheur des Tibétains et d'autres minorités en Chine, ce n'est pas seulement qu'ils soient relativement peu nombreux, mais qu'ils vivent aux confins de l'ancien empire, où ils sont vus comme une menace potentielle à l'intégrité de la Chine.

Depuis l'annexion du Tibet, la Chine a certes modernisé la région, mais elle a aussi entrepris de l'intégrer de force, aux dépens de la culture et des valeurs tibétaines. Après des destructions irrépa-

rables, Pékin a modéré cette politique, mais n'en a pas changé l'orientation.

Le gouvernement chinois est ulcéré par la réprobation dont il est l'objet dans le monde depuis le massacre de la place Tiananmen. Mais dans le cas du Tibet, il ne saurait plus invoquer le péril que représenteraient aux frontières ses puissants voisins, l'Inde et l'Union soviétique, aussi aux prises avec des problèmes de minorités.

La compassion à l'endroit des individus et des cultures et le règlement des problèmes par la négociation — valeurs qui ont mérité à Tenzin Gyatso, 14^e « roi divin » mais d'abord « simple moine », la reconnaissance internationale — gardent toute leur actualité. Mais Pékin en est loin.

Ces vieux communistes restent de l'école de la violence, celle qu'ils ont subie, et celle qui les a menés au pouvoir. Ils viennent d'en user contre leurs propres enfants à la manière de cruels envahisseurs. Le dalai-lama craint avec raison une révolte de la jeunesse tibétaine, qui risquerait un sanglant écrasement.

On ne saurait mieux illustrer le lien entre la démocratie et le respect des cultures minoritaires. Mais Pékin n'est pas le seul régime à l'autoritarisme brutal et au nationalisme étroit. Le Dalai-lama montre à toute l'humanité la voie du respect mutuel.

— JEAN-CLAUDE LECLERC

La serinette des urgentologues

Les vrais besoins sont en amont du trauma

UN GROUPE de médecins, affublés du titre d'urgentologues, lançaient cette semaine un « cri d'alarme » : un millier de Québécois mourraient chaque année faute d'équipements adéquats dans les hôpitaux de la province.

La rengaine est un peu usée.

Les urgentologues tentent depuis quelques années, mais sans succès jusqu'ici, de se faire reconnaître comme « spécialistes » par la Corporation professionnelle des médecins du Québec. Ils ajoutent leurs noms à la liste déjà longue des professionnels de la santé qui multiplient les démarches pour obtenir des ressources additionnelles et s'efforcent de mobiliser l'opinion en répétant le même slogan : des gens vont mourir...

Ainsi va le système. L'argent est à Québec, d'où proviennent plus de quatre dollars sur les cinq que la population consacre aux soins de santé. Chacun tente d'arracher sa part. C'est la foire d'empoigne entre les réseaux, les établissements, les diverses professions — traditionnelles ou en émergence — sans oublier les syndicats d'employés qui, tous les trois ans, viennent frapper au guichet.

Il n'y a rien là d'antidémocratique à l'intérieur d'un régime socialisé de soins de santé où la détermination des priorités et la répartition des fonds ont été confiées à la décision politique. Mais il ne faut tout de même pas pousser grand-maman dans les orties...

Des gens vont mourir ! Bien sûr. Les statistiques ont enregistré 46,892 décès au Québec, soit un taux de 7,2 par 1,000 habitants. Certes la longévité s'accroît, mais toute vie a ses limites.

Dans la poursuite des objectifs du système de santé, les urgentologues ont un rôle aussi indéniable que limité.

Plutôt qu'à des interventions *in extremis*, les progrès réalisés jusqu'ici sont attribuables à la mise en oeuvre de moyens visant les causes mêmes des maladies, souvent à l'aide de techniques peu coûteuses. La vaccination contre les maladies

infectieuses est l'exemple le plus souvent cité à cet égard.

Il arrive cependant que, même si les interventions préventives ont des effets très positifs à moyen terme sur l'état de santé de la population, leur caractère peu spectaculaire rend particulièrement frustrante la tâche de ceux qui s'en font les promoteurs lorsque sonne l'hallali sur les budgets du ministère.

On connaît le nombre des décès et l'on sait quelles en sont les causes principales. Ce sont, dans cet ordre : les maladies cardio-vasculaires (43%), le cancer (14%), les maladies respiratoires (8,1%) et les accidents (9,4%) chez les hommes, 5,1% chez les femmes.

Il tombe sous le sens que l'urgentologie n'intervient que dans un nombre extrêmement limité de cas et que c'est bien en amont de son entrée en scène que le système de santé, ou même de services de santé, peut être le plus efficace — par des moyens aussi simples que l'alimentation et les habitudes de vie, la lutte contre le tabac, l'alcool et autres toxicomanies, l'assainissement de l'environnement et la sécurité en milieu de travail.

Quant aux accidents de toute nature, il serait vain de faire porter tout l'effort sur la seule réduction du temps de transport de l'accidenté à l'hôpital. Qu'en serait-il du cultivateur isolé renversé par son tracteur ? On sauverait plus de vies humaines (puisque c'est bien de cela qu'il s'agit) en encourageant, par exemple, la formation de groupes de secouristes capables d'intervenir rapidement en milieu éloigné des établissements, qu'en misant sur des ressources plus spécialisées mais dont le champ d'intervention restera forcément limité.

Il ne faut pas boudier le progrès. Comment d'ailleurs le pourrait-on ? Il ne faut pas en être dupe non plus.

— JEAN FRANCOEUR

LUCIEN BOUCHARD A LIÉ SON AVENIR À L'ACCORD !



LETTRES AU DEVOIR

Critique

Lettre à M. Michael Wilson

LA SITUATION est vraiment critique. Le comité intérimaire du Fonds monétaire international menace les pays sous-développés qui ont des arriérés de paiement de leur dette de les exclure du nombre des pays qui reçoivent l'aide technique, a déclaré M. Michel Camdessus.

Ces pays n'auraient plus leur statut de membre de l'organisation. Pour qu'un dénouement aussi dramatique soit évité, le FMI demandera à ses membres d'intervenir auprès de ces pays afin d'obtenir leur coopération et ils feront tout en leur pouvoir pour les convaincre, a conclu le directeur général du FMI.

Ces pays sont au nombre de douze à avoir des arriérés de six mois ou plus, soit 8,8 points des arriérés totaux de \$ 3,4 milliards (U.S.). J'en cite quelques-uns : Guyana, Cambodge, Liberia, Panama, Pérou, Sierra Leona.

J'espère que notre gouvernement apportera son aide auprès du FMI, afin d'avantager ces pays vraiment défavorisés au point de vue technique.

— HÉLÈNE BÉDARD PROVOST
Montréal, le 2 octobre.

Une priorité pour Lucien Bouchard

LE TRANSPORT en commun est notre seule porte de sortie ! Quand nos élus seront-ils assez courageux pour prendre leur responsabilité face à l'environnement ?

Via Rail est un moyen efficace parmi d'autres pour diminuer l'effet de serre causé par le CO₂, le méthane, les oxydes d'azote, les CFC, etc. responsables de l'augmentation en quantité et en puissance des ouragans, aggravation de la sécheresse dans certaines régions, pluies diluviennes et inondations dans d'autres et multiplication des feux de forêt.

Automobiles et transporteurs routiers nous apportent également les pluies acides, l'effet d'écran local : smog photochimique qui se retrouve au-dessus des villes amenant des inversions de température où l'on trouve des aérosols (brouillards industriels) d'acide sulfurique H₂SO₄, très dangereux à respirer et qui tient une place importante dans le smog. En France, on a observé une réduction de la capacité respiratoire des enfants exposés pendant les premières années de leur vie à l'air pollué des zones urbaines industrielles.

L'ozone au sol diminue la photosynthèse et provoque la nécrose (mort) des feuilles et baisse le rendement de 10% à 15% de certaines cultures dont les haricots, le soja, les pommes de terre, les érables, les pins et les peupliers.

À travers le monde, il y a 400 millions de voitures ! Pensons à la ferraille, aux pneus, aux huiles usées, plastiques des portières, tableau de bord, accumulateurs, sans oublier le réseau routier qu'il faut entretenir. Au Québec nous prévoyons des sommes astronomiques allant jusqu'à \$ 2 milliards vers 1995 pour corriger l'état lamentable de nos routes.

On dit que Via n'est pas ren-

■ Avis de l'éditeur

Les « Lettres au DEVOIR » doivent être signées. L'adresse et le numéro de téléphone sont requis également, mais seulement pour nos dossiers.

Prière de s'en tenir à moins de deux pages, dactylographiées à double interligne, et de faire parvenir le texte à l'attention de Jean-Claude Leclerc.

LE DEVOIR ne s'engage pas à publier toutes les lettres reçues et se réserve d'en réduire au besoin la longueur.

sement devant les grosses maisons riches des éditeurs de Paris.

Voici M. François Weyergans (de chez Gallimard), premier de la série 89-90... c'est parti chez nos colons et tant pis pour les Pierre Perrault, Nicole Houde, Pauline Harvey, Jacques Renaud, Pierre Filion et les jeunes doués comme Côté, Mistral, Michaud, etc.

Une honte, cette attitude veule, rampante devant les seuls bons becs de Paris.

— CLAUDE JASMIN
Montréal, le 27 septembre.

Un radio-concert

QUELQUES mots de clarification à propos des commentaires faits par votre critique lors du premier concert dans la série *Musique et Révolution, Paris vers 1709*, présenté par le Centre Canadien d'Architecture en collaboration avec CBC Stereo.

Ce concert, comme tous les concerts présentés par CBC Stereo à Montréal, était un radio-concert, et ce fait était pleinement souligné dans toute la publicité, le programme, et les commentaires. Les musiciens, quoique parfaitement capables, et prêts à faire leurs commentaires en français, furent priés de les faire en anglais, afin de les diffuser dans le cadre du programme Arts National, diffusé au réseau anglais de CBC Stereo. Ce fait fut nettement souligné par un des musiciens au début de ses commentaires.

Le programme distribué au concert fut rédigé avec le plus grand soin dans les deux langues officielles, celle de Shakespeare et celle de Racine.

— FRANCES WAINWRIGHT
réalisatrice
Montréal, le 5 octobre.

Les colons dans nos médias

LA SAISON active s'installe en cette fin de septembre et le colonialisme recommence comme à chaque année académique depuis quelques années. Des créateurs de Paris (et parfois de Navarre !) débarquent en terre québécoise et c'est l'installation des tapis rouges un peu partout dans nos médias.

Au monde littéraire c'est l'aplativisme total bien souvent devant les relationnistes et autres démarcheurs des grandes maisons (Gallimard, Grasset, Seuil), le (ou « la ») publié à Paris jout à fond de l'agenouillement des misérables petits colonisés québécois. À la radio, dans les journaux, à la télé aussi, l'auteur parisien est systématiquement invité, écouté, flatté, vanté parfois à outrance; pour les créateurs de livres d'ici c'est l'horrible loi du silence (l'omerta) de cette mafia nationale.

Quel Memmi écrira le *Portrait du colonisé québécois* ? C'est urgent. Le snobisme des chercheurs d'ici confine et au mépris des créateurs québécois et à l'écras-

LE DEVOIR

LE DEVOIR est publié par l'Imprimerie Populaire Limitée, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au numéro 211, rue du Saint-Sacrement, Montréal, H2Y 1X1. Il est composé et imprimé par Imprimerie Dumont, Division du Groupe Quebecor Inc., dont les ateliers sont situés au 7743, rue Bourdeau, LaSalle. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans LE DEVOIR. LE DEVOIR est distribué par Messagerie Dynamique, division du Groupe Quebecor Inc., située au 775, boul. Lebeau, St-Laurent. Courrier de deuxième classe : enregistrement numéro 0858. Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec. (514) 844-3361

Abonnements : (514) 844-5738

LE DEVOIR (USPS # 003708) is published daily by L'Imprimerie Populaire, Limited, 211 rue St-Sacrement, Montreal, Quebec H2Y 1X1. Subscription rate per year is \$ 439.00 USD. Second Class Postage paid at Champlain, N.Y. U.S. POSTMASTER: send address changes to: Insa, P.O. Box 1518, Champlain, N.Y. 12919-1518.

DES IDEES, DES EVENEMENTS

Pour l'accord du lac Meech

Par son entêtement et son arrogance coloniale, le Canada anglais joue avec le feu

DOCUMENT

GÉRARD ÉTIENNE

Texte intégral de l'éditorial paru récemment dans le journal acadien *Le Voilier*

QUAND fut signé l'accord du Lac Meech, nous étions les premiers (nous disons bien les premiers au Canada français) à exprimer notre divergence. Nous soutenions que même la presse québécoise pourtant si vigilante, n'a pu échapper à l'euphorie des premiers ministres au Canada qui donnent l'impression d'avoir accompli une tâche miraculeuse. Notre divergence à l'époque reposait sur deux raisons. D'abord nous nous attendions à l'insertion, dans un tel document, du DROIT des minorités. Ensuite, la conjoncture politique au Nouveau-Brunswick, laissait présager toutes sortes d'espoir à propos de nos revendications.

En effet, nombre de compatriotes libéraux (actuellement au pouvoir) nous laissaient entendre que

l'un de leurs objectifs, si jamais leur parti arrivait au pouvoir serait l'enchâssement de la loi 88 (loi reconnaissant l'égalité des deux communautés linguistiques au Nouveau-Brunswick) dans la constitution canadienne. Dans cette optique, l'accord pour nous, apparaissait d'égalé valeur à un droit constitutionnellement reconnu (droit inviolable, inaliénable).

Un nouveau contexte

Au moment d'écrire ce texte, faute justement d'une clause constitutionnelle portant sur nos droits, le paysage socio-politique au Nouveau-Brunswick s'assombrit de plus en plus. Création d'un parti politique raciste, publication dans les journaux anglophones de textes haineux, harcèlement des francophones dans certaines écoles anglaises, voie de fait subie par un maire en pleine réunion d'un conseil municipal, menaces et chantages des groupes à la solde du CÔR (Confederation Of Regions) tout nous renvoient à une époque où nous n'avions pas le droit de parler notre langue ni d'occuper un poste

supérieur à la fonction publique provinciale.

C'est dans ce contexte qu'il faut maintenant situer notre position et celle de M. Frank McKenna face à l'accord du lac Meech. Toute la question est de savoir si nous devons nous aliéner la fraternité de notre principal allié historique ou si nous devons appuyer le premier ministre du Nouveau-Brunswick dans son refus d'entériner un accord constitutionnel reconnaissant le caractère distinct du Québec.

Dans le premier cas, nous avons tout à gagner relativement aux liens *consanguins* entre nos deux peuples et à la *solidité* de la francophonie nord-américaine. Dans le deuxième cas, nous faisons preuve d'une immaturité politique (tout le Canada anglais épouse la « grognerie » de la minorité anglophone du Québec) et d'une faiblesse intellectuelle que l'histoire ne nous pardonnera pas.

Car les arguments invoqués par M. McKenna pour ne pas entériner le Meech ne résistent pas à l'analyse des faits. Si vraiment il avait à cœur le droit des minorités, il en chasserait le nôtre dans la constitu-

tion. Il en va de même pour ses collègues anglophones, qui, eux, s'en prennent au caractère distinct du Québec.

Sur ce point, « les récalcitrants » ne connaissent pas l'histoire du Canada. Cette spécificité ethnique et culturelle a été reconnue par les Anglais, eux-mêmes, lorsque le gouvernement de Lord North, dans l'Acte du Québec en 1774, reconnaissait les traits distinctifs du peuple québécois en renouvelant les garanties de liberté religieuse et en reconnaissant le droit civil français. Plus que cela : durant plus d'un demi-siècle (1792-1836) cette spécificité permettra au Québec de connaître un développement économique plus articulé que celui du Haut Canada, et ceci malgré les crises socio-politiques enregistrées en Amérique du Nord.

Phénomène significatif, l'autonomie du Québec (le Bas Canada) neutralisait les tensions entre les deux peuples, chacun évoluant dans une structure correspondant à la dynamique de sa culture. En revanche, dès l'instant où fut voté un projet d'Union, en l'absence des députés francophones (l'histoire se ré-

pete : le coup de force de Trudeau) entre le Bas et le Haut Canada complètement dégringolé sur le plan économique, alors commencent des affrontements qui devaient déboucher sur une série d'insurrections dont les conséquences se font sentir aujourd'hui.

Les sous-entendus de M. McKenna

La logique des faits de l'histoire devait aboutir normalement à l'indépendance du Québec, une idée jamais disparue comme réponse à l'écrasement de la rébellion de 1837 et à l'absence du peuple dans l'élaboration de l'acte fédératif. Ainsi, quand M. Parizeau déclare que l'entente se situe bien en-deça d'un minimum acceptable, l'histoire lui donne raison dans la mesure où, au stade de son développement, le Québec peut s'affranchir de la dépendance comme tout individu d'un contexte social oppressant, étouffant.

La vérité, c'est qu'il y a des sous-entendus dans le refus de M. McKenna. La vérité, c'est que le premier ministre nous prend en otage

soit pour régler des comptes, soit pour mousser les propres intérêts des Anglo-saxons. Le droit de « sa » minorité, la pêche et autres exigences, tout cela peut bien être négocié dans une deuxième ronde de négociations. Hormis cette question de spécificité, l'accord du lac Meech n'a rien apporté de significatif à un peuple qui peut s'affirmer comme majoritaire sur un territoire cinq fois plus grand que la France.

Par conséquent *Le Voilier* et ses milliers de lecteurs et sympathisants donnent un appui inconditionnel au gouvernement du Québec dans sa tentative de sauver ce qui peut être encore sauvé. Il exhorte M. Frank McKenna à signer, dans le plus bref délai, une entente constitutionnelle qui reconnaît ce qui existe depuis plus de trois siècles. Le Canada anglais, par son entêtement, sa dureté et son arrogance coloniale joue présentement avec le feu. Qu'à cela ne tienne, car nous, les francophones du pays, n'assumerons aucune responsabilité dans l'éclatement des crises sociales qui découleraient, encore une fois, du mépris d'un peuple à l'égard d'un autre.

Le virage de l'environnement

Le gouvernement fédéral a déjà esquissé les grandes lignes de son plan d'action

LUCIEN BOUCHARD

Extraits de l'allocution prononcée jeudi à Longueuil par le ministre fédéral de l'Environnement

NOUS devons nous demander sérieusement où nous souhaitons être dans cinq ans, dans dix ans, et prendre les moyens d'y arriver sans nous laisser détourner de notre chemin. La volonté politique, c'est aussi, c'est d'abord l'ordonnance des buts précis à atteindre.

Pour savoir où nous voulons être, nous devons comprendre où nous sommes. Ici intervient la science, parce que nous avons un outil précieux mais non comme une panacée. Depuis deux cents ans au moins, l'humanité demande à la science d'aider à ce que le XVIIIe siècle appelait fièrement « la conquête de la nature » et que nous avons baptisé, plus prosaïquement, le développement. La science a répondu brillamment.

Niveau de vie et environnement

Mais ces choix de société ont conditionné notre habitat et ont, en même temps, produit l'état environnemental que nous subissons. Aujourd'hui, nous posons d'autres questions à la science. Elle y répondra, elle y répond. Mais elle ne pourra ni protéger ni restaurer notre environnement si nous ne le voulons pas. Car la science n'est jamais qu'un exercice de l'esprit humain, orienté en fonction de choix de vie qu'elle n'arrête pas elle-même.

Une question se pose ici : quel est le but que nous voulons atteindre ? Car tout le monde sait bien que la question environnementale dissimule, à terme, une question-piège :

est-il possible de concilier le maintien de notre niveau de vie actuel avec la sauvegarde de notre environnement ? Sachant que la poursuite de notre standard économique a largement provoqué la dégradation de la nature, est-il possible de conserver à la fois l'un et l'autre ?

La réponse s'appelle « le développement durable » ou « développement viable ». Le concept est difficile à définir dans le concret puisqu'il reste à actualiser. Mais il s'agit essentiellement de développer l'économie à un rythme conciliable avec la capacité de renouvellement de la planète.

Nous voici donc à l'aube d'une remise en question globale de notre manière d'être, de posséder, de vivre. En ce sens, la question environnementale appelle certes une position ferme et claire des pouvoirs publics mais aussi, ce qui est essentiel, un engagement de chaque citoyen. Serions-nous prêts à payer plus cher un produit qui ne polluerait pas ? Qui, il y a trente ans, a posé des questions aux entreprises d'électricité sur l'emploi des BPC ? Quelle municipalité n'a pas préféré les recettes de nouvelles taxes à une rigoureuse protection de l'environnement ?

Il y a là un choix que chaque citoyen doit faire, et dans sa vie politique, et dans sa vie privée. Il faut cesser de se payer de mots en matière d'environnement. Nous avons tous le devoir de faire état de ces choix, de ces options et de leurs conséquences, de poser les questions difficiles.

Un tournant fondamental

Traduire le concept de développement durable en réalité concrète au Canada : tel est le but du plan d'action que nous élaborons et dont la

réalisation s'échelonnait sur plusieurs années.

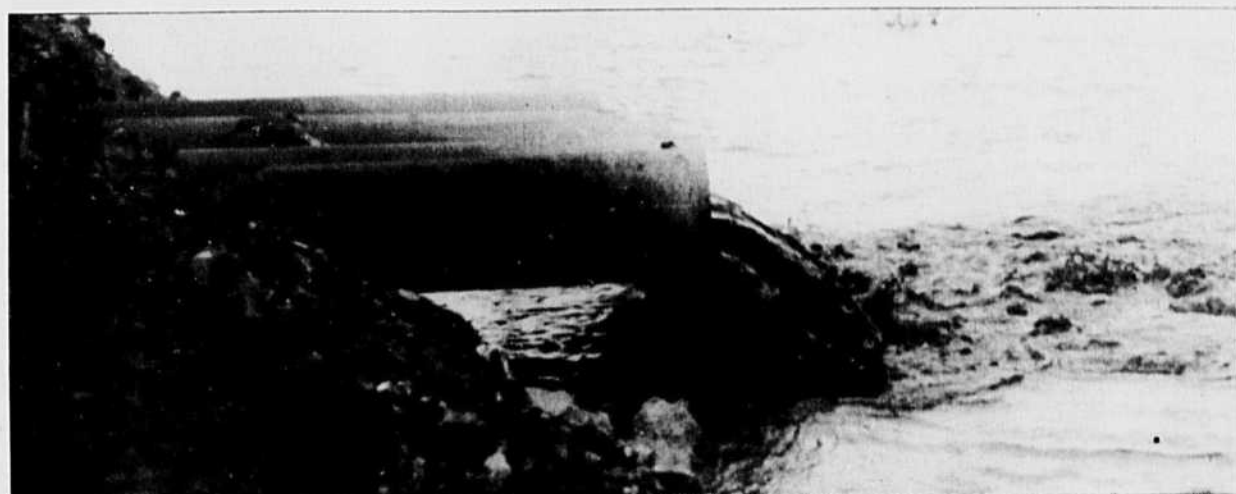
Le programme environnemental pour le Canada servira donc de cadre aux initiatives stratégiques qui auront pour objet de nous amener à modifier notre façon de prendre des décisions, c'est-à-dire :

— à améliorer nos décisions en les appuyant sur de meilleures connaissances scientifiques, sur une meilleure formation, des données plus sûres et de meilleures communications, et en ayant davantage recours aux techniques de pointe pour la surveillance de l'environnement et l'établissement des rapports sur l'état de l'environnement ;

— à changer le processus décisionnel au sein du gouvernement du Canada, en exigeant de tous les ministères de tenir compte des considérations environnementales dans l'élaboration de leurs politiques et de leurs programmes ;

— à insister sur l'importance de la coopération et du partage des responsabilités en établissant de nouveaux partenariats, et en renouvelant ceux qui existent déjà, entre tous les éléments de la société : les gouvernements, les entreprises, les syndicats, les organismes non gouvernementaux et, naturellement, les citoyens et les citoyennes.

J'ai écrit ce matin à mes homologues, les ministres provinciaux et territoriaux de l'environnement, pour les informer de la décision prise par le gouvernement de dresser ce plan d'action. J'ai proposé que, lors de notre réunion des 17 et 18 octobre à l'Île-du-Prince-Édouard, en plus de décider des questions déjà à notre ordre du jour, comme le nouveau programme de destruction des BPC, soient dégagées, pour leur information, les grandes lignes de ce cadre d'intervention.



Déversement d'eaux usées dans le fleuve Saint-Laurent.

PHOTO ENVIRONNEMENT CANADA

Les gouvernements doivent assumer un leadership

Au début du printemps, un moment de vérité s'imposera de lui-même : celui de la réflexion et de la décision, des choix inévitables et des priorités. C'est au Conseil des ministres qu'il appartient, alors, de prendre ses responsabilités et d'arrêter le plan d'action environnemental pour le Canada.

Le gouvernement fédéral doit reconnaître et assumer les responsabilités qui sont les siennes dans la mise en oeuvre de la démarche en-

vironnementale. Il en est de même des gouvernements provinciaux qui partagent, à cet égard, avec le gouvernement central, des obligations et des juridictions manifestes. L'entreprise et les particuliers ont un rôle important à jouer, bien sûr, mais les gouvernements ne peuvent se soustraire à des obligations spéciales. Eux seuls ont les moyens d'aborder des questions d'une telle envergure : c'est d'eux que les citoyens attendent le leadership requis.

Les lois normales du marché ne stimulent pas suffisamment la recherche scientifique, et celle-ci n'alimente pas toujours le décideur po-

litique de l'information nécessaire pour déterminer des choix environnementaux judicieux.

Comme le marché n'établira pas le cadre voulu pour la prise de décisions responsables en matière d'environnement, les gouvernements ont inévitablement un rôle à jouer pour fixer les conditions d'utilisation de l'environnement.

Nous devons établir sa valeur au moyen de règlements, de lois, de programmes et de peines et récompenses économiques et financières. Et nous devons assurer un niveau approprié de recherche et d'analyse scientifique pour appuyer la prise de décisions éclairées.

Les 500 ans d'une découverte

DOCUMENT

D'après ALASEI (no 237), l'Agence latino-américaine de services spécialisés d'information, dont le siège est à Mexico

TANDIS que certains se préparent à des cérémonies somptueuses pour souligner, en 1992, le 500e anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb (le 12 octobre 1492), des groupes parlant au nom des paysans et des Indiens des Amériques se réunissent à Bogota (Colombie), du 7 au 12 octobre, pour préparer une campagne visant à rappeler qu'il n'y a pas eu « rencontre de deux mondes » en 1492, mais plutôt le début d'un génocide qui a fait 90 millions de victimes.

L'initiative visant à fournir aux paysans et Indiens l'occasion de « s'auto-découvrir » est née il y a deux ans à Quito (Équateur). Il s'agissait d'une rencontre qui intéressait alors les mouvements des paysans andins ; depuis, bien d'autres organismes se sont joints au groupement initial et ont enrichi la problématique. En juillet dernier, on comptait pas

moins de onze organisations d'importance intéressées à faire de ce 500e anniversaire une occasion de stigmatiser « l'invasion militaire, politique, culturelle et spirituelle » qui fut le fait, principalement, de l'Espagne.

La Rencontre des paysans et des indigènes d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale et des Caraïbes devrait donc accueillir une cinquantaine de délégations en provenance de 21 pays — on attend aussi des délégués qui s'exprimeront au nom des Indiens d'Amérique du Nord. Parmi les groupes d'importance qui convergent sur Bogota, il y a le Mouvement des sans-terres (Brésil), la Fédération nationale d'indigènes et de paysans d'Équateur, la Confédération syndicale unie des travailleurs agricoles (Bolivie) ainsi que des organisations similaires du Pérou et de Colombie.

« Par tout le continent, il y eu ethnocide des communautés indiennes qui s'est soldé par 90 millions de victimes », déclare un document préparatoire à la rencontre de Bogota ; ce fut « l'un des pires crimes commis contre l'humanité et ce crime se perpétue aujourd'hui sous des formes plus raffinées, mais non moins brutales... »

Comme élément de mobilisation

et de réflexion lors de ces journées de Bogota dont le thème est : « Auto-découverte de notre Amérique », l'on a retenu un ensemble de projets débouchant sur un processus éducatif et organisationnel des communautés visées. L'on espère aussi que les paysans et les Indiens prennent, dans chaque pays, une place plus importante au sein des mouvements populaires. Si l'on se place au niveau de la région, de l'ensemble du continent latino-américain, l'objectif des journées de Bogota est de « consolider les processus de coordination régionale... avec des initiatives pratiques d'échanges d'expériences et de plans d'action commune ».

« Nous avons une histoire que nous continuons à vivre », de dire le président de l'Organisation indigène de Colombie, Anatolio Quiró, « c'est pourquoi nous allons nous découvrir nous-mêmes, pour savoir qui nous sommes, d'où nous venons, quels furent nos ancêtres et pourquoi des cultures indigènes ont disparu ou évolué en perdant leur richesse ». Ce dernier entend bien intéresser l'ensemble des secteurs populaires à la campagne qui va se précisant, et qui devrait aboutir à un type de coalition unitaire de « tous les opprimés ».

revue **possibles** automne 1989

LA MÈRE OU L'ENFANT?
En posant la question « la mère ou l'enfant? », *Possibles* reprend de façon ironique le faux débat qui, aujourd'hui comme hier ou avant-hier, sous-tend les discours sociaux et politiques. Faux débat car non seulement un pareil choix ne se peut faire, mais parce que dans le contexte actuel, ni l'un ni l'autre de ces statuts ne sont vraiment pris en compte par l'ensemble de la société. Que signifie exactement être mère? Donner la vie? N'y aurait-il pas lieu, tout en ne reniant en rien le vertige des extrêmes et l'expérience bouleversante de l'enfantement, de revoir les codes qui en conditionnent les représentations symboliques?

ESSAIS ET ANALYSES
L'amour des enfants
MONIQUE LA RUE
Des mots et des maux d'enfants: le langage des enfants
ANDRÉE RUFFO
Le débat sur la natalité
ANDRÉ THIBAUT
L'enfant dans la vie quotidienne
RAYMONDE SAVARD
Le désir d'enfant
MADELEINE GAGNON
Sujets post-structuralistes ou périls de la parenté:
le « cas de Baby M »
CHRISTIE McDONALD
L'inquiétude grande ou fond de nos ventres
ZAÏDA RADHA
Protestation gynécologique
LOUKY BERSIANIK
L'enfant et les services de garde
SUZANNE DOUCET DANSEREAU

Une situation idéologique complexe: le problème de l'avortement
JEAN-H. GUAY

TÉMOIGNAGES
Vivre sans pression... en constante contradiction
RENÉE JOHANNÉ CAMPEAU
Chronique d'une fin d'année
D. KIMM

POÈMES ET FICTIONS
Hôtel Dieu
CAROLE DAVID
Complément direct
GENÉVIÈVE AMYOT

PHOTOS
De l'intérieur vers l'extérieur
JOSÉE LAMBERT

CHRONIQUE
SUR LES CHEMINS DE L'AUTOGESTION:
Le réseau de la conscientisation au Québec
YVAN COMEAU

Bulletin d'abonnement
Abonnement institutionnel: 30,00 \$
Abonnement de soutien: 30,00 \$
le numéro: 6,00 \$

Revue Possibles,
B.P. 114,
Succursale Côte-des-Neiges,
Montréal,
Québec
H3S 2S4

NOM.....
ADRESSE.....
VILLE..... CODE POSTAL.....
PROVINCE..... TÉLÉPHONE.....
OCCUPATION.....
CI-JOINT..... MANDAT-POSTE AU MONTANT DE 18,00\$ POUR UN
ABONNEMENT À QUATRE NUMÉROS À COMPTER DU NUMÉRO.....

Il faut lire... François Weyergans JE SUIS ÉCRIVAIN

«Récit d'enfance et récit de voyage, *Je suis écrivain* sera les deux, tout en procurant sans désemparer un vrai sentiment de gaieté au lecteur.»
Lisette Morin, *Le Devoir*

«Avec *Je suis écrivain*, sur fond de voyage au Japon, François Weyergans se moque et bénit en même temps le métier d'écrivain. Drôle et beau.»
Jean Barbe, *Voix*

«Nous aurons les plus grandes surprises en lisant ce roman succulent que je comparerai au gâteau de fruits: tout mêlé, tout bon.»
Jacques Folch Ribas, *La Presse*

GALLIMARD

SUITES DE LA PREMIERE PAGE

◆ Parti

gurent les partisans de réformes Imre Pozsgay, ministre d'État, et Miklos Nemeth, premier ministre, ainsi que Karoly Grosz, secrétaire général, qui opte pour des changements beaucoup plus lents.

Les nouvelles structures prévoient la création de deux postes de vice-président et d'un secrétaire national. L'actuel comité central et le bureau politique exécutif seront remplacés par une seule instance, un comité national d'une vingtaine de membres qui seront élus.

Les premières divergences se sont révélées hier, deux dirigeants affirmant publiquement leur désaccord sur l'abandon des valeurs communistes et la transformation du Parti en une formation démocratique calquée sur le modèle occidental.

Une voie « centriste » a été proposée par Karoly Grosz, qui, en mai 1988 avait détrôné Janos Kadar, avant d'être à son tour mis à l'écart en juin dernier par la dévalorisation de son poste de premier secrétaire. Il s'est pour sa part déclaré contre l'abandon des idéaux communistes, tout en acceptant une rénovation du PSOH.

Prénant la parole à la tribune surmontée par le slogan « Démocratie, État de droit, socialisme », Rezso Nyers a néanmoins pris la vedette, en invitant les délégués à renoncer au socialisme d'État, au profit du socialisme démocratique. « Cela comporte un risque non négligeable, a-t-il admis, car il y a des personnes qui souhaitent la démocratie sans le socialisme. »

« Mais nous devons prendre ce risque », a ajouté Nyers, qui bénéficie de l'appui du président du Conseil Miklos Nemeth et d'Imre Pozsgay, populaire chef de file des réformistes. Tous les trois forment, avec Grosz, le présidium du Parti, instance créée lors du remaniement de juin.

Lors de son intervention au Congrès, Grosz, qui semble dépassé par le processus de réformes dont il a pourtant été l'initiateur, a accusé les « extrémistes radicaux » du Parti de ne pas vouloir coopérer avec les autres. Selon certains responsables du Parti, Grosz devrait prendre sa retraite sans trop opposer de résistance lors de ce Congrès.

Pour sa part, Nemeth s'était dit prêt, jeudi, à accepter une division du Parti afin de créer une formation « radicalement rénovée », plutôt que d'accepter un compromis avec les conservateurs.

Plusieurs responsables du PSOH président une lutte acharnée entre les tenants de l'immobilisme et les réformistes au cours des trois jours du Congrès. Un grand nombre de membres de la base estiment que le PSOH est déjà allé trop loin dans la voie des réformes, alors que d'autres pressent pour davantage de changements, à la lumière des défaites subies par le Parti lors des élections partielles organisées cette année.

« Nous devons avoir de bons rapports à la fois avec l'Est et l'Ouest », a estimé M. Nyers. « Nous ne devons remettre en cause ni notre appartenance au Pacte de Varsovie ni au Comecon (organisation économique des pays de l'Est), mais essayer de réformer de l'intérieur ces deux organisations. »

M. Grosz a repris la parole : « Il faut chercher des compromis parmi les différentes tendances du Parti, faute de quoi un succès aux prochaines élections (prévues pour le premier semestre 1990) n'est pas possible. »

Pour le secrétaire général de ce qui est encore « le PC », les membres de la direction du Parti qui déclarent publiquement qu'ils sont des communistes orthodoxes doivent quitter le Parti. « Ils ne sont rien d'autre que de vieilles reminiscences du stalinisme. »

◆ Bourassa

Ces ministres constituent en réalité le cœur même du cabinet actuel de M. Bourassa et on devrait les retrouver à peu de choses près dans les mêmes fonctions.

Ainsi, Gil Rémillard conserverait-il la Justice et les Affaires canadiennes dont il est impossible de le départir tant que l'accord du lac Meech est l'objet de négociations et discussions. Tout au plus le soulagerait-on du ministère de la Sécurité publique.

Gérard-D-Levesque, Claude Ryan et Marc-Yvan Côté continueraient pour leur part à présider les trois comités ministériels permanents : développement économique, affaires sociales et culture, aménagement et développement régional qui constituent la base même du mode de gestion gouvernementale. Avant d'aller au Conseil des ministres, toute décision est discutée dans ces trois comités dont les présidents sont dans les faits ni plus ni moins que des vice-premiers ministres.

En raison de l'importance du dossier de la taxe fédérale sur les services et les produits (TPS), M. Levesque gardera son ministère des Finances. D'autant plus qu'il s'avère un excellent collaborateur pour le premier ministre qui aime surveiller de près ce ministère.

Marc-Yvan Côté aura pour sa part un changement de ministère. Ayant fait le tour du jardin aux Transports, M. Bourassa, tout en lui laissant la responsabilité du Développement régional, envisage de lui donner la Réforme électorale et le poste de leader parlementaire.

Avec une opposition plus aguerrie et plus nombreuse, ce poste est d'une importance stratégique et irait comme un gant à M. Côté dont le seul handicap est son ignorance de l'anglais pour affronter le Parti Égalité.

Claude Ryan devait en principe garder son triple poste de ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de responsable de l'application des lois 101 et 178. Au dernier moment, il est apparu aux yeux de M. Bourassa comme le candidat idéal pour le poste de ministre de la Santé et des Services sociaux.

Au cours des dernières heures, le premier ministre a entrepris de faire pression sur M. Ryan pour qu'il accepte ce poste qui doit aller absolument à un ministre sénior en raison de l'importance des budgets et des problèmes auxquels fait face ce ministère qui doit aussi être l'objet d'une réforme majeure.

Le ministre de l'Éducation n'a pas encore dit non à cette invitation mais le premier ministre entend respecter son choix qui a toujours été de consolider ses réalisations dans le secteur de l'éducation puis de prendre un dernier défi par la suite, possiblement les Affaires canadiennes, une fois le dossier de l'accord du lac Meech fermé. Rappelons que M. Ryan a toujours été loyal envers M. Bourassa et a accepté les missions les plus difficiles comme la responsabilité du dossier linguistique.

Dans le cas d'un refus formel de M. Ryan, le premier ministre a d'autres solutions pour ce poste qu'il pourrait proposer à Pierre Paradis, André Bourbeau ou Daniel Johnson. Celui-ci pourrait s'avérer en dernière analyse le meilleur candidat même si en principe le premier ministre entendait le laisser clore les dossiers de la négociation du secteur public avant de lui retirer la présidence du Conseil du trésor. Jusqu'ici, il envisageait de le laisser à ce poste

tout en lui donnant la responsabilité de présider le nouveau Comité ministériel permanent de Montréal promis pendant les élections.

Tant que ce poste de ministre de la Santé n'est pas rempli, M. Bourassa ne peut en effet difficilement entreprendre son jeu de chaises musicales. Tout tient à ce poste car s'il le donnait par exemple à Pierre Paradis, il devrait dès lors trouver un autre titulaire pour l'Environnement. Pour l'instant, l'actuel ministre des Affaires municipales est le premier choix de M. Bourassa.

Dans plusieurs cas, le premier ministre a toutefois une bonne idée des nouvelles affectations qu'il proposera à ses ministres les plus méritants.

Ainsi, Monique Gagnon-Tremblay qui craignait hériter d'un autre ministère gardera-t-elle le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. Un ministre délégué aux Communautés culturelles familial avec les communautés ethniques lui sera adjoint. On pense à Christos Sirros, mais le poste pourrait aussi aller à Liza Frula-Hébert.

Lise Bacon irait ainsi au ministère de l'Énergie et des Ressources où elle aurait comme ministre délégué Albert Côté qui continuerait de s'occuper des Forêts. Mme Bacon voudrait bien avoir les Affaires internationales mais ce poste ira très probablement à John Ciaccia envers qui M. Bourassa a des dettes depuis l'adoption de la loi 178. D'origine italienne, M. Ciaccia symboliserait à la tête de ce ministère l'intégration des communautés culturelles à la majorité francophone. Il aurait toutefois un ministre délégué pour le second dans le dossier de la francophonie.

Des ministres comme Yvon Picotte devraient garder les Loisirs, Chasse et Pêche mais il pourrait être muté à l'Agriculture si Michel Pagé obtient un nouveau poste comme il le souhaiterait. A défaut de Marc-Yvan Côté comme leader parlementaire, ce pourrait être ce dernier. André Bourbeau devrait aussi se mériter un nouveau ministère, tout comme Yves Séguin qui a bien travaillé au Travail et au Revenu.

Chez les nouveaux venus, il est certain toutefois que sauf pour Gérard Tremblay, tous auront des postes de ministres délégués ou des ministères-écoles comme le Revenu pour leur donner le temps de se faire la main. Même Sam Elkas, un ancien maire de Kirkland, n'aurait pas les Affaires municipales question de lui donner le temps de faire ses classes, tout comme Lucienne Robillard que les proches de M. Bourassa voient comme une étoile montante. Pour qu'elle se fasse la main, elle pourrait se retrouver comme ministre délégué à la Santé.

Gérald Tremblay est une exception puisque, à titre de président de la SDI, il a déjà presque fait ses classes et que le ministère de l'Industrie et Commerce lui ira comme un gant. Il sera assisté d'un ministre délégué à la Technologie qui pourrait être à nouveau Guy Rivard dans la mesure où son élection contestée est confirmée. Celle-ci fait l'objet d'un recensement. Son objectif est d'obtenir 101 voix de majorité, a confié à des proches l'ancien ministre responsable de la loi 101.

◆ Hnatyshyn

rié et père de deux enfants. En annonçant son choix, le premier ministre a signalé les états de service de son ex-collègue du Cabinet aux Communes. M. Hnatyshyn a été élu député de Saskatoon pour la première fois en 1974 pour n'être défait qu'en novembre dernier. Dans l'éphémère gouvernement du premier ministre Joe Clark en 1979, le nouveau Gouverneur général a servi à titre de ministre d'État des sciences et de la technologie. En 1984, à l'arrivée des conservateurs au pouvoir, il a été le premier leader du gouvernement en Chambre. Il a ensuite occupé successivement les postes de Président du Conseil privé (1985-1986) et ministre de la Justice et Procureur général de 1986 à 1988.

« M. Hnatyshyn est reconnu par tous les Canadiens, a souligné le premier ministre comme étant un homme chaleureux, respectueux et intègre. »

Au cours d'une rencontre informelle avec la presse immédiatement après l'annonce du premier ministre, le nouveau Gouverneur général désigné, a déclaré qu'il ferait tout en son possible pour devenir bilingue. « Je suis connu au Québec, a-t-il expliqué, et j'ai l'intention de m'y faire connaître davantage. J'ai l'intention d'y aller le plus souvent possible. »

Le poste de Gouverneur général commande un salaire annuel de \$80,000 et un compte de dépense pour les réceptions et les opérations de Rideau Hall d'une dizaine de millions de dollars par année. Interrogé sur le fait que le nouveau Gouverneur général s'exprime très peu en français, le premier ministre Mulroney a souligné que M. Hnatyshyn comprenait les Canadiens français.

« Je n'ai jamais pensé, a-t-il ajouté, que pour bien servir le Canada il fallait être parfaitement bilingue. » M. Mulroney a aussi souligné que même si M. Hnatyshyn est unilingue anglophone cela ne l'a pas empêché de défendre avec ardeur la loi sur les langues officielles l'année dernière.

« Notre ancien collègue, a dit le premier ministre, qui fut l'architecte principal du projet de loi a réitéré au cours du débat son engagement personnel envers les deux langues officielles. « Ce projet de loi reflète l'ouverture d'esprit et la tolérance des Canadiens en matière de langue et de culture. La générosité dont les Canadiens font preuve les uns envers les autres est une des caractéristiques les plus chères de notre identité nationale. »

D'ailleurs, lorsque M. Hnatyshyn a demandé l'année dernière aux Communes d'adopter le projet de loi sur les langues officielles, il avait souligné l'importance qu'il y accordait

L'OACI envisage d'imposer le marquage des explosifs plastiques

(AFP) — Une résolution concernant un système international de marquage des explosifs plastiques a été adoptée par les délégués à la 27e Assemblée triennale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qui terminait ses travaux hier à Montréal.

Selon cette résolution, le comité juridique de l'OACI devra élaborer dans le courant du premier semestre 1990 un projet de texte qui sera ensuite soumis pour approbation à une conférence diplomatique internationale en vue de sa ratification par les États membres.

Ce texte devra définir les conditions dans lesquelles les fabricants d'explosifs seront tenus de marquer les explosifs plastiques, afin d'en permettre la détection dans les aéroports.

L'adoption de cette résolution due à une initiative conjointe de la Grande-Bretagne et de la Tchécoslovaquie, constitue selon la délégation canadienne « le plus gros suc-

cès » de cette 27e Assemblée. Elle illustre la volonté commune de tous les États membres de lutter efficacement contre le terrorisme.

Les explosifs plastiques ou en feuilles, très puissants et d'un encombrement réduit, peuvent être facilement dissimulés dans de petits objets usuels et sont pratiquement impossibles à détecter dans les aéroports.

Les travaux de cette 27e Assemblée ont été entrecoupés dès leur jour d'ouverture par la nouvelle de la catastrophe du DC-10 d'UTA qui s'est écrasé dans le désert du Niger en faisant 171 morts. Comme dans le cas du Boeing de la Pan Am qui avait été détruit par une bombe dissimulée dans un appareil radio-cassette (270 morts en décembre dernier), c'est également un engin de très petites dimensions et pratiquement indétectable dans les conditions actuelles, selon les spécialistes, qui a provoqué l'explosion du DC-10.

Un projet de résolution condam-

nant le terrorisme aérien, présenté par la France après l'annonce de cette nouvelle catastrophe, a été adopté par les délégués des 162 pays de l'OACI. La résolution demande en outre aux États membres qui le peuvent d'augmenter leur aide technique, financière et matérielle aux États les plus pauvres afin d'assurer la mise en application dans tous les aéroports du monde des mesures de détection déjà adoptées par l'OACI.

Enfin, les délégués se sont également montrés préoccupés par l'utilisation croissante du transport aérien dans le trafic international de la drogue. L'Assemblée a ainsi adopté une résolution faisant appel à tous les États contractants afin « qu'ils poursuivent leurs efforts en vue de prévenir le trafic illicite des drogues par voie aérienne » et qu'ils prennent « des mesures appropriées pour que le crime du transport illicite de stupéfiants » soit passible de peines sévères.

en ces termes : « C'est un projet de loi sur l'équité car il garantit à tous les Canadiens qu'ils seront traités de la même façon. »

M. Mulroney a souligné qu'à titre de ministre de la Justice, M. Hnatyshyn a joué aussi un rôle important dans la négociation de l'Accord constitutionnel du Lac Meech.

Le premier ministre a aussi profité de l'occasion pour remercier Mme Jeanne Sauvé qui quittera Rideau Hall à la fin de décembre. « M. et Mme Sauvé, a-t-il dit, ont rempli leur rôle avec grande distinction et dignité et nous en gardons toujours un souvenir profondément chaleureux. »

Le porte-parole de l'opposition libérale et leader en Chambre, Herb Gray a accueilli avec plaisir cette nomination au nom de tous ses collègues. « Ceux d'entre nous qui ont travaillé, a-t-il souligné, avec M. Hnatyshyn le connaissent comme un homme chaleureux, généreux et très engagé à la cause de la dignité humaine, nous croyons que lui et sa famille seront des éminents successeurs à la famille de Mme Sauvé. »

Le chef du NPD, Ed Broadbent a lui aussi endossé le choix du premier ministre Mulroney. « M. Hnatyshyn, a-t-il dit, représente une dimension importante de notre population. Il a une personnalité affable, une qualité désirable pour un Gouverneur général. »

◆ Avortement

Benoît Bouchard, Jake Epp, Otto Jelinek, Bill McKnight et Alan Redway ont voté pour interdire l'avortement. Réconcilier ces positions opposées n'est donc pas une mince tâche pour le ministre de la Justice, et on comprend mieux les débats au sein du cabinet.

Pendant ce temps, les groupes pro-choix et pro-vie exercent une pression sans précédent sur les députés.

Du côté pro-choix, plus de 25 groupes et organismes canadiens se sont regroupés pour exhorter le gouvernement conservateur à ne pas recriminaliser l'avortement. Ils ne voient pas la nécessité d'une loi sur l'avortement alors que les chiffres de Statistiques Canada démontrent qu'en 1986, 99,6 % de tous les avortements ont été pratiqués avant la 20e semaine de gestation. Le problème est donc inexistant.

Mais fondamentalement, de dire Francine Houle de l'Association nationale de la femme et du droit, la criminalisation de l'avortement est inacceptable. « Tant qu'on dira aux femmes quand elles ont droit ou non de porter des enfants, on porte atteinte à leur autonomie sur leur corps. Tant que les femmes auront ce statut inférieur dans notre société, on ne peut pas parler d'égalité. Une loi criminelle va à l'encontre de tout principe d'égalité. »

Les groupes pro-choix ont l'intention d'intensifier leur campagne de sensibilisation au cours des prochains jours et préparent de grandes manifestations pan-canadiennes pour le 14 octobre prochain.

Les groupes pro-vie ne chôment pas non plus. La campagne de lobbying auprès des députés n'a jamais été aussi forte. Chaque député est contacté, fiché sur un tableau au quartier général du mouvement pro-vie à Ottawa. « On fait ça comme si c'était la guerre », d'expliquer Gilles Grondin de pro-vie, qui dit avoir déjà l'appui de 125 députés. Ce qui serait beaucoup plus que les 45 députés qui appuieraient officiellement la position pro-vie l'an dernier, de dire M. Grondin. Pour lui, la situation est beaucoup plus grave que lors du vote en Chambre l'an dernier. Le gouvernement n'avait alors, selon M. Grondin, fait qu'une prise de température en vue d'un éventuel projet de loi. Mais cette fois, il y aura législation et vote qui engagera la Canada pour plusieurs années. Et le mouvement pro-vie n'acceptera rien de moins que l'interdiction totale de l'avortement. Toute autre législation est « complètement inacceptable », d'affirmer M. Grondin, « il faut retourner à la situation d'avant 1968 au Canada où l'avortement était purement et simplement considéré comme un crime, on n'a pas le droit de mettre à mort un être humain ».

La campagne est donc active plus que jamais et depuis quelques jours, un groupe de militants pro-vie ont entrepris une grève de la faim devant le Parlement.

Si le cabinet Mulroney n'a pas encore réussi à trouver la position de compromis sur la question de l'avortement, le dépôt d'un projet risque maintenant de se faire attendre en

core quelques semaines. En effet, mercredi prochain, le premier ministre Mulroney quittera le pays durant 15 jours pour un voyage dans le Sud-est asiatique. Et plusieurs doutent que le débat sur la difficile question de l'avortement se déroule en son absence. Le premier ministre a lui-même déclaré il y a quelques semaines qu'il ne fallait pas attendre le projet de loi sur l'avortement au début de la session d'automne le 25 septembre. Et c'est bien connu, l'automne se termine en décembre.

◆ Gorbatchev

polonaise », a-t-il dit. « Nos partenaires occidentaux doivent comprendre que les questions qui concernent la RDA sont décidées à Berlin et pas à Moscou », a poursuivi M. Gorbatchev.

Il a fait reporter sur l'Occident la responsabilité de la division en Europe, en soulignant que la RFA avait été créée avant la RDA et l'OTAN avant le Pacte de Varsovie. Après la guerre, « l'Union soviétique s'était prononcée pour le maintien de l'unité de l'Allemagne », a-t-il rappelé.

M. Gorbatchev a souligné que « rien n'avait jamais pu ébranler la confiance mutuelle et la solidarité qui se sont établies » entre l'URSS et la RDA.

« Naturellement la RDA a, comme chaque pays, ses propres problèmes de développement, qui nécessitent qu'on y réfléchisse et réclame une solution. »

Dans une apparente allusion à l'exode d'Allemands de l'Est vers la RFA, M. Gorbatchev a souligné qu'il n'avait « aucun doute » que le Parti communiste est-allemand (SED) saurait trouver « en collaboration avec toutes les forces sociales » des réponses aux questions « qui sont posées par le développement de la RDA et qui émeuvent ses citoyens. »

« L'Union soviétique est sincèrement intéressée à ce que la RDA se renforce, croisse et se développe », a-t-il dit.

Le président Mikhail Gorbatchev a demandé au gouvernement Berlin-Est d'engager un dialogue avec tous les acteurs de la société est-allemande, mais a souligné que Moscou n'interviendrait pas pour hâter un processus de réformes en RDA.

« Nous ne doutons pas que (le Parti socialiste unifié est-allemand) soit capable, par la coopération de toutes ses forces sociales, de trouver les réponses à toutes les questions qui surviennent du fait de l'évolution de la République et qui intéressent ses citoyens », a-t-il dit.

Mais, a-t-il ajouté sous les applaudissements, « les décisions qui concernent la RDA seront prises à Berlin, pas à Moscou. La RDA est un État souverain ». L'Allemagne de l'Est, comme tous les pays, est confrontée à des problèmes nés du mouvement de réformes engagé dans d'autres pays du bloc de l'Est et ces problèmes nécessitent une réflexion approfondie, a souligné Gorbatchev.

« Tous les pays sont saisis par les changements dans l'ordre économique et politique mondial, aucun pays ne peut rester indifférent aux problèmes globaux et aux besoins de la révolution technologique et scientifique », a-t-il dit.

Auparavant, devant la même assemblée, le numéro un est-allemand Erich Honecker avait nié la nécessité d'introduire des réformes dans son pays et affirmé qu'il n'avait pas l'intention de laisser le socialisme s'affaiblir en RDA. « Nous résoudrons nos problèmes nous-mêmes, par des moyens socialistes. Des propositions qui visent à affaiblir le socialisme ne fleuriront pas ici », a déclaré le chef de l'État est-allemand et du Parti socialiste unifié, 77 ans, dans un discours de 50 minutes.

Plusieurs dirigeants de pays de l'Est et le président de l'OLP Yasser Arafat figuraient parmi les personnalités invitées au palais de la République, dans le centre de Berlin-Est, à l'occasion du 40e anniversaire de la RDA. Gorbatchev a invité en termes voilés le pouvoir est-allemand à s'engager sur la voie des réformes.

« Ceux qui puisent leur inspiration dans la vie et la société n'ont rien à craindre », avait-il dit après avoir déposé une gerbe sur la tombe du soldat inconnu, située avenue Unter den Linden, principale artère de la capitale est-allemande. « Nous connaissons bien nos amis allemands », avait-il poursuivi.

« Réfléchir mûrement et procéder si nécessaire à des corrections est leur spécialité ». Plusieurs milliers de personnes, dont beaucoup portaient la chemise bleue des Jeunes-Allemandes libres, étaient venues

acclamer le président soviétique. Certains scandaient « Gorby, Gorby », et quelques-uns ont crié « Nous restons là », allusion claire au départ de 45,000 de leurs compatriotes pour l'Occident au cours du mois écoulé. « Ne vous affolez pas, soyez patients, continuez de travailler pour le socialisme », leur a lancé Gorbatchev.

Apparemment convaincu que la RDA ne risquait pas d'être déstabilisée par la crise qu'elle traverse, M. Gorbatchev a souligné qu'il était lui-même confronté, en Union soviétique, à des difficultés tellement plus importantes que celles de l'Allemagne de l'Est que leur ampleur n'était « pas comparable ».

Le président soviétique a déclaré qu'il ne « pensait pas » que la situation en RDA, la pièce maîtresse parmi les alliés de l'URSS en Europe, était actuellement dangereuse. Il a souligné que c'était au peuple allemand lui-même de décider s'il voulait suivre la politique de « perestroïka » (restructuration) appliquée en URSS et à assurer la direction est-allemande, hostile aux réformes, de son « entière confiance ».

S'écartant brusquement du protocole, comme il en a pris l'habitude dans ses déplacements à l'étranger, M. Gorbatchev a tenu une conférence de presse improvisée sur la célèbre avenue Unter den Linden, à la sortie d'un monument aux victimes du fascisme et du militarisme devant lequel il venait de déposer une gerbe.

M. Gorbatchev, accompagné de son épouse Raïssa, a traversé toute l'avenue pour venir serrer des mains, demandant à ses interlocuteurs de « ne pas paniquer » et de « continuer à lutter ensemble » pour le socialisme.

La foule sur son passage était moins nombreuse que celle qui l'avait accueilli avec enthousiasme lors de sa visite en Allemagne de l'Ouest en juin dernier. Il est vrai que les médias officiels est-allemands étaient restés discrets sur sa venue. Ainsi, l'heure de ses déplacements en public n'était pas communiquée aux lecteurs des quotidiens, apparemment dans le souci d'éviter trop de manifestations de sympathie pour l'homme de la « perestroïka » et des réformes.

L'opposition en RDA, regroupée dans différents groupes plus ou moins proches de l'église protestante, avait appelé la population au calme et à la modération pendant la visite de M. Gorbatchev.

De nombreux policiers en tenue et en civil quadrillaient Berlin-Est et les touristes ou visiteurs qui voulaient venir de Berlin-Ouest éprouvaient de grandes difficultés à passer le Mur.

Alors que les dirigeants est-allemands avaient répété une fois de plus, juste avant les cérémonies, leur hostilité à toute réforme qui pourrait éloigner le pays du socialisme, M. Gorbatchev a fait l'éloge de sa perestroïka en soulignant qu'il s'agissait « peut-être du plus important tournant » de l'histoire de l'URSS.

M. Gorbatchev a assuré que ses relations avec le numéro un est-allemand Erich Honecker étaient « bonnes, de longue durée et empreintes de camaraderie ».

Plusieurs dirigeants d'Europe de l'Est, dont le président polonais Wojciech Jaruzelski, le numéro un roumain Nicolae Ceausescu, le chef de l'État bulgare Todor Jivkov et le chef du PC tchécoslovaque Milos Jakes, assistaient aux cérémonies. La Hongrie, en froid avec la RDA depuis qu'elle a laissé passer sur son territoire des milliers de réfugiés est-allemands partant pour la RFA, a néanmoins envoyé son président, M. Bruno Straub.

WEEK-END

SAMEDI

Vendredi 13 octobre à 9 h, à l'Hôpital Charles-Lemoyne, conférence intitulée : *La gestion de l'information en milieu hospitalier*, avec M. Raymond Doray, dans le cadre du Colloque sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

La Fédération acadienne du Québec offre un buffet-bénéfice de mets acadiens, le 14 oct. à 19 h, au Centre Paul Sauvé. Réservation avant le 11 oct. au 737-5706 ou 386-2932.

Aujourd'hui à 11 h 30 et 13 h et dimanche à 13 h 30, *Marges de la photo*, films illustrant les relations de la photographie avec les arts visuels, à l'Auditorium Maxwell Cummings du Musée des beaux-arts de Montréal. 285-1690.

Samedi 14 oct., de 9 h à 21 h, journée de ressourcement avec M. l'abbé Paul-Emile Perrault, sur le thème *L'Esprit-Saint fera que l'Église demeure toujours la vérité*, à la Maison de la miséricorde, 830, 2e rang Ramsay, Saint-Félix-de-Valois. 889-4100.

Aujourd'hui de 15 h à 17 h, première d'une série de conférences « Les Samedis de la foi », par le père Benoit, au monastère Saint-Albert-le-Grand (2715, chemin de la Côte Ste-Catherine), sous le thème *Qui est Jésus*. 521-1587.

Diaporama préparé par trois participants à un voyage à Cuba en août dernier, ce soir à 19 h 30, à la Librairie Pathfinder (6566, boul. St-Laurent). 273-2503.

Le Cercle de fermières d'Ahuntsic vous invite à un défilé de modes haut en couleurs, sous le thème *Les biès d'or*, samedi 14 oct. à 20 h, au sous-sol de l'Église St-Antoine Marie Claret (10,660 Larose). Réserv. : 331-1478 ou 323-6536.

DIMANCHE

Le Centre de Tai-Chi Édouard Roy vous invite, tous les dimanches de 19 h à 20 h, aux méditations pour la paix, au 3943 St-Laurent, 3e étage à Montréal. — Aujourd'hui à 11 h, conférence intitulée : *Émotions, pensées, imagination*, à l'UQAM, 400 Ste-Catherine est, Salle A2885, 2e étage. 845-8022.

Jass Inc. organise tous les dimanches

un Café-rencontres à 14 h au 2e étage du restaurant le Commensal, 2115 St-Denis et/ou autres activités suivant la saison, telles que marche en montagne, vélo, pique-nique, randonnée pédestre, golf et ski de fond. 388-8727.

Super Work-Out le dimanche matin de 10 h 30 à 12 h, au Centre Immaculée-Conception (4265 Papineau). 527-1256.

Aujourd'hui à 13 h 30, visite guidée de l'exposition *Paterson Ewen* et visite guidée de la collection permanente du Musée, au Musée des beaux-arts de Montréal (1379 Sherbrooke ouest). 285-1600.

LUNDI

L'Auberge le P'tit bonheur a besoin de moniteurs/animateurs pour l'hiver prochain. Des entrevues auront lieu, mardi 31 oct. et jeudi 2 nov. à 19 h au Centre Immaculée-Conception (garderie du Centre I.C.) et mercredi 1er nov. à 19 h (salon des gouverneurs). 1-800-567-6788 (Sylvie ou Sonya).

Une clinique horticole gratuite sur le sujet aura lieu le 14 oct. (reprise le 21 oct.) à 11 h, au Centre Jardin Botanique Pépinière, 4057 rang Haut-St-François à Duvernay. 461-2591.

Le Centre Info-Femmes (8446 à Hoche-laga, Mt) vous convie à une conférence intitulée : *Confiance en soi*, mardi 17 oct. à 19 h à l'Église St-Bernard, salle de la chapelle au 8801 Notre-Dame — Groupe de croissance *Ces femmes qui aiment trop* les jeudis à 19 h — Halte-garderie pour une période de 3 heures, 1 fois par semaine, de 8 h 30 à 11 h 30 du mardi au jeudi ou de 13 h à 16 h du lundi au jeudi. 355-4529.

Cours d'alimentation saine à Notre-Dame-de-Grâce avec Bonnie Tees, les mardis du 17 oct au 28 nov. de 18 h 30 à 21 h. Inscr. : 482-1508.

Conférence intitulée : *Mieux vivre la solitude*, présentée par Rolande Chalney, psychologue, le 2e mercredi de chaque mois, au 1212 rue Panet à 19 h 30. 334-5401.

Rendez-vous croissance du couple vous offre une fin de semaine de croissance pour votre couple, une session de 48 heures, les 17-18-19 novembre. Rens. : 872-4341, 843-3152, 889-0573.

7 octobre

par la PC et l'AP

- 1987: une grève générale d'un jour est déclenchée au Chili: deux personnes sont tuées et des centaines jetées en prison.
- 1984: treize wagons de chemin de fer déraillent en Colombie-Britannique quand les eaux emportent les voies ferrées.
- 1959: les premières photos de la face cachée de la Lune sont prises dans l'espace par les Soviétiques.
- 1913: du pétrole est découvert à Okotoks, en Alberta.
- 1910: un incendie de forêt à Rainy River, en Ontario, fait 42 morts.
- 1825: un incendie fait 160 morts à Newcastle et Douglastown, au Nouveau-Brunswick.